

Le Monde

idées

MOURIR

Comment supporter cette « idée insupportable » qu'est très souvent, comme le rappelle une de nos lectrices, la perspective de la disparition d'un être cher, alors pourtant que la mort est la seule certitude qui attend l'homme au bout de son destin ?

Thérèse Luciani entend au moins défendre le droit de chacun à « vivre sa mort ». Jacques Colette se penche sur le cas de ceux qui décident d'en choisir le moment, et Christian Zimmer sur le « mécanisme sacrificiel » qui conduit, à travers le show-business, à la mise à mort des idoles.

Gabriel Matzneff voit lui aussi une mise à mort dans l'amour et les tensions qu'il engendre.

LA LIBERTÉ QUI FAIT PEUR

par THÉRÈSE LUCIANI

La mort. Nous savons bien quelle nous attend, là, au bout du chemin, et que nous devons l'affronter, chacun en son temps. Qu'elle soit notre avenir le plus certain, nous n'aimons guère qu'on nous le rappelle. Et encore, si c'était la manière de Grèce, avec des fleurs en pot et des pleureuses à rubans... mais non, la mort nous attend dans un service d'hôpital, anonyme, objet de soins ni plus ni moins attentifs que ceux qu'on donnerait à une machine — inutile. Difficile de garder sa sérénité et de faire des mots d'esprit avec des tuyaux dans le nez et d'autres dans le derrière. Parce que c'est cela l'« acharnement thérapeutique » : et on n'aime pas beaucoup y penser.

Se dire que maintenant, en pleine conscience, on prend une plume et on signe une déclaration disant qu'on ne veut pas de cette mort-là, de cette « survie-là » : cela nous fait peur. Et si nous allions le regretter ? Question qu'on ne pose jamais lors des « dispositions testamentaires ». Et si, au moment de mourir, je préfère laisser mes biens aux gosses du bidonville plutôt qu'à la cousine Eugénie, ce ne pourrait être que l'effet d'une de ces aberrations imprévisibles qui frappent les cerveaux les mieux construits. Mais que je bredouille n'importe quoi, on y verra un sursaut de la volonté de vivre.

Pourquoi ? Parce qu'en fait nous avons peur des mots ; nous avons peur de choisir notre mort. On nous fait déjà naître dans des services où on nous sépare de notre mère et où on l'empêche de nous dorloter. Au nom de la science on fait VIVRE — on appelle cela VIVRE — des enfants dans des bulles de plastique, des scaphandres, et on s'émerveille ! On va faire naître un bébé dont la mère est morte : il aura chaleur et nourriture, mais les mouvements de sa mère, ses chants, ses sourires, son amour ?

Il vivra — c'est cela, le grand mot. Nous sommes prêts à n'importe quelle lâcheté pour maintenir le plus longtemps possible notre précieuse vie. Nous ne faisons guère d'histoires quand il

s'agit de la mort des autres : là, nous sommes « objectifs ». Et nous sommes fiers d'avoir « tout fait » pour prolonger la vie de vieillards que nous flânons dans les salles et que nous n'aimons jamais voir. Mais quand il s'agit de la mort, alors, le grand jeu : l'oxygène, les pigments, les perfusions. Qu'importe qu'il n'ait plus sa conscience. On vous dit qu'il ne souffre pas : alors ? Un beau jour, on arrête ses appareils pour les brancher sur un autre : chacun son tour. Mais nous prendrons un air apitoyé et nous ne chercherons pas à savoir.

Ce qui nous gêne dans la proposition de loi du sénateur Caillaud (1), c'est qu'elle nous oblige à savoir et à choisir : en somme, à être libre, et nous n'aimons

Un relent de nazisme

Euthanasie : le grand mot est lâché. On n'ose plus l'employer depuis qu'il a son relent de nazisme. Et on oublie Freud, qui a choisi de mourir plutôt que ne plus être lui-même. Et on parle d'abus, de responsabilité médicale...

Il vaut mieux, sans doute, être transformé en marionnette sanglante comme Franco : là, les médecins se sont conduits en humanistes. Comme ces médecins argentins qui poussent si loin la conscience professionnelle qu'ils inquiètent leurs collègues d'Anabasté ; pourtant, ils respectent la vie, non ? Est-ce leur faute si les martyrs des gosses argentins préfèrent la mort ? Ils n'ont pas à savoir, n'est-ce pas ? Ils font de la médecine comme d'autres, bientôt, feront du football — pas de la politique.

Je suis toujours émerveillée de ces sursauts de conscience morale — défense de la dignité de l'homme, de la vie. Et tous ces arguments qui avaient déjà servi au moment de la loi sur l'interruption de grossesse : on croit entendre « laissez-les vivre ».

pas être libre. Nous préférons laisser les autres décider pour nous. Râler, ça oui, mais décider, une bonne fois, en toute lucidité, que nous ne voulons pas être un légume et que nous préférons mourir... « On ne sait jamais, et si la science me guérissait... » Alors, on nous sort les grands mots et on nous cite les cas particuliers. Chacun de nous a son bon juif et son bon suicidé raté, qui est bien content de s'en être sorti. Mais combien d'entre nous ont vécu dans les services d'hôpital — je parle des salles communes — combien en ont vu de ces êtres qui n'étaient plus rien que souffrances, gémissements et humiliations, — et combien se sont dit qu'ils ne voudront jamais devenir ces incurables et qu'ils le refusent pour les leurs ? Les écoutons-nous, ceux qui préféreraient mourir ?

En fait, c'est la liberté qui fait peur. Ni les Églises ni les États totalitaires ne peuvent accepter qu'un numéro se rebiffe. C'est pour notre bien, qu'on nous maintient en vie. Pour notre bien, demain, qu'on prélèvera sur nos corps nos organes ; pour notre bien que nos corps servent aux expériences : c'est sur les corps « insensibles » qu'on fait des expériences, qu'on place des sondes, c'est à eux qu'on inocule l'importance quelle saleté. « Insensibles » : il ne faut jamais avoir entendu gémir ou hurler des êtres dans le coma pour croire qu'ils ne souffrent pas. Quand ils ne peuvent crier, ils se recroquevillent, se tament, essaient de prendre moins de place, de s'échapper.

Nous sommes prêts à tout pour sauver notre peau, notre précieuse peau de Blanc bien nourri, évidemment. Que d'autres le fassent, nous suggèrent, nous proposons même de pouvoir le faire, et on parle des « droits de l'homme ».

En bien oui ! Il s'agit du droit de l'homme, de n'importe quel homme, de vous, de moi, de mon enfant, de refuser des « traitements inhumains ou dégradants » ; du droit de mourir en humanité, sans, sur notre main, celle de la tendresse pour nous aider à « passer ».

Car là où vous voyez la fin, je vois, moi, le « passage ». Ma mort, je la connais : j'ai eu déjà avec elle deux ou trois rendez-vous manqués, mais la prochaine fois, j'attendrai quelle me délivre définitivement de mon corps d'infirme. C'est cette mort-là que je veux. Je veux mourir sans bruit, sans remue-ménage, entre mes enfants et mes chats. Je sais quelle me laissera le temps de regarder une dernière fois mon coin de ciel et de sourire. Saurais que rien ne sera dérangé, ni les bruits de la maison, ni ceux du village, ni ceux des champs. Dans la terre que je me suis choisie, je me reposerais enfin.

Et vous voudriez m'imposer les ordres breffés, l'effacement, les couleurs et la morgue. Vous voulez ma mort ?

(1) Le sénateur Caillaud (gauche démocrate) a déposé sur le bureau du Sénat, en 1978, deux propositions de loi visant à limiter certaines pratiques de survie artificielle appliquées à des cas de maladies incurables et des personnes responsables d'euthanasie passive. Ces propositions ont été repoussées par le Sénat en mai 1980. — (N.D.R.)

La mise à mort

par CHRISTIAN ZIMMER

Le cinéma américain, on le sait, excelle à dénoncer ce qui est sa raison d'être, sa substance même : l'industrie du spectacle. Il est devenu le plus implacable critique de sa réussite, grâce précisément aux armes que celle-ci lui a données. Mais il est rare qu'il ose aller jusqu'au bout. Mark Rydell l'a fait dans *The Rose*.

The Rose, en effet, ne s'en prend pas à l'argent, il ne s'insurge pas contre l'aliénation des foules, l'hystérie collective, les tranches qui déchainent la violence. Il nous donne à voir ce qui est l'aboutissement ultime, la vérité immémoriale de ce spectacle : le mécanisme sacrificiel. Dès le premier plan, nous savons à quoi nous allons assister : au déroulement d'un meurtre rituel. L'idole des foules ne s'accomplit en tant qu'idole que par-delà la mort, par-delà sa mise à mort par la collectivité. *Rose*, la chanteuse, apparaît sur la passerelle de l'avion, débouche et tombe : le podium où elle va triompher, c'est l'autel sur lequel elle sera immolée.

Il ne s'agit pas du vieux mythe romantique du pélican, du cœur de l'artiste jeté en pâture à la multitude. Mais de quelque chose de beaucoup plus ancien, qui nous ramène aux sources mêmes du spectacle, à ses origines perdues dans la nuit des temps. Il n'y a pas, ainsi que le rappelle Antonin Artaud, de spectacle

sans cruauté : le premier héros de théâtre est Prométhée et la dramaturgie première, c'est la mise en scène du supplice (1). Sadisme des masses ? Non. Les dieux sont exigeants, simplement. Et ils sont toujours là : le show-business contemporain a renoué avec le sacré originel. La violence, qui est au cœur de la civilisation moderne, ne s'exprime pas seulement dans les rapports de forces, mais aussi dans la religiosité, dans ce formidable besoin d'irrationnel qui se cache derrière le matérialisme, et qui en est même le complément normal, indissociable.

Le déploiement spectaculaire, la luxure, la tape-à-l'œil et le clinquant du show-business ne sont pas autre chose que l'envers de cette nudité, de ce dépouillement fondamental de la mort, sans visage. La parure (nécessaire) du supplice, du sacrifice. Il faut plaire aux dieux. Il faut que la victime soit belle, que ses oripeaux soient brillants. Qu'elle soit immolée avec suffisamment de faste pour qu'elle joue son rôle d'intercesseur, qu'elle remplisse sa fonction expiatoire. Car il y a justement tout ce matérialisme, tout ce solide et énorme trafic à se faire pardonner, toute cette impureté essentielle de l'argent dont il importe de laver la souillure ; seule l'immolation de la victime choisie peut, sur ce chapitre, apaiser la communauté.

Le rite purificateur

La même croyance, enfouie dans les profondeurs de l'inconscient, au rite purificateur explique le prestige dont jouit encore le peine de mort. Le condamné devient, sous le couperet de la guillotine, cet objet d'exécution et d'amour qu'est la vedette du show-business. Incarnation du mal magiquement fixé sur sa personne, il sauve la cité. Celle-ci ne peut simer que ce qu'elle tue, et ne peut tuer que ce qu'elle aime. C'est cette demande d'amour, présente aussi bien chez l'artiste vis-à-vis de la foule que dans la foule vis-à-vis de son idole, que manipule le show-business :

l'héroïne du film ne chante pas autre chose que son désespoir, son impossibilité de vivre, qui est aussi un extraordinaire appât de vivre.

The Rose nous décrit cette manipulation. Il la décrit sous forme de spectacle. De la sorte, il vend de la mort en dénonçant les marchandises de mort. Du moins s'en va-t-il bien de la mort qu'il s'agit, non pas, comme dans *Que le spectacle commence*, d'une mort-ersatz sous emballage de luxe.

(1) Voir Jean Duviols, *Spécialité et Société*, Denoël-Gonthier, 1971.

La fin voulue

par JACQUES COLETTE (*)

QUELLE qu'ait été la vie de celui qui décide d'y mettre fin, sa décision est son geste éternel, les survivants l'adulent, à Prague ou ailleurs, artiste reconnu, homme politique, peu importe. Ce que, vivant, il a livré de lui-même à ses contemporains sera reçu transfiguré par la postérité : elle verra le tout de cette vie à travers le filtre d'une mort voulue. Et celui-ci jeté sur les actes du vivant les heures étranges d'un ultime décret : la volonté de ne plus rien vouloir, de vouloir le rien.

Devant ce désir insolite, tous les autres pâlissent. Du disparu, restent les considérations de ceux qui paraissent encore — et une stèle. Triomphe de la vie sur les traces de ce qui fut une vie. « Les pauvres histoires des hommes... et l'histoire des hommes ! — nous semblent frénétiques et déraisonnables... » (Malraux, *Les Chénas* qu'on abat, 1971, page 59). Oui, comparées à la volonté de posséder sa mort. Comme Kawabata, Mishima, Moreau, A. Métraux, Montherlant, comme tel prisonnier de

droit commun, comme d'innombrables chrétiens, certains entendent témoignent, à leur manière, de leur sérénité, lorsqu'ils ont considéré qu'il était possible de se préparer à l'imprévisible, à ce que nous serons quand nous serons morts. Mais sur ces décombres, que reste-t-il ? *La Mère des Douleurs se tenait debout*, écrivait Malraux, citant le *Stabat Mater dolorosa*, à Chartres, le 10 mai 1975. Cette station ne conjure pas la mort, chose impossible.

Comme les héritiers, comme les chroniqueurs, cette mère fait partie de la postérité. En elle parle la voix de la vie. Comment parler, en revanche, de ce que fut le dernier souffle de celui qui renonçait à vivre ? Pour lui, il n'est plus ni foi ni espérance. Sauf, peut-être et quand même, l'espérance d'une victoire jusque dans le désir se voulant désormais indélébile, puisqu'il renonce à sa voix. Le « renoncement suicide du patient frustrant de sa victoire le maître qu'il abaisse » donne à son inhumaine solitude « reste une affirmation désespérée de la vie » (Lacan, *Écrits*, page 320). Désespoir malgré et dans la vitalité même — voilà ce qui constitue le suicide et le différencie de la « mort naturelle ».

Si rien n'est naturel, tout peut l'être, jusqu'au désir de la solitude inhumaine. Point de suicide sans relent d'égoïsme ou d'orgueil — disait Vlassov. Point de mort daté 2-3 juin 1974. Mais le suicide n'est pas toujours révolte absolue, même s'il est rarement sans désespoir à l'égard de l'humanité.

En dehors de ces considérations « théoriques » — ce qui ne veut pas dire sans cœur — il y a les jugements des religions. Ils sont aussi divers que ceux des individus. Preuve du désarroi auquel nous voue le geste inqualifiable.

(*) Attaché de recherche au C.N.R.S.

L'amour ce cyanure

par GABRIEL MATZNEFF

ROMEO et Juliette, Tristan et Iseult, n'incarnent pas seulement la transgression des lois de la morale et de la société, la lutte de la clandestinité contre l'institution, la fuite de la cage familiale : ils symbolisent aussi la nature tragique et fatale de la passion. Le filtre de Tristan et d'Iseult est un filtre de mort autant que d'amour, et c'est la mort que, dans leur ultime baiser, Juliette vient chercher sur les lèvres de son amant. Ce n'est pas un hasard si le plus célèbre poème amoureux de Leopardi s'intitule : *Amore e Morte* (amour et mort).

L'amour exprime la nostalgie de l'immortalité, mais dans le même temps il est porteur de l'anguille de sa propre ruine. L'amour, c'est la souffrance : aimer un être, c'est souffrir à cause de lui. Mais l'amour, c'est aussi la mise à mort : « Je l'ai tué, je l'ai tué, me Carmen adorée », Nietzsche tenait avec raison ce cri de Don José pour le plus beau des cris de l'amour. La tension paroxystique de l'amour est incompatible avec l'organisation de la vie quotidienne. C'est l'excès même de nos passions qui les rend intolérables à la société et invivables pour nous. L'amour-passion est un sentiment qui sacrifie son propre cyanure, qui enfante sa propre mort : c'est un sentiment suicide.

Il n'y a pas de sixième acte à *Romeo et Juliette*, et c'est mieux ainsi. La vie est une aventure captivante, mais la mort ne laisse pas d'avoir du bon. Selon Pyrrhon, il est indifférent qu'on soit vivant ou mort. Il est cependant des occasions où la mort est préférable à la vie. Agamède et Trophonios, qui avaient construit le temple d'Apollon Pythien, prièrent le dieu de leur donner ce qu'il avait de mieux pour eux : ils s'endormirent et ne se réveillèrent plus. Quand la mort vint frapper à notre porte, nous devons savoir l'accueillir comme une amie.

Le Monde

Au sommaire du numéro du 3 août

- « Bio » à toutes les sauces.
- L'industrie du gène.
- L'étonnante épopée des mormons.

- Les ramasseurs de galets.
- Les enracinés de Carnoux.
- Les citadins maudits de Prague.
- L'inventaire philosophique de Vincent Descombes.
- La défaite réussie de la guerre du Vietnam

Les programmes commentés de la télévision et de la radio

L'été du « Monde Dimanche » :

- Une ville, un écrivain : Agrigente, par Leonardo Sciascia.
- Jours d'été : le tapis vert des familles.
- Traité libre : Nicole Claveloux.
- As-tu vu Montezuma ? (chapitre 7), par Balzac.
- Ce fut une très belle apocalypse (7^e épisode), par Gérard Mathieu.
- Sports : la plongée sous-marine.
- Une nouvelle de Dominique Douay.

En vente avec le numéro daté dimanche-jundi : 3,50 F

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

LE RENDEZ-VOUS

A.S. Neill, le célèbre pédagogue écossais, termine l'autobiographie *Peau de mandarine* (c'était le surnom que lui donnaient ses élèves de Summerhill) qu'il écrit à quatre-vingt-neuf ans, avant de mourir, par cette histoire. Un riche marchand oriental envoie son serviteur au marché pour qu'il y achète les provisions de la journée. Lorsque ce dernier revient, il est blanc comme un linge. « Maître, dit-il, j'ai croisé l'Ange de la mort au marché et il m'a lancé un regard qui m'a

terrifié. Oh ! maître, implorait-il, prêtez-moi un cheval afin que je fuie à Samara. »

Le marchand lui prête un cheval et se rend lui-même au marché, où il rencontre en effet l'Ange de la mort. « Pourquoi, lui demande-t-il, as-tu effrayé mon serviteur ? » « J'en suis désolé, lui répond l'Ange de la mort. Il est vrai que j'ai rencontré avec insistance, mais c'était dans ma surprise de le voir là, car j'ai rendez-vous avec lui ce soir à Samara. »

ROLAND JACCARD.

مكتبة الأمل

PROCHE-ORIENT

Israël

Plusieurs centaines de prisonniers palestiniens font la grève de la faim

De notre correspondant

Jérusalem. — Quarante-sept détenus palestiniens de la prison de Nafkha, en plein désert du Néguev, continuent la grève de la faim commencée il y a dix-sept jours en signe de protestation contre les « conditions inhumaines » d'internement dans cette prison, la plus redoutable des camps existant en Israël et dans les territoires occupés. L'agitation a gagné d'autres prisons israéliennes.

À l'heure actuelle, plusieurs centaines de prisonniers palestiniens font la grève de la faim en guise de solidarité avec leurs camarades de Nafkha. Les autorités pénitentiaires craignent que le mouvement de grève ne s'étende à d'autres prisons qui abritent trois mille prisonniers palestiniens condamnés pour « atteinte à la sécurité de l'État » mais qui sont considérés par leurs frères comme des « détenus politiques ».

Les autorités pénitentiaires soutiennent qu'il s'agit d'une « grève politique » téléguidée par l'O.L.P. à l'occasion de la conférence des femmes à Copenhague et de la réunion extraordinaire de l'Assemblée générale de l'O.N.U. De leur côté, les prisonniers affirment que leur grève a pour objectif d'améliorer les « conditions inhumaines » qui leur sont faites dans la nouvelle prison de Nafkha, ouverte le 2 mai 1980 pour recevoir les « meneurs » repris parmi les trois mille détenus palestiniens.

La prison de Nafkha se trouve sur une colline déserte. Pendant la journée, la chaleur est étouffante et la nuit, il fait très froid. Les cellules mesurent 2 mètres de large sur 6 mètres de long et abritent huit à dix prisonniers. La ventilation est inefficace : l'air parvient dans les cellules par des orifices percés dans le plafond. Les portes sont blindées et ne laissent pratiquement pas passer d'air. Les prisonniers affirment qu'il est parfois difficile de respirer et sont sujets à des vertiges. La lumière du jour ne parvient pas dans les cellules. En l'absence de chaises et de tables, les prisonniers prennent leurs repas à même le sol. Les services de santé sont, selon les prisonniers, médiocres.

Des « humiliations constantes »

Les prisonniers se plaignent également du comportement de leurs geôliers et des « humiliations constantes » qu'ils leur font subir. Cinq rencontres entre les représentants des prisonniers et la direction se sont soldées par des échecs. Les prisonniers ont réclamé, mais en vain, un traitement identique à celui réservé aux prisonniers juifs de droit commun, qui jouissent de meilleures conditions à tout point de vue. « Lorsque nous avons été persuadés que les autorités israéliennes ne nous laisseraient pas poursuivre nos revendications, nous avons utilisé notre dernière arme : la grève de la faim », ont affirmé les prisonniers. Ils ont qualifié la vie à Nafkha d'« agonie lente ». « On nous a traités dans cette prison comme des chiens », a déclaré un prisonnier, nous a dit Moustapha Abou Zahra, agronome de son métier, libéré le 24 juillet après avoir purgé une peine de dix-huit mois de prison ferme observé dix jours de grève de la faim.

La veille du déclenchement de la grève de la faim, trois « meneurs », parmi les prisonniers palestiniens, ont été transférés à la prison de Chaita, au nord d'Israël, où ils auraient été frappés brutalement par leurs geôliers. Vingt-six autres prisonniers palestiniens ont été transférés à la prison de Ramleh, au centre d'Israël. Alors qu'ils en étaient au septième jour de la grève de la faim, ils ont été frappés sur tout le corps, y compris les testicules.

DÉMISSION DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Jérusalem (A.F.P.). — Le ministre israélien de la justice, M. Chmouel Tamir, a annoncé jeudi soir 31 juillet à la télévision qu'il venait de remettre sa démission au premier ministre, M. Begin.

M. Tamir a motivé sa décision par le fait que son parti (Dash, démocrate), était représenté par trois ministres au cabinet (le vice-président du conseil, M. Yadin, le ministre du travail, M. Katz, et lui-même), alors que le mouvement n'a au total que quatre représentants au Parlement.

« C'était là une situation antidémocratique, et j'estime avoir agi pour le bien de mon parti et celui du gouvernement », a déclaré M. Tamir soulignant qu'il conservait sa « fidélité à l'un comme à l'autre ». « Je reste dans la coalition et demeurerai actif à la Knesseth pour empêcher le retour au pouvoir des travaillistes », a-t-il noté.

Le geste de M. Tamir est commenté différemment dans les milieux travaillistes, où l'on y voit « la continuation de la désintégration du gouvernement Begin, après la démission en octobre de M. Moshe Dayan et celle de M. Weizman ».

Paris et Bonn jugent

« contraire au droit international » la loi israélienne sur Jérusalem

Le vote de la loi israélienne proclamant Jérusalem « capitale éternelle d'Israël » a été vivement protesté dans de nombreuses capitales. Celles qui ont été publiées jeudi 31 juillet à Paris, Bonn et Amman déclarent notamment dans les mêmes termes : « L'adoption de cette loi est contraire au droit international et aux résolutions de l'O.N.U. ».

Le communiqué du Quai d'Orsay ajoute : « Le gouvernement français déplore cette décision unilatérale qui s'inscrit dans un ensemble de mesures visant à remettre en cause le statut de Jérusalem. Il tient à exprimer sa vive préoccupation devant les actions qui contribuent à accroître la tension dans la région et contredisent les efforts en direction d'une paix juste et globale du Proche-Orient ».

La porte-parole de M. Walldheim a rappelé que le secrétaire général de l'O.N.U. « estime que toute mesure qui tend à modifier le statut de Jérusalem n'a pas de validité juridique et est contraire aux résolutions pertinentes des Nations unies ».

À WASHINGTON, le porte-parole du Département d'État, M. Tattner, a déclaré : « Nous ne considérons pas que cela a eu un effet sur le statut de Jérusalem, mais nous ne pouvons pas accepter une telle décision unilatérale qui s'inscrit dans un ensemble de mesures visant à remettre en cause le statut de Jérusalem. Nous continuons à croire que ces négociations représentées par la seule voie réaliste vers un règlement négocié et global. Nous espérons qu'elles vont se poursuivre sans interruption. Nous continuons d'estimer que des actes unilatéraux visant à modifier le statut de Jérusalem en dehors du cadre d'un règlement négocié ne sont pas le bon moyen de progresser, et nous les considérons comme sans effet ».

À CAIRE, le président Sadate qui a déclaré que la loi israélienne était « en contradiction avec l'esprit et la lettre des accords de Camp David », fera connaître samedi la position de l'Égypte.

À BERYOUTH, un porte-parole palestinien a déclaré jeudi : « La décision d'Israël donne une nouvelle impulsion à la lutte de l'État hébreu qui fait fi de l'opinion publique mondiale et ».

« Le voyage qui aura surtout été annoncé par la presse israélienne (le Monde du 1^{er} août). Après le second entretien avec son homologue hongrois, M. Fija, et une rencontre avec M. Axel, vice-premier ministre, M. François-Poncet a été reçu jeudi par M. Kadar, qui a rendu la semaine dernière une visite à M. Brejnev en Crimée ».

Attendu avec intérêt du côté français, cette conversation « cordiale » n'a pas permis de recueillir d'indications sur une évolution des positions soviétiques. M. Kadar aurait en particulier fait part de sa conviction de ce que l'intervention soviétique, répondant à des motifs de sécurité, ne visait pas le contrôle du Golfe et ne menaçait pas les intérêts occidentaux.

BERNARD GUETTA

DIPLOMATIE

La visite de M. François-Poncet à Budapest

SELON M. KADAR, L'U.R.S.S. NE VISE PAS LE CONTRÔLE DU GOLFE

De notre envoyé spécial

Budapest. — M. François-Poncet a annoncé, jeudi 31 juillet à Budapest, à l'issue de sa visite de trente-sept heures, que M. Giscard d'Estaing se rendrait en voyage officiel en Hongrie d'ici à la fin de l'année ou en 1981. Une date précise devrait être fixée cet été, mais le ministre des affaires étrangères a souligné que la France souhaitait que ce voyage soit l'occasion de résolutions communes dans le domaine économique en particulier.

Les relations commerciales bilatérales, estime-t-on en effet, des deux côtés, ne sont pas à la hauteur des liens confiants entre les deux pays.

Mise à part la signature d'une convention d'entraide judiciaire, c'est là le seul résultat concret de

LONDRES, MOSCOU ET WASHINGTON FONT ÉTAT DE « PROGRÈS CONSIDÉRABLES » VERS L'INTERDICTION TOTALE DES ESSAIS NUCLÉAIRES

Genève (Nations unies) (A.F.P.). — Les États-Unis, l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne ont réalisé des « progrès considérables » dans leurs négociations sur une interdiction complète des essais d'armes nucléaires, notamment dans le domaine de la vérification, indique un rapport présenté jeudi 31 juillet à Genève par les trois puissances devant le comité des Nations unies sur le désarmement.

Le point des négociations trilateral depuis juin, notamment, que des questions de fond restent à régler avant de rédiger un traité.

Les trois puissances se sont mises d'accord sur le principe de l'interdiction totale des essais, y compris les expériences souterraines qui, jusqu'à présent, restent autorisées par les traités. Elles sont aussi convenues d'éta-

blir, en outre, elles ont en accord sur les mesures de vérification. Celles-ci comportent non seulement les moyens techniques nationaux (satellites, etc.), mais le recours à un système international d'échanges des données climatiques et des inspections sur place. Sur ce dernier point, le rapport précise que, si l'une des parties a des questions à poser sur un événement qui s'est produit sur le territoire d'une autre partie, une inspection sur place pourra être demandée pour déterminer si l'événement est nucléaire ou non. Le refus de la partie interrogée devra être motivé. Il est convenu que le traité entrera en vigueur lorsque vingt pays, dont les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., l'auront ratifié. Les négociations reprendront en octobre.

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA

Le Maroc dément avoir bombardé des installations militaires en Mauritanie

Le Maroc a opposé le jeudi 31 juillet un « démenti catégorique » aux accusations de Nouakchott selon lesquelles son aviation aurait bombardé mardi les installations militaires en Mauritanie (le Monde du 31 juillet). Tandis qu'un communiqué publié à Nouakchott dénonce les « manœuvres perfides » de Rabat visant à déstabiliser le régime mauritanien, la presse algérienne accuse le Maroc d'une « nouvelle escalade » dans le conflit du Sahara occidental.

De notre correspondant

Rabat. — Le gouvernement marocain a pu être bien inspiré de ne réagir qu'avec retard aux accusations mauritanaises de bombardement de la Guera et de Nouadhibou du mardi 29 juillet. On apprend en effet, jeudi 31 juillet, que Nouakchott avait renoncé à sa première version du bombardement. Cette fois-ci, selon les informations communiquées par le ministère mauritanien des affaires étrangères aux diplomates en poste à Nouakchott, la localité bombardée n'aurait été ni La Guera, située sur la côte atlantique en face de Nouadhibou, ni le port de Nouadhibou, mais le petit village de Boulouanar, situé à une trentaine de kilomètres de la côte et à 3 kilomètres de la frontière de l'ancien Rio-de-Oro, annexé par le Maroc en 1979.

La localité de Boulouanar est surtout connue à titre de station de pompage, car elle fournit l'eau à Nouadhibou, située à une centaine de kilomètres au sud. Les Mauritanais y ont amené jeudi un convoi de journalistes, qui auraient pu observer des cratères, traces de roquettes et de bombes jetées par des F-5 marocains.

Quant à la vérité de cette deuxième version, elle est contestée en tout cas formellement par la première. Recevant jeudi matin l'ambassadeur de Mauritanie à Rabat, venu lui demander

des « éclaircissements » sur le « prétendu raid » de mardi, M. Abderrahmane Baddou, secrétaire d'État aux affaires étrangères marocain, a donc en beau jeu d'attirer d'abord l'attention de son interlocuteur, selon l'agence officielle marocaine MAP, sur les contradictions contenues dans les allégations de Nouakchott. Après quoi, le secrétaire d'État a « catégoriquement démenti » au nom du gouvernement marocain qu'un quelconque raid d'avions marocains à l'intérieur du territoire national mauritanien ait eu lieu. M. Baddou a affirmé que « le gouvernement marocain avait toujours respecté la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la République islamique de Mauritanie » à l'intérieur de ses frontières de 1969. Le secrétaire d'État a protesté également « contre le ton inamical du communiqué du Comité militaire de salut national (C.M.S.N.) » et exprimé la conviction qu'il s'agit d'une opération préconisée par des éléments qui cherchent à compromettre les relations fraternelles et de compréhension existant entre les deux pays ».

Cette mise au point de l'agence MAP diffusée jeudi soir montre en tous cas que les Marocains ne veulent pas envenimer les choses.

ROLAND DELCOUR.

Océanie

Vanuatu

La situation demeure tendue à Espiritu-Santo

Alors que les fonctionnaires des deux anciennes puissances de tutelle ont commencé de quitter le nouvel État, la situation au Vanuatu — ancien condominium franco-britannique des Nouvelles Hébrides — demeure incertaine. L'opposition au nouveau régime de M. Walter Lini ne s'est pas relâchée dans l'île d'Espiritu-Santo, avec laquelle les communautés des îles voisines de l'archipel ont des liens de coopération. Le 31 juillet, nous téléphones notre correspondant à Nouméa, Jean-Noël Féraud, et des incidents ont éclaté jeudi dans l'île voisine de Malekula (connue aussi sous le nom de Mallicolo).

Jeudi, M. Olivier Stinn, qui représentait le gouvernement français aux côtés de l'indépendance à Port-Vila, a lancé un appel aux ressortissants français au Vanuatu pour qu'ils aident au développement de la nouvelle République. Il a assuré le gouvernement de M. Lini que Paris continuerait à jouer son rôle dans le développement économique du pays et qu'un traité de coopération entre les deux pays pourrait être signé en novembre. Pour sa part, le gouvernement britannique a proposé au Vanuatu une aide globale d'un montant de 25 millions de livres. L'Australie a promis une aide de 2,3 millions

de dollars australiens pour la construction d'une école à Espiritu-Santo.

Le porte-parole du gouvernement de Port-Vila, M. John Beasant, a annoncé jeudi la convocation du Parlement la semaine prochaine pour voter l'annulation des rebelles d'Espiritu-Santo, afin de « créer un climat favorable à un nouveau départ ». Le Parlement s'est réuni jeudi à la capitale, à Port-Vila, pour discuter des mesures d'expulsion seraient prises contre des citoyens étrangers ayant participé à la rébellion ; il s'agit, en fait, de ressortissants français établis dans l'île et qui n'ont pas caché leur soutien au mouvement sécessionniste de M. Jimmy Stevens.

M. Beasant a minimisé les troubles qui se sont produits à Malekula où des groupes avaient pris à partie des forces de l'ordre. Le gouvernement a la situation en main, les incidents n'étaient que le fait d'habitants ayant trop bien célébré l'indépendance, a-t-il affirmé.

Le gouvernement du Vanuatu prend toutefois au sérieux les risques d'éclatement du nouvel État. Il a obtenu, disait-on à Paris jeudi, que les forces franco-britanniques demeurent dans l'archipel jusqu'au 5 août. Mercredi, le secrétaire aux Affaires étrangères, Sir Ian Gilmour, avait annoncé que son gouvernement examinait la requête de Port-Vila pour que ces troupes stationnent pendant encore trois semaines. M. Lini compte aussi sur l'arrivée d'une force de trois cents soldats de la Papouasie-Nouvelle-Guinée voisine pour maintenir l'ordre, en particulier à Espiritu-Santo.

Dans cette île, indique notre correspondant à Nouméa, la tension était grande mercredi 30 juillet, jour de l'indépendance. Il a été constaté par les séparatistes comme une journée de deuil. Ils ont tenté d'empêcher la montée du drapeau du Vanuatu au mât érigé dans la capitale de l'île, Luganville, et d'envoyer à la place les couleurs du Vanuatu, le mouvement de M. Stevens. Pour cela, ils ont placé au pied du mât des feuilles sacrées de pandanus, symbole du tabou dans cette société coutumière. L'ordre d'enlever ces feuilles, et donc de violer la coutume, ayant été donné par Port-Vila, les chefs locaux ont manifesté et des drapillons du nouvel État ont été brûlés. Finalement, sous la protection des forces franco-britanniques, l'emblème national a été hissé. Mais il aura fallu l'intervention du chef des unités franco-britanniques, le colonel Vidal, pour éviter un incident et empêcher que les Britanniques n'ouvrent le feu comme ils en avaient reçu l'ordre en cas de troubles.

Tunisie

LES DERNIERS CONDAMNÉS POUR DÉLIT D'OPINION POURRAIENT ÊTRE PROCHAINEMENT LIBÉRÉS

(De notre correspondant.)

Tunis. — Il n'y aura plus un seul condamné politique pour délit d'opinion incarcéré en Tunisie le 3 août, jour de la célébration du sixième anniversaire de la révolution nationale de M. Bourguiba, assure-t-on de source proche du gouvernement.

L'élargissement des premiers condamnés avait débuté voici un an à cette même date et s'était accéléré ces derniers mois (le Monde du 31 juillet) sous l'impulsion du premier ministre, Mohamed Masmoudi, qui, depuis sa nomination, le 23 avril, s'efforçait de créer dans le pays un climat de détente.

Le comité interministériel, qui s'est réuni le 31 juillet, a confirmé sa volonté de désorption en décidant la suppression du corps des vigiles universitaires, dont la présence, le plus souvent provoquée, dans les facultés était depuis plusieurs années l'une des raisons essentielles de l'agitation étudiante. Et c'est dans ce même esprit qu'il faut très probablement interpréter l'annonce par le bureau politique du parti socialiste de la dissolution des quatre comités de coordination du parti de Tunisville, Gafsa, Bizerte et Gabès.

Le communiqué diffusé par le parti précise que cette décision a pour but « de garantir le bon déroulement » des congrès qui doivent précéder prochainement au renouvellement de ces organismes. On fait remarquer à ce propos dans les milieux politiques — critique à peine voilée à l'ancienne direction — que l'ère des élections faillées et des pressions est révolue.

MICHEL DEURÉ.

République Sud-Africaine

ARRESTATION D'UN DIRIGEANT SYNDICAL A JOHANNESBURG

Johannesburg (A.F.P.). — Le dirigeant du principal syndicat impliqué dans la grève des employés noirs de la municipalité de Johannesburg, — qui dure depuis une semaine, — M. Joseph Mavi, a été arrêté au cours de la nuit du jeudi 31 juillet au vendredi 1^{er} août, apprend-on vendredi officiellement.

Un porte-parole de la police a indiqué que M. Mavi, chef de file du Black Municipal Workers Union (B.M.W.U.), avait été interpellé par trois inspecteurs en civil, dans les locaux de la cour suprême de Johannesburg. La police a, plus tard, expliqué que M. Mavi était détenu au titre de la section 22 du General Laws Amendment Act, qui autorise les autorités à détenir quelque temps des personnes suspectées de trahison.

Zimbabwe

DES MANIFESTANTS ABATTENT LA STATUE DE CECIL RHODES A SALISBURY

Salisbury (Reuter). — A Salisbury, une foule de manifestants africains, blancs et noirs, a abattu, jeudi 31 juillet, à coups de barres de fer la statue de Cecil John Rhodes, fondateur de la Rhodésie, devenue avec l'indépendance, le Zimbabwe. Cette statue, qui se dressait dans le centre de la capitale, a été levée de son socle par une grue puis a été déposée sur un camion où la foule est venue lui faire un sort.

« Maintenant nous avons le Zimbabwe, le Rhodésie est morte », criait la foule.

La statue s'élevait dans Jameson Avenue, qui a été rebaptisée jeudi. Elle s'appelle désormais Samora Machel Avenue, en hommage au président du Mozambique qui a commencé, lundi, une visite de cinq jours au Zimbabwe.

(Publiété)

AVIS

La LIGUE INTERNATIONALE DES SOVIÉTIQUES DE L'OMNISIE procède à une enquête sur les personnes disparues en République de Guinée.

Toute personne qui aurait eu à déplorer la disparition en République de Guinée d'un parent ou d'un ami est priée d'en informer la Ligue avant le 31 août 1980, à l'adresse suivante : W. G. B.F. 11, 11111 Palisades, Cedar, en précisant les noms et prénoms du disparu, le nom de son père, son domicile, sa profession, son âge, la date et le lieu de sa disparition, ainsi que toutes indications susceptibles de permettre de le retrouver.

EUROPE

Tunisie

LES DERNIERS CONDOMNES POUR DELIT D'OPINION POURRAIENT ETRE PROCHAINEMENT LIBERES

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Les derniers condamnés pour délits d'opinion pourraient être prochainement libérés.

Union soviétique

Trois cent trente biologistes de vingt-trois pays protestent contre les violations des droits de l'homme

A l'occasion du IV^e Congrès international d'immunologie qui s'est tenu à Paris du 20 au 26 juillet, trois cent trente biologistes de vingt-trois pays ont tenu à exprimer leur protestation contre la violation des droits de l'homme en U.R.S.S. et, en particulier, contre la répression qui frappe les scientifiques. Ils ont signé une pétition qui sera adressée aux autorités soviétiques et à la présidence de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.

Les signataires (dont 84 Français, 72 Américains et 27 Polonais, 1 Tchèque et 1 Yougoslave) expriment leur préoccupation devant « la suppression de la liberté d'expression, des empêchements au libre échange d'informations, le déni de liberté de mouvement et l'emprisonnement ou la répression d'innocents ».

« La persécution de scientifiques soviétiques »

Les protestations plus particulièrement contre le sort fait à M. Sakharov « l'un des meilleurs hommes de notre temps » et réclament que la liberté de mouvement (en U.R.S.S. et à l'étranger) et de travail lui soient rendues. Ils estiment que « la persécution de scientifiques soviétiques » est « incompatible avec un progrès scientifique véritable et peut-être quelques consolations de forme l'Assemblée n'obtiendra pas satisfaction : la désignation du président d'avril, M. Haug, n'est qu'un compromis et les commissaires resteraient bel et bien l'affaire des Etats.

L'Assemblée des communes est une assemblée plus consultative que véritablement délibérative. En avril, de la proposition de M. d'Ormesson (P.F.R.-France) demandant une action navale pour la défense des mers, la Commission des affaires maritimes et de la pêche a refusé de se prononcer. C'est là une affaire enterrée.

Certes, au mois de mars, a été approuvé le rapport de M. Jean Rey (Liberal-Belgique) qui réclame un rôle accru pour l'Assemblée dans la désignation du président de la commission puis de ses membres. Outre qu'il s'agit d'un aspect bien partiel de la vie institutionnelle, il semble déjà clair, meses à part.

En raison de la résistance des partis de gauche et des gaullistes, conjuguée à des hésitations chez certains parlementaires, la majorité de centre droit, ces initiatives plus ou moins militantes n'ont jusqu'ici pas abouti. Mais les abus des ayatollahs et les chœurs russes y aident, on ressent dans cette assemblée une envie de plus en plus forte d'aborder les problèmes de la défense. Au reste, des parlementaires de gauche, tel M. Van Mier, le président du parti socialiste belge néerlandophone, ou M. de Goede (Démocratie 66, Pays-Bas) pour des raisons qui ne sont évidemment pas les mêmes que les conservateurs britanniques, ont estimé aussi que l'Assemblée devait traiter des questions de défense.

Autre « débordement » souvent dénoncé : la proposition de l'Assemblée à délibérer des affaires du monde. C'est vrai qu'elle se complait volontiers dans un cosmopolitisme brouillon dont l'utilité peut paraître incertaine. C'est vrai qu'il existe un type de parlementarisme, éternels défenseurs des justes causes, grands producteurs de projets, résolutions qui ont écouté davantage et on ne les devinait pas — si on ne les constatait pas — incapables de s'élancer sur tâches quotidiennes, ingrates de la vie communautaire.

De telles critiques se font jour au sein même de l'Assemblée (M. Delon, P.S., France, président de la commission économique et monétaire, et M. Tindemans, se sont exprimés publiquement dans ce sens). Mais il est juste d'observer que certaines affaires politiques diplomatiques comportent un élément essentiel de la vie communautaire, et que l'Assemblée, par son rôle de médiation, est appelée à intervenir.

La politique politicienne est certes présente dans de tels débats : on s'y dispute par exemple sur le rôle du Vietnam dans le drame cambodgien sur l'attitude que doit adopter la C.E.E. Il n'est toutefois pas interdit de penser que l'attention persistante ainsi manifestée par l'Assemblée est

Mme Thatcher dresse un bilan optimiste de sa politique économique

De notre correspondant

Londres. — S'adressant au groupe parlementaire conservateur à l'occasion de la fin de la session de la Chambre des communes, Mme Margaret Thatcher a affirmé, le jeudi 31 juillet, que son gouvernement était en passe de gagner sa bataille contre l'inflation et jouissait d'un « soutien massif » tant dans le pays qu'à l'étranger. Elle s'est toutefois déclarée préoccupée par le niveau du chômage (le plus haut depuis 1938) et par les pressions qu'exercent les entreprises nationales pour dépasser les limitations budgétaires que leur impose le gouvernement.

Par 338 voix contre 274, les Communes ont approuvé, mardi, la politique économique du gouvernement en rejetant une motion de censure déposée par les travaillistes. A une semaine de la clôture de la session de printemps, on était en droit d'espérer que le « non » parlementaire se transformerait pour l'occasion en feu d'artifice oratoire entre M. Callaghan et Mme Thatcher. Dans le passé, les deux leaders ont parfois eu nos regards de leurs joutes d'esprit. Mais le débat fut à l'image du vote : sans surprise. M. Callaghan avait ouvert en accusant le cabinet conservateur de « démolir » le pays par sa politique d'austérité. « Le gouvernement ne doit pas tenter de résoudre les problèmes de la nation sur le dos de 2,5 millions de chômeurs », a-t-il déclaré, en insistant particulièrement sur la détérioration de la

La Chambre des lords ordonne à la société de télévision Granada de dévoiler le nom d'un de ses informateurs

De notre correspondant

Londres. — Une fois de plus, le débat sur la liberté de la presse est à l'ordre du jour en Grande-Bretagne. Le 1^{er} février dernier, en pleine grève des ouvriers de la sidérurgie, la société de production télévisée Granada — l'une des quinze compagnies produisant les programmes de la chaîne privée I.T.V. — consacrait une émission aux problèmes de la British Steel Corporation (B.S.C.), société nationalisée de la sidérurgie.

S'appuyant sur des informations confidentielles fournies par un employé de la B.S.C., Granada affirmait que les mauvais résultats de l'entreprise étaient dus en grande partie à un « renforcement des interventions, déjà considérables, auxquelles la presse britannique se livre ». Cette décision est restrictive, réactionnaire et contraire à l'intérêt du public, a affirmé le Times (indépendant). Ce jugement « ne peut que rendre plus difficile le travail des journalistes », observe le Daily Express (conservateur), tandis que le Daily Mail (conservateur) regrette cette décision, « particulièrement par l'effet qu'elle a sur les sources de la presse ». Les journaux ont réagi avec une vive indignation. Ils ont beau jeu de rappeler les chartes officielles publiées la veille du jugement, selon lesquelles la B.S.C. a enregistré un déficit de 545 millions de livres (environ 5 milliards 450 millions de francs) pendant son exercice financier 1979-1980. Le gouvernement a admis que l'entreprise dépasserait cette année son « plafond de tirage » sur les fonds publics (cash limit) et qu'elle devra recourir au « crédit d'impôt public » pour continuer ses activités.

L'intérêt général

Les milieux de la presse ne sont évidemment pas les seuls à réagir. Un groupe de députés britanniques a délibérément défilé la décision de justice rendue le 30 juillet par la Chambre des lords. La commission des affaires galloises de la Chambre des communes, présidée par M. Leo Abse (travailliste), a en effet rendu public le 31 juillet le rapport « secret » de la British Steel Corporation (B.S.C., aciéries nationales), dont une partie de la teneur avait été divulguée en février dernier par la société indépendante de télévision Granada, grâce aux révélations faites à un employé de la B.S.C. Ce document fait état de notes confidentielles, de propos de défection de la direction de l'entreprise et de difficultés de gestion. En rendant public le document, le rapporteur, M. Abse a notamment déclaré : « Je pense que la décision prise par les lords est une sérieuse attaque à l'encontre de la liberté de la presse ». La Commission des affaires galloises a-t-elle précisé, « s'assurera que la libre circulation de l'information est un droit fondamentalement protégé ». « Si des députés sont en possession d'informations qui peuvent peut-être être secrètes ou confidentielles, mais qu'ils estiment relever de l'intérêt général, alors nous les publions », a-t-il précisé. « Et personnellement, je ne pourrais pas ordonner à un membre de notre commission de révéler quelle est sa source d'information. »

Pendant ce temps, les conflits de l'Observer et de Reuters se poursuivent. La direction de l'hebdomadaire dominical a, au soir du mercredi 30 juillet, un préavis de licenciement à ses quelques mille collaborateurs. Elle a ajouté que l'Observer cesserait de paraître le 19 octobre si aucun accord n'intervenait d'ici là avec les conducteurs de presse. Le même jour, les journalistes du siège londonien de l'agence Reuters ont décidé d'observer l'évolution des négociations annuelles, entre la direction et les grévistes du bureau de New-York, avant de demander à leurs collègues en poste à l'étranger de se joindre à leur grève.

(Interim.)

L'Assemblée européenne un an après

(Suite de la première page.)

Les députés de l'Assemblée européenne ont tenu, le 30 juillet, leur première session ordinaire depuis leur élection en juin 1979. Le débat sur l'emploi, en janvier, a été particulièrement décevant : les parlementaires, cette session-là, n'avaient en tête que l'Algérie. La majorité de l'Assemblée, plus conservatrice encore en ce domaine qu'en d'autres, semble allergique à la notion d'aménagement du territoire. Le débat sur le chômage, en janvier, a été particulièrement décevant : les parlementaires, cette session-là, n'avaient en tête que l'Algérie. La majorité de l'Assemblée, plus conservatrice encore en ce domaine qu'en d'autres, semble allergique à la notion d'aménagement du territoire.

Après la crise budgétaire

Le conseil des ministres, tout en affirmant partager les préoccupations de l'Assemblée, ne voulait rien savoir : il refusait l'idée que le plan de la PAC puisse être amendé par la volonté de l'Assemblée et par le biais du budget. Lors de l'ultime nuit de négociations entre l'Assemblée et le conseil, celui-ci a résigné à des concessions. Le conseil des ministres, tout en affirmant partager les préoccupations de l'Assemblée, ne voulait rien savoir : il refusait l'idée que le plan de la PAC puisse être amendé par la volonté de l'Assemblée et par le biais du budget.

Après la crise budgétaire

Le conseil des ministres, tout en affirmant partager les préoccupations de l'Assemblée, ne voulait rien savoir : il refusait l'idée que le plan de la PAC puisse être amendé par la volonté de l'Assemblée et par le biais du budget. Lors de l'ultime nuit de négociations entre l'Assemblée et le conseil, celui-ci a résigné à des concessions. Le conseil des ministres, tout en affirmant partager les préoccupations de l'Assemblée, ne voulait rien savoir : il refusait l'idée que le plan de la PAC puisse être amendé par la volonté de l'Assemblée et par le biais du budget.

Après la crise budgétaire

Le conseil des ministres, tout en affirmant partager les préoccupations de l'Assemblée, ne voulait rien savoir : il refusait l'idée que le plan de la PAC puisse être amendé par la volonté de l'Assemblée et par le biais du budget. Lors de l'ultime nuit de négociations entre l'Assemblée et le conseil, celui-ci a résigné à des concessions. Le conseil des ministres, tout en affirmant partager les préoccupations de l'Assemblée, ne voulait rien savoir : il refusait l'idée que le plan de la PAC puisse être amendé par la volonté de l'Assemblée et par le biais du budget.

Après la crise budgétaire

Le conseil des ministres, tout en affirmant partager les préoccupations de l'Assemblée, ne voulait rien savoir : il refusait l'idée que le plan de la PAC puisse être amendé par la volonté de l'Assemblée et par le biais du budget. Lors de l'ultime nuit de négociations entre l'Assemblée et le conseil, celui-ci a résigné à des concessions. Le conseil des ministres, tout en affirmant partager les préoccupations de l'Assemblée, ne voulait rien savoir : il refusait l'idée que le plan de la PAC puisse être amendé par la volonté de l'Assemblée et par le biais du budget.

Prochain article : L'EUROPE DES PARTIS

par Patrick Jarreau

Portugal

La DROITE SALAZARISTE a l'intention de se présenter à l'élection législative de 1980. Le parti de Salazar, qui a tenu son premier congrès le week-end dernier à Estoril, le Frank qui doit bientôt demander sa législation comme parti, présentera ses candidats sur les listes du Parti de la « démocratie chrétienne (P.D.C.) ». Ce parti, qui n'est pas reconnu, au Portugal, a obtenu 1,1 % des voix aux élections législatives de décembre 1979. — (A.F.P.)

Le Monde

société

ÉMOTION AU MARAIS APRÈS LA MORT D'UN JEUNE JUIF A ANVERS

« Cette fois, nous nous défendrons »

Les enfants du quartier du Marais, à Paris, vont s'acheter des falafels au « roi du falafel chaud ». Les adolescents sont partis en vacances : « Faites du bénévolat dans une ville de développement ». Ce sont les jours d'été. Les boutiques cachées entre les rues des Rois, le calme à l'ombre des devantures et l'odeur des pâtisseries au miel. On s'endormait presque derrière le comptoir sans le drame, la flaque de sang, la mort de David, Parisien de quinze ans déshabillé par la grenade d'un terroriste sur un trottoir d'Anvers (le Monde des 28, 29 et 31 juillet).

L'antisémitisme apporte ses peurs et ses mauvais conseils. « Cette fois, nous nous défendrons. Nous ne ferons pas comme ceux d'entre nous qui, en 1940, arboraient leur médaille de guerre et qui ont été les premiers à être envoyés dans les camps de la mort », affirme Yoram, le coiffeur de la rue Ferdinand-Duval. Dans la boutique fraîche, tous l'approuvent. Coiffé d'une kipa, en blouse blanche, Yoram parle comme un docteur de la Torah. Fol et exalté, il explique : « Les Juifs souffrent, explique-t-il. Mais d'un mal nait un bien. C'est comme l'or brut, on doit le travailler pour en sortir une belle pièce de collection. Il faut frapper, et plus on frappe sur le peuple juif, plus il est beau... Non, ce n'est pas du masochisme, mais l'œuvre de Dieu, de la Providence. »

Plus loin, les libraires de « la Place à l'oreille » ne tiennent pas le même discours : « Après tout, nous n'avons pas été les seuls à souffrir. Mais, depuis quelques années on constate une recrudescence de l'antisémitisme. En même temps, on observe chez les Juifs un regain de religiosité. Les éditeurs publient de plus en plus d'ouvrages sur le judaïsme. C'est ici une librairie militante. On nous demandait des livres théologiques politiques. A présent, les mêmes clients veulent des grammaires yiddish. Ils cherchent leurs racines, un peu comme les Corsas ou les Bretons. Evidemment, cette quête d'une identité provoque des rejets, car on accepte mal la différence. Certains ont des craintes réelles : d'autres craignent seulement que

David, qui habitait dans le neuvième arrondissement, accompagnait son frère à l'école talmudique. Il parcourait toutes les rues du quartier, il connaissait les commerçants, Yoram lui coupait les cheveux ; les falafels chauds sautaient au bout de ses doigts.

« Quand un Juif est assassiné, tous les Juifs sont en deuil, dit un très vieux homme. Les gens n'ont pas de mémoire. Il faut être vigilant. L'antisémitisme peut renaitre à tout moment. Et si je suis encore vivant, c'est parce que je n'ai jamais oublié. »

CHRISTIAN COLOMBANI.

Après les incidents racistes en Seine-Saint-Denis

Justice à deux vitesses

Deux poids, deux mesures : en juin dernier, au moment des incidents racistes en Seine-Saint-Denis et de la rue de la République, la police devait arrêter à Aubervilliers, sous le nom de Mezzouhi Miloud (vingt-deux ans), Mezzouhi Nordine (vingt ans), Kheikhel Boualmer (vingt ans), Berrabab Djamel (dix-neuf ans) et de deux mineurs (1). Le juge d'instruction, M. Duno, avait ordonné la mise en liberté conditionnelle pour cinq d'entre eux, mais la chambre d'accusation a infirmé cet arrêt pour deux raisons : d'une part, la version officielle des faits s'écroule sur l'endroit où se situait, dans la voiture, le pistolet dont un seul, semble-t-il, connaissait l'existence ; d'autre part, le rapport qui a été demandé sur l'utilisation qui aurait pu être faite dans d'autres circonstances du pistolet en question et qui n'a pas encore été remis. — N.B.

(1) Un comité de défense, animé notamment par des militants maoïstes, appelle une manifestation le dimanche 3 août, à 10 h 30, devant le marché d'Aubervilliers.

Quatre maîtres des requêtes au Conseil d'Etat ont été nommés conseillers d'Etat sur proposition du garde des sceaux. Il s'agit de Mmes Françoise Dulery et Nicole Questiaux et de MM. Michel Pomey et Jacques Boutet.

Un cinquième conseiller d'Etat a été nommé : il s'agit de M. Paul Gardent, directeur général des Charbonnages de France.

[M. Paul Gardent, né le 10 juil-

let 1921 à Grenoble, est ancien élève de l'Ecole polytechnique (1939) et ingénieur des mines. Il a été collaborateur de M. Louvet, au ministère de l'Industrie et du Commerce (1950-1953), et directeur général des Houillères Nord-Pas-de-Calais (1953) puis directeur général des Charbonnages de France à partir du 1^{er} mai 1962. M. Gardent a en outre été président du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail en 1974.]

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

M. Robert Fabre accepte d'être médiateur

M. Robert Fabre, député non inscrit de l'Aveyron, maire de Villefranche-de-Rouergue, ancien président du M.R.G., mouvement avec lequel il a rompu, a accepté jeudi 31 juillet au cours d'un entretien avec M. Giscard d'Estaing l'offre de celui-ci de succéder à M. Aimé Paquet au poste de médiateur. Le décret de nomination sera pris au début du mois de septembre.

Une élection législative partielle dans l'Aveyron

M. Fabre devra se démettre de son mandat législatif qui est incompatible avec la fonction de médiateur mais il continuera d'administrer sa commune. Il ne sera pas remplacé à l'Assemblée par son suppléant car la nomination au poste de médiateur ne figure pas dans la loi organique relative au remplacement des députés. Une élection législative partielle devra donc être organisée dans un délai de trois mois à partir de la nomination officielle de M. Fabre à ses futures fonctions.

Après son entretien à l'Elysée, M. Fabre a indiqué qu'il avait accepté l'offre de M. Giscard d'Estaing pour deux raisons. D'une part, parce que « la proposition du président va dans le

La voie médiane

Sa nomination au poste de médiateur pourrait représenter, pour M. Robert Fabre, la fin d'une carrière politique qu'il avait mise en jeu depuis la rupture de la gauche et l'échec de l'opposition aux élections législatives de mars 1978.

Artisan de la scission du parti radical valoisien, fondateur de l'automne 1972 et président du mouvement de la gauche radicale socialiste devenu en 1973 Mouvement des radicaux de gauche, signataire du programme commun de gouvernement, M. Robert Fabre avait perdu, au printemps 1978, l'écoulement du mouvement des radicaux de gauche en septembre 1978, il est resté par ses anciens amis, à l'exception de ceux qui ont rejoint le parti radical valoisien membre du P.U.D.F. Depuis le 14 septembre 1977, il a bruyamment « claqué la porte » des négociations au sommet entre les partenaires de l'union de la gauche qu'il refusait d'allonger la tête de la gauche radicalisée. M. Fabre a été déshabillé par une famille désempée. Il s'est retiré à l'Assemblée nationale, sur les bancs des députés non inscrits, le groupe socialiste l'a exclu. Il n'est apparemment le 3 septembre 1978.

Sa fonction de médiateur le contraint à abandonner son mandat de député de l'Aveyron qu'il a exercé sous le régime de l'Assemblée nationale depuis 1962. Si son conseiller général de département en 1965, il ne s'est pas représenté lors de la dernière consultation, en mars 1979. Absent de la campagne des élections européennes, au printemps 1979, il n'a même plus qu'un seul man-

Les réactions

FOUR M. ROGER-GERARD SCHWARTZBERG, vice-président du M.R.G. : « S'il s'agit véritablement d'être le médiateur entre l'opposition et les citoyens, Robert Fabre peut réussir. Mais s'il s'agit d'apaiser, d'arrêter de servir de médiateur entre la gauche et la droite, sa mission serait vouée à l'échec. Le rôle politique Giscard-Barre incarne le conservatisme le plus arrogant. »

DANS « L'HUMANITE », Magali Jauffret écrit : « L'invitation Robert Fabre a donc accepté ce nouveau hochet présidentiel. Le transfert des radicaux de gauche n'en est pas à son premier strapontin giscardien. »

M. Fabre juge que « la proposition du président va dans le sens de ses efforts pour modifier la nature des rapports entre l'opposition et le pouvoir ». L'ancien président du M.R.G. peut être rassuré : sa nouvelle vocation d'arbitre ne risque pas de le mettre au chômage.

SCIENCES

Parti avec Soyuz-37

L'EQUIPAGE SOVIÉTO-VIETNAMEIEN EST REVENU SUR TERRE AVEC SOYUZ-36

Moscou (Tass, A.P.F.). — Le commandant soviétique Viktor Gorbatko et son collègue vietnamite Pham Tuan ont regagné la Terre le jeudi 31 juillet. Ils avaient revêtu à bord du vaisseau Soyuz-36, lancé le 27 juillet, qui les avait amenés, à Léonid Popov et Valeri Roubine, qui continuent dans Soyuz-4 leur vol de longue durée, commencé le 27 juillet. Soyuz-36 s'est posé en douceur, à 17 h 15 (heure française), dans la Kazakhstan, à 180 kilomètres au sud-est de la ville de Djambul. Au cours de la semaine en orbite, l'équipage soviéto-vietnamite a étudié le profil thermique du tour orbital et a fait croquer un monocrystal de phosphore de gallium, un alliage semi-conducteur. Il a aussi utilisé un appareil construit par des spécialistes bulgares pour mesurer

la température des transparents des hublots de Soyuz-4 sous l'influence du rayonnement cosmique.

Rectifié : Les élections au C.N.R.S. — Une ligne sautée dans certaines de nos éditions du 18 juillet nous faisait attribuer aux syndicats de la FEN une « audience traditionnelle » dans certaines disciplines scientifiques (médecine, droit, sciences économiques) au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.). En fait, comme cela a été rectifié dans nos dernières éditions, ce sont les syndicats autonomes qui sont majoritaires dans ces disciplines, ainsi que le confirment les dernières élections au comité national.

La gendarmerie assurera la protection extérieure des centrales nucléaires de l'E.D.F.

La gendarmerie nationale aura la charge de la protection extérieure des centrales nucléaires de l'E.D.F. sans, pour autant, créer des unités spécialisées dans cette mission. C'est progressivement que sera mis en place ce système de défense rapprochée des « points sensibles » que sont de telles installations, puisque le dispositif prévu sera déployé à partir de cette année et achevé vers 1980.

Selon des informations de source officielle, l'accord entre la gendarmerie et la direction de l'E.D.F. prévoit un renforcement des effectifs des compagnies et des brigades de la gendarmerie, qui ont, ou auront, une centrale nucléaire dans les limites géographiques de leurs compétences territoriales dites de surveillance générale.

Il existe, en principe, une compagnie de gendarmerie au chef-lieu de chaque arrondissement et une brigade par canton. Mais seules seront renforcées d'une vingtaine de gendarmes les compagnies qui auront en charge une centrale nucléaire.

Les gendarmes qui viendront renforcer la compagnie ne seront pas mis à la disposition de l'E.D.F. pour constituer un corps spécialisé relevant de l'autorité de cette administration. Selon la direction de la gendarmerie nationale, ces sous-officiers continueront de participer aux missions régulières et classiques de surveillance générale qui relèvent de leur arme (police judiciaire, police administrative et police militaire), et il leur sera confiées également la protection et la garde statique extra-muros des centrales nucléaires de l'E.D.F. Il n'y aura donc pas, comme le redoutaient certains gendarmes, une gendarmerie spécialisée de l'E.D.F. — à l'instar de la gendarmerie mobile, de la gendarmerie de l'air, de la gendarmerie des transports aériens ou de la gendarmerie de l'armement qui existent déjà, — mais une mission permanente de protection nucléaire.

Des cellules d'intervention radiologique

D'ores et déjà, cependant, des gendarmes d'active se sont impliqués de cette décision de renforcer les unités territoriales proches d'installations nucléaires de l'E.D.F. Ils estiment, en règle générale, que des charges nouvelles pèseront sur le travail déjà confié aux brigades, et que cette mesure crée un précédent discutable si

d'autres services publics choisissent d'imiter l'E.D.F.

Les forces de l'ordre publique ont été, au titre de consultants, associées à la conception des plans de prévention contre les actes de malveillance, et les sabotages éventuels contre des installations nucléaires civiles.

Une telle prévention se traduit par des mesures de protection physique extérieure (clôtures et gardiennage, conditions d'accès, etc.), et par des mesures plus ponctuelles destinées à contraindre l'efficacité de sabotages possibles. Mais cette protection ne se limite pas aux seules installations et concerne aussi les matières nucléaires ou les mesures à prendre en cas d'accident.

C'est ainsi qu'un dispositif législatif et réglementaire, assorti de pénalités en cas d'infraction, est actuellement institué. Pour l'essentiel, il reprend et étend au domaine civil les dispositions du contrôle gouvernemental déjà en vigueur au titre de la défense, en créant un régime d'autorisations, de contrôle comptable et de protection physique des matières nucléaires transportées.

D'autre part, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a décidé de constituer seize cellules mobiles d'intervention radiologique (C.M.I.R.), qui agiront en renfort avec les sapeurs-pompiers lors d'accidents ou d'incidents survenant dans une centrale nucléaire, ou durant un transport de matière radioactive.

Selon le bulletin d'information du ministère de l'Intérieur publié jeudi 31 juillet à Paris, ces cellules mobiles d'intervention seront constituées à l'échelon de chaque zone de défense — il en existe en France, ainsi qu'un sein des unités d'instruction de la Sécurité civile, du bataillon de marins-pompiers de Marseille, et de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. La formation des personnels sera assurée, lors de sessions d'une durée de trois semaines, par l'Institut national des sciences et techniques nucléaires en collaboration avec le Commissariat à l'énergie atomique.

Faits et jugements

Trois anciens membres de la municipalité condamnés pour diffamation envers le maire de Saint-Etienne

Poursuivis en diffamation par M. Joseph Sanguedoc, maire (P.C.) de Saint-Etienne, MM. Christian Bail, conseiller général (U.D.F.) de la Loire, François Dubanchet, sénateur (U.D.F.) de la Loire et Claude Faure, tous trois anciens membres de la municipalité de Saint-Etienne, ont été condamnés, le mercredi 30 juillet, par le tribunal correctionnel de Saint-Etienne à 1 000 francs d'amende chacun, à 1 franc de dommages-intérêts et à l'insertion du jugement dans trois journaux locaux.

MM. Bail, Dubanchet et Faure étaient poursuivis pour avoir écrit et publié un tract lors de la campagne pour les élections cantonales de mars 1978, dans lequel le maire actuel était accusé de corruption et de trafic d'influence, en ces termes : « Les deux premiers élus de la ville de Saint-Etienne, par leurs impôts, sont utilisés à des fins partiales par le parti communiste et le maire de Saint-Etienne. »

Deux policiers inculpés de violences ont été relaxés

Deux policiers : M. Mustapha Larachi et M. Jacques Cretenc, inculpés de « violences policières illégitimes » (art. 186 du code pénal) ont été relaxés, mercredi 30 juillet, au bénéfice du doute, par la sixième chambre correctionnelle de Lyon. Les faits qui leur étaient reprochés remontent au 11 juillet 1978.

Ce jour-là, un jeune Maghrébin, âgé de dix-sept ans, est interpellé dans des circonstances peu claires. Les témoignages sont contradictoires et les faits reprochés au jeune homme — eux-mêmes mal établis — ne sont toujours pas étés jugés. Le 19 juillet, un éducateur signale au parquet les violences — attestées par un certificat médical — dont a été l'objet le jeune homme le 16 novembre 1979.

Les deux policiers sont inculpés qu'il était impossible de déterminer si les blessures étaient le résultat de l'arrestation et dues à la rébellion du jeune Maghrébin, ou si elles étaient faites après l'arrestation.

M. Michel Coste, l'avocat du jeune homme, a indiqué que celui-ci n'avait pas l'intention d'interjeter appel.

Lord Kagan a été extradé

Lord Joseph Kagan, homme d'affaires britannique âgé de soixante-cinq ans, qui avait fui la Grande-Bretagne il y a quinze mois, a été extradé de France le jeudi 24 juillet. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait jugé recevable, le 2 juillet, la demande d'extradition réclamée par le gouvernement britannique depuis le 11 avril à l'encontre de Lord Kagan, accusé de vol, faux en écritures, abus de confiance et de biens sociaux, infraction à la législation des changes (le Monde du 4 juillet). Le délit de vol n'avait pas été retenu par la chambre d'accusation.

On reproche à Lord Kagan d'avoir exporté en fraude, en 1976, deux cent trente barils d'indigo, destiné à la teinture de textiles et dissimulé ces opérations en falsifiant la facture à la société Kagan Textiles Limited (K.T.L.), dont il était le principal actionnaire. Lord Kagan avait été nommé pair à vie en 1976 par M. Harold Wilson.

M. Fratoni annonce son intention de revenir en France

Nice. — M. Jean-Dominique Fratoni, ex-P.D.G. du casino Ruhl de Nice contre lequel un mandat d'arrêt a été lancé le 7 mars dernier, a l'intention de revenir en France « dans deux ou trois mois » lorsqu'il sera « complètement guéri » et que son dossier sera définitivement terminé. C'est ce qu'il a déclaré à Radio-Monte-Carlo dans une interview recueillie « quelque part à l'étranger » et diffusée le jeudi 31 juillet.

M. Fratoni, qui est poursuivi pour infraction à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger et fraude fiscale, n'a affirmé qu'il n'était pas en fuite car lorsque ce mandat a été délivré, il était absent de Nice et à l'étranger en vue de me faire soigner. Il me fallait me reposer longtemps avant de subir certaines opérations.

L'ex-P.D.G. du Ruhl a également repris le thème d'une « machination » montée contre « sa propre personne » et contesté qu'il y ait eu la moindre dissimulation d'argent dans son établissement. Il a enfin estimé qu'après Leroux, la fille de l'ex-P.D.G. de l'Etat de la Méditerranée disparue depuis la fin d'octobre 1977, avait probablement « fait une fugue... » (Corresp. rég.)

UN SUICIDE

Un ouvrier sans emploi, M. Ahmed Baddouch, trentehuit ans, d'origine algérienne, s'est suicidé mardi 29 juillet dans son pavillon 6, rue des Percherons à Boulogne (16^e) devant sa femme et trois de ses deux enfants.

Un habitant était venu signaler à M. Baddouch d'ordonner de non conciliation rendue à la suite d'une procédure de divorce engagée par sa femme. Au terme de cette ordonnance, M. Baddouch devait également quitter la domoile conjugale.

Après avoir menacé l'habitant avec son pistolet 22 long rifle, M. Baddouch a retourné son arme contre lui se blessant grièvement. Il est mort peu après son admission à l'hôpital de Boulogne. A plusieurs reprises, sa femme, Mme Djouha Baddouch, trente-cinq ans, avait porté plainte contre lui pour « coups et blessures ».

هكذا من الأمل

l'assurance assurera la protection extérieure
des centrales nucléaires de l'E.D.E.

La nouvelle carte des formations universitaires

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux. Elle comprend les habilitations qui viennent d'être décidées et celles qui, n'étant pas soumises à renouvellement cette année, se trouvent encore en cours (ces universités apparaissent en italique).

Malgré l'absence d'informations officielles, nous publions, au risque de lacunes et d'erreurs, la liste des formations supprimées et créées sauf pour les doctorats de troisième cycle.

Nos premières listes sont parues dans nos numéros des 30, 31 juillet et du 1^{er} août.

EDUCATION

La nouvelle carte des formations universitaires

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux. Elle comprend les habilitations qui viennent d'être décidées et celles qui, n'étant pas soumises à renouvellement cette année, se trouvent encore en cours (ces universités apparaissent en italique).

Malgré l'absence d'informations officielles, nous publions, au risque de lacunes et d'erreurs, la liste des formations supprimées et créées sauf pour les doctorats de troisième cycle.

Nos premières listes sont parues dans nos numéros des 30, 31 juillet et du 1^{er} août.

Lettres modernes et classiques

LETTRES MODERNES ET CLASSIQUES

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, La Réunion, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-XII, Paris-XIII.

● Sont supprimées : Avignon, Chambéry.

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Nancy-II, Nantes, Nice, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-XII, Paris-XIII.

LETTRES CLASSIQUES

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Amiens, Besançon, Bordeaux-III, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Nancy-II, Nantes, Nice, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-XII, Paris-XIII.

● Sont supprimées : Paris-VII.

SCIENCES DU LANGAGE

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Amiens, Besançon, Bordeaux-III, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Nancy-II, Nantes, Nice, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-XII, Paris-XIII.

● Sont supprimées : Besançon, Caen, Clermont-Ferrand-II, Nice, Poitiers, Toulouse-II.

LITTÉRATURE GÉNÉRALE ET COMPARÉE

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Lyon-III, Montpellier-III, Nancy-II, Nice, Poi-

ARTS PLASTIQUES

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Amiens, Besançon, Bordeaux-III, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Nancy-II, Nantes, Nice, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-XII, Paris-XIII.

● Sont supprimées : Lille-III, Rennes-II.

MUSIQUE

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Amiens, Besançon, Bordeaux-III, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Nancy-II, Nantes, Nice, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-XII, Paris-XIII.

● Sont supprimées : Rouen.

MUSICOLOGIE

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Strasbourg-II.

● Sont supprimées : Poitiers.

SPORTS

VOILE

Eric Tabarly bat le record de la traversée de l'Atlantique

Le navigateur français Eric Tabarly, parti de New-York mardi 22 juillet peu après 3 h. 30, (heure française), en compagnie de trois équipiers (Eric Bouris, Georges Calvet et le camerunais Dominique Pipas), a doublé le Cap Lizard, à la pointe sud-ouest de l'Angleterre, avec son hydrofoil Paul Ricard, vendredi 1^{er} août à 8 h. 57. En 10 jours 5 heures 14 minutes et 20 secondes, il a donc battu le record de la traversée de l'Océan atlantique, établi

en 1965 par la golette Atlantic, commandée par l'Américain Charlie Barr, en 12 jours 4 heures 1 minute et 7 secondes.

Les navigateurs les plus chevronnés, tels le Canadien Michael Birch ou les Français Alain Colas, Olivier de Kersauson et Alain Gillsman s'étaient attaqués sans succès à ce record. La dernière tentative remontait au mois de mars 1979 où Birch, Kersauson et Gillsman s'étaient attaqués simultanément à ce record.

Depuis 1905...

En battant avec aisance un record prestigieux vieux de soixante-quinze ans et qui avait résisté à d'innombrables assauts, Eric Tabarly se rappelle à l'attention de tous comme le meilleur navigateur actuel. En mai 1965, le trois-mâts américain *Atlantic* avait traversé l'Océan, de Sandy Hook au cap Lizard, en douze jours, quatre heures, une minute, sept secondes, à la moyenne de 10,4 nœuds. Mesurant 87 mètres de long, il avait à son bord un équipage de cinquante marins professionnels, commandés par le capitaine Charlie Barr.

On doit souligner, d'autre part, que le grand navigateur a bénéficié de conditions atmosphériques exceptionnelles lorsqu'il s'est enfoncé au point et bien mené. C'est le cas du *Paul-Ricard*, qui a bénéficié d'améliorations depuis sa mise à l'eau au printemps de 1979.

Il est bon de rappeler qu'à plusieurs reprises Eric Tabarly a exprimé son hostilité à l'égard des records établis à la voile, auxquels il n'accorderait guère de signification. Il a daigné faire exception pour le plus prestigieux d'entre eux.

Avec son trimaran de 16,50 mètres et trois équipiers des quatre hommes doivent se contenter de deux couchettes, Tabarly a mis près de deux jours de moins que Charlie Barr pour couvrir les 3 000 milles du trajet, et sa moyenne est supérieure de 2 nœuds à celle réalisée par le trois-mâts américain.

Attentif et Paul-Ricard représentait deux conceptions du voilier aussi éloignées que possible. L'architecture nouvelle, qui a plus évolué au cours de dernières décennies que pendant des siècles, mise désormais, pour la compétition, sur des technologies très légères : la sonde du lest qui accompagne et alourdit tous les voiliers classiques. Les trimarans, qui ont suscité des déceptions et des accidents spectac-

laires, donnent des résultats exceptionnels lorsqu'ils sont très au point et bien menés. C'est le cas du *Paul-Ricard*, qui a bénéficié d'améliorations depuis sa mise à l'eau au printemps de 1979.

Il est bon de rappeler qu'à plusieurs reprises Eric Tabarly a exprimé son hostilité à l'égard des records établis à la voile, auxquels il n'accorderait guère de signification. Il a daigné faire exception pour le plus prestigieux d'entre eux.

TRANSATLANTIQUE ET PÉRIPHÉRIQUE

Le Paul Ricard est un sacré bateau et Eric Tabarly un formidable marin, nul n'en doute. Mais il n'y a qu'une, lorsque l'Américain Phil Weld battait, le 7 juin, le record de la course transatlantique d'Alain Colas, le navigateur breton expliquait fort justement sur une radio périphérique l'humilité des records à la voile. Trop d'impondérables entrent en jeu et d'abord le vent.

Bénéficiant pendant une semaine des fortes dépressions qui ont balayé l'Atlantique, Tabarly a pu s'en souvenir ces dernières heures, encaissées à quelques milles du cap Lizard. Mais le sponsor a obéi. Annoncé par le poste périphérique (Europe 1) seulement dès lors que le record était assuré — ce qui n'est guère sportif — l'opération publicitaire a parfaitement réussi. Le record vient de battre-quinze ans est bel et bien battu. C'est à un grand marin et à un excellent bateau.

BRUNO DETHOMAS.

SEULS TROIS SECTIONS SYNDICALES

« Un véritable gâchis » pour l'Ecole des hautes études en sciences sociales

Les sections de la C.G.T., du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.), C.F.D.T. et du Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.S.U.P.) de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (E.H.E.S.S.), nous ont adressé le texte suivant :

titique, renforcerait l'autoritarisme monarchique, auquel on prétend s'attaquer.

Ces mesures, qui s'inscrivent dans une politique persévérante, aggravent l'échec de la réforme de l'enseignement supérieur, surtout l'habilitation aux formations de D.E.A. suspectes d'être puritaines ; elles aboutissent à un véritable gâchis de l'enseignement.

Les récentes décisions du ministre des universités, en portant des coupes sombres dans les formations de D.E.A. (diplôme d'études approfondies), prétendent améliorer la qualité du diplôme et rendre à l'université le lustre qu'elle aurait perdu, ainsi que sa réputation internationale. Il y a loin du discours aux réalités.

En sciences humaines, le D.E.A. était indissolublement devenu la première étape de la thèse, notamment en histoire et en anthropologie. Or la coupure effective que l'on veut instaurer entre D.E.A. et thèse — certaines universités ne préparant qu'un D.E.A. d'autres n'ayant pas d'habilitation à préparer, mais conservant le D.E.A. d'autres, enfin, offrant un troisième cycle complet, — loin d'accroître le prestige du doctorat de troisième cycle, étendrait à l'ensemble des thèses le sursis d'être bloquées :

1) La discrimination entre différents types d'établissements, renforcée par l'inégale répartition des crédits, rendrait véritablement certaines universités en « dépotage », pour reprendre l'expression du premier ministre ;

2) La promotion de quelques professeurs, choisis par le ministre pour être les seuls responsables de tout un secteur scien-

tifique, renforcerait l'autoritarisme monarchique, auquel on prétend s'attaquer.

Ces mesures, qui s'inscrivent dans une politique persévérante, aggravent l'échec de la réforme de l'enseignement supérieur, surtout l'habilitation aux formations de D.E.A. suspectes d'être puritaines ; elles aboutissent à un véritable gâchis de l'enseignement.

Cinq habilitations en 1980

Déjà atteinte par les mesures de pré-inscription des étudiants étrangers, qui représentaient, en 1979, 60 % de ses effectifs au niveau du diplôme — elle se voit maintenant condamnée à l'asphyxie en ce qui concerne la préparation des thèses. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : quatre formations de 1978 à 1979, incitées à se regrouper pour présenter quinze demandes d'habilitation en novembre 1979, cinq habilitations au D.E.A. accordées par le ministre en juillet 1980.

Dans certaines disciplines, l'Ecole devient une université de troisième cycle sans D.E.A., ce qui risque de sacrifier son recrutement ; dans d'autres, pèse la menace du clientélisme des disciplines aussi diverses que l'histoire, l'économie, l'anthropologie, la sociologie, qui ne peuvent pas être arbitrairement censurées par un profil théorique et méthodologique.

En dépit de la compétence de ses enseignants, de l'intérêt nouveau des enseignements dispensés, de la valeur des travaux d'étudiants, les décisions ministérielles risquent d'aboutir à un véritable gâchis.

Des exclusions incohérentes, des regroupements arbitraires aboutissent à briser des formations d'« élite », que le ministre appelle de ses vœux, mais dont il paraît ignorer l'existence. L'enseignement deviendrait une activité ludique puisqu'il ne s'adresserait plus à de futurs chercheurs. Les centres d'études de l'Ecole seraient privés de leurs sources vives de renouvellement. Or l'Ecole est l'un des rares établissements qui parviennent à maintenir un équilibre fructueux entre recherche et enseignement. Elle se battra pour le demeurer.

MÉDECINE

Des chercheurs japonais ont mis au point une nouvelle méthode de production d'interféron

Tokyo (A.F.P.). — Un groupe de chercheurs de l'Institut japonais du cancer dirigé par le docteur Tadatsugu Taniguchi a annoncé, le mercredi 30 juillet, la mise au point d'une nouvelle méthode de production d'interféron. Le Dr Taniguchi a précisé que son procédé permettrait d'extraire d'un même bacille du colin jusqu'à cent molécules de cette substance. Selon lui, le bacille pourrait, en fait, produire quelque dix mille molécules, et les recherches continuent pour améliorer le procédé d'extraction.

La méthode japonaise aurait d'autre part l'avantage supplémentaire d'obtenir un interféron identique à celui produit dans le corps humain au niveau des gènes. Elle pourrait, selon le Dr Taniguchi, être le prélude à la production en masse de cette substance.

UN VÉRITABLE « MÉDICAMENT-MIRACLE »

L'interféron est une protéine synthétisée par l'organisme lorsque celui-ci est soumis à une agression virale. Découverte en 1957 à Londres par Alex Traut et John Lindemann, cette substance n'a cessé depuis de passionner les biochimistes, les biologistes (immunologistes, virologistes, etc.), et les médecins. On est, en effet, parvenu à mettre en évidence certaines de ses propriétés concernant l'inhibition de la croissance des cellules et la régulation de la défense immunitaire. L'interféron devait ainsi progressivement apparaître comme un véritable « médicament miracle ».

capable d'agir, en particulier, de manière très efficace sur les cellules cancéreuses. Il représentait d'autre part le principal espoir en matière de thérapie anticancéreuse. Malheureusement, on devait se heurter à des difficultés essentielles concernant sa production.

Dernièrement (le Monde du 19 janvier et du 6 février), à partir des techniques de manipulations génétiques, une équipe scientifique, dirigée par le docteur Charles Weissmann et travaillant au sein d'une société internationale (Biogen S.A.), annonçait avoir obtenu la synthèse par une bactérie — *Escherichia coli* — au sein d'une cellule génétiquement transformée, des molécules d'interféron. Aucun élément n'avait cependant été fourni sur le rendement et le degré de pureté de la substance.

A compter du 1^{er} août

LES PRIX DE JOURNÉE A L'ASSISTANCE PUBLIQUE SONT MAJORÉS

L'Assistance publique de Paris (A.P.) vient de décider de majorer — à dater du 1^{er} août — ses prix de journée de 2,00 %. Cette augmentation s'ajoute à celle de 1,00 % appliquée au 1^{er} janvier 1980 et portera le total de la majoration à 3,00 %.

On explique au siège de l'Assistance publique que cette augmentation est imposée essentiellement par la hausse de la durée de séjour des malades dans les hôpitaux de l'A.P. Ainsi, sur les six premiers mois de l'année 1980, le nombre des journées non réalisées atteint 128 629 jours, soit une baisse de 4,3 % par rapport aux précédents.

Cette baisse, qui est l'un des objectifs visés par l'Administration, entraîne cependant une contrepartie, qui ne peut être compensée que partiellement par des réductions dans la consommation des médicaments.

On précise enfin à l'Assistance publique que la hausse du 1^{er} août n'affectera que les hôpitaux où sont traités des malades « aigus », à l'exclusion des établissements de long et de moyen séjour.

Le chiffre de la production d'interféron est resté à 22 milliards de dollars le coût de la livre d'interféron. — J.-Y. N.

« AU CARRÉ D'AGNEAU » CHEZ ALBERT

122, av. du Maine - Fermé lundi
Tél. 30-21-49 et 30-45-19
OUVERT EN AOÛT
Ses démolisseurs en brochette
Son homard poché
Son célèbre carré d'agneau
Sa carte, l'une des meilleures de Paris

DES TEXTES RASSEMBLÉS PAR JACQUES STERNBERG

La mer rêvée

Il est bien difficile de photographier une vague. Nombre de ceux qui ont cru rapporter de leur aventure marine une image saisissante de la réalité qu'ils avaient affrontée ont été déçus à la vue de leurs documents. Les distances focales des objectifs déforment les proportions au moins autant que l'imagination les a grandies !

A quelques kilomètres photographiés près — un mur d'eau

verte dressée derrière Motiester quelque part dans l'océan indien, une montagne liquide enroulée d'une spirale bleue au point d'un caryoc, — les images de tempêtes, de vague démente, de cataclysme marin définitif, sont pratiquement inexistantes ; presque impossibles à saisir. Les mers folles, les dimensions de communication, les vents devenus solides à force de souffler plus fort, les vagues meurtrières avançant avec la vitesse et le bruit d'un train emballé, cette réalité-là, il faut la rêver. Et cette réalité-là, nos ancêtres des siècles derniers ont peut-être mieux su l'appréhender que nous. Tout simplement parce que les moyens de communication dont ils disposaient excluaient la mesure objective, l'instantané mécanique, la photo. Au lieu de pouvoir photographier la mer, les dessinateurs et tous ceux qui avaient à charge, jadis, de la donner à voir ont dû se contenter de la recréer à partir de leurs souvenirs ou des récits qu'on leur racontait. Souvent, ils l'ont donc rêvée.

PARACHUTISME

Championnat de France

SEPTIÈME VICTOIRE POUR MARJOLAINE DE PURY

Le parachutisme sportif ne figure pas au programme des Jeux olympiques de Moscou. Les derniers ont laissé dans l'ombre deux autres compétitions, le championnat de France (saut individuel, volige, volige) et la rencontre internationale France-R.D.A. de parachutisme, qui se sont achevés dimanche 27 juillet à Châteaufort. Au terme de ces compétitions, le titre de championne de France a été remporté par Marjolaine de Pury (Paris-Club d'Air-en-France). La première place lui a été attribuée pour l'épreuve de volige, consistant en une série de six figures, effectuées en chute libre à partir d'une altitude de 3 000 mètres.

Les figures de volige des divers concurrents ont pu être appréciées par le jury sur les écrans de télévision retransmettant les diverses phases de virtuosité filmées du saut, grâce à un puissant magnétoscope. Cette jeune championne a également gagné le « combiné » (volige plus précision d'atterrissage). Elle a donc été sélectionnée pour les championnats du monde qui auront lieu du 18 au 30 août en Espagne. La Fédération française de parachutisme compte dix mille adhérents dont trois cents prennent part aux compétitions dans les différentes disciplines. — I. V.

Rêver la mer, c'est bien ce qu'on fait graveur et illustrateur du dix-neuvième siècle. Ils l'ont parfois rêvée folle, illogique, inhumaine, fantastique, impossible. C'est-à-dire qu'ils rêvaient la mer. Le recueil de leurs œuvres présente sous le titre *Rêver la mer*, et commenté par Jacques Sternberg — prix Drakkar — est peut-être la meilleure illustration de cette certaine supériorité de l'imagination sur l'objectif. Du moins en ce qui concerne la mer.

N.-J. B.

* Réver la mer. Graveurs et illustrateurs du dix-neuvième siècle. Jacques Sternberg. Ed. Villes Gallimard.

Les Editions du Pen-Duick ont lancé une série de dossiers dans lesquels le passionné doit trouver l'essentiel de ce qu'il doit connaître sur un certain nombre de sujets précis. Dossiers déjà parus : la nouvelle réglementation de sécurité le gros temps ; les soins à bord en l'absence d'un médecin. Et un dossier, certes bien utile, pour ceux qui croient à leur héritage maritime, mais on oublie l'air et les paroles : un recueil de chansons de mer : celles que « poussaient » leurs ancêtres marins quand ils avaient besoin de rythmer leurs efforts pour hisser les voiles ou virer au cabestan.

* Les Dossiers du Pen-Duick.

M. Frotin, ancien
non intervenant
du 20 août 1980

UN SUJET

(Publié)

Equipe Universitaire - Praticiens
D.E.S. « Formation des Praticiens et Enseignants de la Planification »
Université de Montpellier I

Disponibles par décision du ministre des Universités, sommes prêtées à collaborer :

— Formation, recyclage des cadres d'institutions étrangères de planification ou de projets ;

— Animation de la 3^e Cycle Université (Europe 1) ;

— Points forts : planification rurale ; élaboration, évaluation et contrôle de projets ; planification technologique ; coopération industrielle ; planification et projets de recherche et d'éducation.

Expérience internationale internationale

Possibilités certaines enseignements en anglais ou espagnol

Entrée à André TARDY Université de Montpellier-I



Les J.O. de Moscou

Le triomphe de « Napoléon »

De notre envoyé spécial

titre par équipes aux dépens des Polonais. Et « Napoléon », c'est le surnom que les escrimeurs nationaux donnent avec une certaine tendresse à leur directeur technique national, Jacques Donnadieu parce qu'il est râblé et autoritaire.

Conseiller technique régional, puis entraîneur national, il avait été nommé directeur technique national en 1973. Il avoue volontier qu'il a commencé par manger son pain noir. En 1977, à Buenos Aires, l'escrime française paraissait ne plus exister. « Pour maîtriser la situation et avoir une vue claire des problèmes, dit-il, il faut enfoncer deux ans. Ensuite, seulement, on peut élaborer et appliquer un programme ». Ce programme fut relativement simple: en finir avec le dilettantisme, augmenter le nombre des pratiquants et

disposer de techniciens de grande valeur. Réaliser le premier point était capital pour la pérennité des armes françaises. L'évolution du sport de haute compétition était telle que le travail technique n'était plus suffisant pour conserver un rang international. Dans la lignée des Magnan et Noël, il fallait donc convaincre les escrimeurs de s'entraîner non plus deux à trois heures par semaine, mais bien deux à trois heures par jour. Un tel travail, peu imaginable il y a encore une dizaine d'années, a porté ses fruits.

Ainsi, Philippe Riboud, Philippe Boisse, Patrick Picot et Hubert Gardas, les quatre épéistes qui se sont ouverts le chemin de la médaille d'or par équipes en dominant nettement (neuf victoires à trois) les Soviétiques, grands favoris du tournoi, ont été regroupés ces deux derniers mois à l'Institut national des sports et de l'éducation physique de Vincennes. Outre la leçon quotidienne avec le maître d'armes qui est à l'escrime ce que sont les gammes au piano, ils ont suivi un programme de musculation, adapté notamment au niveau des jambes, et ils ont effectué des combats dans le vide comme le font les boxeurs afin de pouvoir maintenir sans essoufflement leur rythme cardiaque à un niveau élevé (160 à 180 pulsations-minutes) pendant les assauts.

Jacques Donnadieu s'est également attaché à augmenter le nombre des pratiquants. L'escrime est un sport de tradition aristocratique. Il s'est efforcé d'ouvrir les salles d'armes afin que les enfants puissent s'y sentir plus à l'aise. Dans ce but, il a fait modifier les fleurets et les épées dont se servent les minimes. Dans l'ensemble, ces efforts ont

été payants, puisque, de 1973 à 1980, le nombre des licenciés de la Fédération française d'escrime a quasiment doublé, passant de treize mille à vingt-cinq mille. La prépondérance dans le recrutement et la formation avait été rendue au club, cela a permis aux cadres techniques de faire passer des tests et de sélectionner des éléments de grande valeur mondiale en dépit de la faible popularité dont jouit l'escrime par rapport à certains autres sports de combat.

Enfin, la formation de quelques six cents maîtres d'armes, qui sont le levain de la pèche, a été particulièrement soignée. « Si toutes les fédérations avaient eu le même souci que nous pour la formation de leurs cadres, elles auraient aussi des résultats aujourd'hui », dit Jacques Donnadieu, sans ménagement pour ses confrères.

Etait-il pour autant prévisible que les escrimeurs français feraient, à Moscou, un tel score, quatre médailles d'or (Pascal Trinquet et les trois équipes), une médaille d'argent (Pascal Trinquet), et une médaille de bronze (Philippe Riboud), ce qu'aucune nation n'avait réalisé aux Jeux olympiques depuis la participation des pays de l'Est ? Quelques semaines avant les Jeux, Jacques Donnadieu avait dit que ses escrimeurs pourraient gagner entre deux et cinq médailles, sans en préciser le métal. Les résultats ont dépassé ses espérances. C'est que, en dépit des défections de Flament au fleuret et, dans une moindre mesure, de Riboud à l'épée, il s'est créé dans l'équipe une extraordinaire dynamique du succès que les Soviétiques, champions du monde dans les trois armes à Melbourne, n'ont pu

endiguer. En fait, la réussite française en escrime est de même ampleur que celle des Allemands de l'Est en aviron. « Napoléon » n'a donc pas à Sainte-Hélène. Les trente-quatre médailles gagnées sous sa bannière en sept ans cousues au revers de sa vareuse, il va plus simplement prendre en main le sport de haut niveau à l'INSEP aux côtés de Robert Bobin. Sans doute le meilleur souvenir de sa carrière restera-t-il la dernière touche en or de Philippe Riboud, jeudi soir, contre le Polonais Strzalka.

Déconcertant le grand Philippe, impavide ou explosif dans la même fraction de seconde. Le matin, il avait fait plus que sa part de travail contre les Soviétiques. Mais le soir, il était repris par le doute comme lorsque, deux jours auparavant, il laissait échapper le titre olympique d'une simple touche. Or c'était à lui de conclure. Le Polonais l'a un peu malmené au début de l'assaut. Mais il est revenu à 3-3, puis il a pris le meilleur, 4-3. Encore vingt-deux secondes au tableau électronique. Riboud s'arrête, lève les bras au ciel dans l'attitude du torero qui va porter l'estocade. Le temps suspend son vol. Puis Riboud repart, les bras ballants, comme M. Hulot après s'être étiré et piqué simplement Strzalka sans faire de phrases. Huit victoires à quatre pour les Français et une quatrième médaille d'or sans « Marseille ». Le sport appartient aux sportifs. Nous n'avons pas à nous prononcer sur des questions politiques: on a gagné. C'était la meilleure preuve à donner », conclut « Napoléon ».

ALAIN GIRAUDO.

Les oubliés de l'olympisme

De notre correspondant

Moscou. — Amitié entre les peuples, fraternité des athlètes, « le sport est la paix », telle cette ambassade créée plus ou moins artificiellement par les Jeux olympiques à un moment où la presse soviétique célèbre en outre bruyamment la cinquanteième anniversaire de la conférence d'Élisavetsinsk, risque de faire passer par profil et pertes tous les oubliés de l'olympisme, ceux qui ne peuvent pas assister aux Jeux ni même les regarder à la télévision parce qu'ils sont en prison, dans des camps de travail ou en exil pour avoir été d'une autre manière aux côtés de l'olympisme ou d'Élisavetsinsk.

José Marjón, au nom de la vingtaine de sportifs français sélectionnés pour les Jeux olympiques à Moscou, les raisons de la présence en U.R.S.S. des athlètes français et leur position sur les droits de l'homme et l'Afghanistan.

On connaît les noms de certains détenus: de très nombreux sont ignorés du grand public. Amnesty internationale estime à quatre cents le nombre de personnes arrêtées depuis cinq ans, justement depuis la signature de l'acte final d'Élisavetsinsk.

C'est Anatoli Chicharenko, condamné à la prison à perpétuité en juillet 1978; Yuri Orlov, du groupe de surveillance de l'application des accords d'Élisavetsinsk (sept ans de camp, suite de cinq ans d'exil); les juifs auxquels on refuse de leur droit d'émigrer en Israël, comme Vladimir Stepan et Ida Nudel, qui purgent une peine de rééducation; Malva Landa, autre animatrice du groupe d'Élisavetsinsk, que l'on a menacé de rendre responsable de tous les actes terroristes qui pourraient avoir lieu à Moscou pendant les Jeux, alors qu'elle est en exil; et, depuis le mois de mars, les collaborateurs de la revue non officielle Pelski (Recherches) qui accueillent des textes représentant différents courants de pensée, arrêtés au début de l'année, font aussi partie de ces dissidents comme le poète Victor Nechiporenko, condamné au camp

et à l'exil il y a un peu plus d'un mois. Tatiana Velikanova, qui offrait son aide à toutes les victimes de la répression; le père Yakovlev, membre du comité de défense des croyants, qui attendait tous deux depuis plusieurs mois de passer en jugement; Nicolas Roussenko et Oleg Tchikhine, membres du groupe ukrainien de surveillance de l'application des accords d'Élisavetsinsk, condamnés en 1977 à dix ans de camp de travail à régime sévère, suivis de cinq ans de rééducation; le biologiste Yvan Kovalev, qui purge depuis plusieurs années une peine de camp pour activités antisoviétiques; Alexandre Podrabinek, militant du groupe contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques, qui vient d'être arrêté alors qu'il terminait une peine de deux ans de rééducation; son frère Yuri, qui est en prison.

Il faut être aussi trois compagnons d'Élisavetsinsk: Oleg Mendeleitch, Alexis Mourjenko, Yuri Fedorov, condamnés à deux ans de camp en 1970 pour avoir eu l'intention de déjouer un avion; les défenseurs ukrainiens, arméniens et bulgares des droits de l'homme; enfin Andreï Sabharwal, arrêté en exil, Gorki au mois de janvier dernier, et qui se trouve de plus en plus isolé, seule sa femme ayant pratiquement le droit de vivre à ses côtés.

DANIEL VERNET.

● Trois juifs d'U.R.S.S. font la grève de la faim depuis le début des J.O. Mme Dina Grossmann, artiste, Mme Volodia Brodski, médecin, et Igor Vinogradov, ingénieur, sont déjà fort affaiblis. Quelques Français leur ont rendu visite à la fin de juillet. Les interrogatoires se sont poursuivis. Le droit d'émigrer en Israël. D'autre part, Grigori Geishe, âgé de vingt ans, a été arrêté le 14 juillet et inculpé de désertion. Il ne veut pas faire son service militaire de crainte d'apprendre des secrets d'État. Son visa d'émigration lui est refusé sous prétexte que sa mère a eu connaissance de secrets d'État. Il risque plusieurs années de prison.

● RECTIFICATION. — C'est bien l'Allemand de l'Est Hartwig Gauder qui a gagné le 50 kilomètres marche des Jeux olympiques, comme nous l'indiquions dans la liste des résultats (le Monde du 1er août) et non son compatriote Uwe Dunkel, comme nous l'écrivions par erreur dans le compte-rendu.

LES CHAMPIONNATS DE NATATION AUX ÉTATS-UNIS

Aucun record du monde n'a été battu jeudi 31 juillet à Irvine, en Californie, au cours de la troisième journée des championnats des États-Unis. Mike Bruner a gagné le 400 mètres nage libre en 4'58"70 (Sankov avait réalisé 5'11"31 à Moscou) et Kim Linnahan l'épreuve féminine, sur la même distance, en 4'47"41 (à Moscou, Diem, 4'57"78). En tête du relais quatre fois 100 mètres nage libre de « Florida Aquatics », Ambrose Gaines a pour la troisième fois battu les 50" en sprint (43"78).

Comparées aux résultats des Jeux de Moscou, les performances des Américains et des Américaines leur seraient valu, pour l'instant huit médailles d'or, dix d'argent et cinq de bronze.

101 CHAMPS-ÉLYSÉES
750 000 Livres • 8 pl. des Tournes

A LA TÉLÉVISION

VENREDI 1^{er} AOÛT

● Canot-kayak, finales hommes et dames (en direct) : de 16 h. à 17 h. 30 (TF 1).

● Athlétisme (en direct) : de 15 h. 30 à 18 h. 30 (TF 1).

● Football (en direct) : de 21 h. 45 à 22 h. 30 (TF 1).

SAMEDI 2 AOÛT

● Boxe (finales), football (finale) : de 14 h. à 20 h. (A 2).

● Judo (finale) : de 18 h. à 19 h. (TF 1).

● Résumé de la journée : de 22 h. 30 à 0 h. 30 (A 2).

DIMANCHE 3 AOÛT

● Résumé : de 16 h. 30 à 18 h. (TF 1) ; de 18 h. 35 à 20 h. (A 2).

ATHLÉTISME

N'est pas Yifter qui veut

De notre envoyé spécial

Moscou. — N'est pas Yifter qui veut. Filbert Bayi l'a appris à ses dépens dans un 3 000 mètres steeple assez exceptionnel. Ce Tanzanien âgé de vingt-sept ans, malgré comme un éléphant, avait quitté pour la solitude du coureur de fond. Tous derrière, lui devant. L'idée est honorable, le principe louable, mais la réalisation parfois délicate. Et ce n'est pas, dans ce cas précis, une simple fatalité que d'affirmer qu'un 3 000 mètres steeple dure bien 3 kilomètres.

Aux ordres du starter, le bon Filbert avait filé comme s'il avait eu tous les mauvais esprits de Tanzanie à ses trousses. Sans se retourner, la foule tacite, le souffle palpable, presque le souffle aux lèvres, le Tanzanien semblait à appartenir à cette race de coureurs alpins qui rendent tous les autres derrière lourds, besogneux, un peu ridicules, en somme humains. Filbert avait les haies et la rivière. Les autres les sautèrent. Voilà toute la nuance. Celle qui fit qu'à 1 kilomètre du départ le champion olympique semblait déjà avoir un nom.

Derrière, hormis un petit Espagnol, Francisco Sanchez, prêt à mourir d'orgueil, tous les autres avaient laissé filer. Tous, même le meilleur d'entre eux, le Polonais Bronislaw Malinowski, relégué à 80 mètres. Pourtant ce n'est pas n'importe qui Malinowski. Ce Polonais moustachu, qui s'était assis sur la ligne de départ en souvenir de Wojtyla ou de la Vierge noire, on ne sait, fut en d'autres temps recordman du monde. Et aussi vice-champion olympique à Montréal. Autant dire qu'il n'était pas venu pour être battu. On le crut pourtant battu. Toutes les orales polonaises massées dans les tribunes le crurent aussi lorsque l'avance du prodige Filbert atteignit 80 mètres.

Malinowski est un vieux renard des tartans. C'était lui, en réalité, qui menait la course, pas l'autre, lui surtout qui tenait le fuyard en laisse comme avec un immense élastique. Le Polonais n'a chassé pas à course, mais à l'affût, dosant parfaitement son effort. D'abord pour, dans un premier temps, faire la part de la folie et céder du terrain, mais progressivement. Ensuite pour se lancer vers l'autre un peu comme l'ours vers le saut, mais aussi progressivement. Toute l'intelligence d'un grand coureur est là : ne pas céder à la panique devant tant de terrain

perdu; ne pas succomber à la tentation devant tant de terrain à reprendre. C'est même par mètres, foulées par foulées, sans sprinter, en accélérant simplement que le Polonais est revenu vers le leader des vert. A 500 mètres de l'arrivée, il avait encore 50 mètres de retard. A 400 mètres, à peine la moitié. Aux 200 mètres, il sautait l'avant-dernière haie et en tête, Filbert Bayi l'orgueilleux

était à l'agonie, bien près de sombrer au passage de la rivière et de refuser la dernière haie. Bronislaw Malinowski, fou de joie, était champion olympique dans un temps exceptionnel — 8 min. 9 sec. 7/100, un temps à peine inférieur au record du monde (8 min. 5 sec. 4/100) du Kényan Rono, absent à Moscou. Et Filbert Bayi avait sur le podium la mine triste de ceux qui méditent, mais un peu tard, le bon Jean de La Fontaine.

Marteau expéditif

Encore qu'un départ en fanfare puisse être parfois une arrivée sous les hymnes. Le concours du marteau fut en ce sens expéditif. Commencé à 17 heures pile. Fini à 17 h. 10 secondes. On sait ce qu'est le marteau, ce boulet de 7,262 kilos avec fil et poignée, et au bout de la poignée un homme-coupe qui tourne, tourne avant d'expédier l'engin vers la lune. Sauf à imaginer un dénouement de dessin animé, l'homme parlant accroché à son engin, on ne peut pas dire que ces tours de force des « supermen », mis en cage rigolée par sécurité, soulèvent l'enthousiasme des foules. Les disciplines trop techniques, trop austères pour susciter l'émotion.

A 17 heures, donc, Yuri Sedikh, un Soviétique de 1,88 mètre et de 110 kilos, grand, blond, moustachu et rose, tourna, tourna et, dans un cri sauvage, lança l'engin. Le premier tour sacrilège sur la pelouse éloignée du stade Lénine venait d'être

fait à 61,80 mètres, record du monde. Et tout était dit : ni son compagnon Sergei Litvinov déposé de ce record du monde (60,32 mètres) et réussissant lui aussi à le dépasser au premier essai — 60,64 mètres — ni son autre compatriote Yuri Tamm, 78,95 mètres, ne purent revenir. Quant aux autres... Sur le podium ce fut donc pour cette brève des gros bras la fête, et les trois géants blonds se firent de gros « poutous » pour fêter ce tir groupé.

Mais il faut arriver aussi que, quand tout semble dit, rien n'est dit. Ainsi le saut en longueur féminin, troisième finale de cette journée un peu languissante, une seule femme poussa cinq essais avant franchir le « mur » des 7 mètres. Une boule de muscles nommée Tatiana Skatchko, une petite Soviétique vive et déterminée qui avait réussi au troisième essai 7,01 mètres. Un saut à peine inférieur au record du monde de sa compatriote Vania Bardauskene (7,03

mètres). Elles sont tellement rares les athlètes féminines à avoir dépassé cette limite symbolique des 7 mètres que l'affaire paraissait entendue, la concurrence soumise.

Ce sera le mérite d'une belle Polonaise que d'avoir, sous les projecteurs, relancé la concurrence et indirectement provoqué la plus grande série jamais vue en saut féminin. A son sixième essai, Anna Włodarczyk, n'ayant plus rien à perdre, se lança à corps perdu : 6 m. 95 et l'espoir d'une médaille d'argent. L'espoir à ceci de dangereux qu'il peut être, comme une épidémie ou comme la dissidence, contagieux. Tatiana Kolpakova, une autre Soviétique fine et élancée, reprit goût au déraisonnable. Il lui avait fallu cinq essais pour atteindre 6 m. 84. Il lui suffit du sixième pour voler jusqu'à 7 m. 06 et jusqu'au titre. Et puisqu'il n'y avait pas de raison que ce qui réussit aux uns ne lui convienne pas, l'Allemande de l'Est Brigitte Wulack osa et réussit 7 m. 04. On imagine les bras des deux athlètes soviétiques, la première Soviétique et la belle Polonaise, l'une réduite à la médaille de bronze et l'autre reconduite aux oubliettes.

C'est ainsi, l'audace parfois donne des ailes aux battus et les va-tout peuvent engendrer des records ou des succès inespérés. C'est là tout ce qu'on peut souhaiter, ce vendredi, au Français Marjón, dans une finale anglaise du 1 500 mètres. Sebastian Cose a gagné sa série. Steve Ovett la sienne. Plus qu'un programme, c'est là une invitation et une promesse.

PIERRE GEORGES.

LES RÉSULTATS

Malinowski est un vieux renard des tartans. C'est lui, en réalité, qui mène la course, pas l'autre, lui surtout qui tenait le fuyard en laisse comme avec un immense diapique. Les Polonais ne chassait pas à course, mais à l'arrêt, dosant parfaitement son effort. D'abord pour, dans un premier temps, faire la part de la folie et céder du terrain, mais progressivement. Ensuite pour se remettre d'aplomb avec un peu moins d'eau vers le feu, mais aussi progressivement. Toute l'intelligence d'un grand coureur est là : ne pas céder à la panique devant tant de terrain

A LA TÉLÉVISION

VENDREDI 1^{er} AOÛT

Canot-kayak, finales hommes et femmes (à 10 heures) et marathon en alternance (à 11 heures) de 16 h. à 17 h. 30 (TF 1).

Athlétisme (en direct) : de 16 h. 55 à 19 h. 45 (A 2).

Football : de 20 h. 45 à 21 h. 45 et de 22 h. 30 (TF 1).

SAMEDI 2^e AOÛT

Boxe (finales), football (finale) : de 14 h. 20 à 20 h. (A 2).

Judo (finale) : de 18 h. à 19 h. (TF 1).

Régates de la journée : de 22 h. 30 à 0 h. 30 (A 2).

DIMANCHE 3^e AOÛT

Régates : de 16 h. 30 à 18 h. (TF 1).

Boxe : de 18 h. 55 à 20 h. (A 2).

Athlétisme

ÉPÉURE MASCULINE
3 000 MÈTRES STEEPLE

Finale. — 1. Malinowski (Pol.), min. 8 sec. 7; 2. Bayi (Tanz.), min. 12 sec. 3; 3. Tamm (Sov.), min. 13 sec. 4; 4. Ronon (Esp.), min. 15 sec. 5; 5. Sanchez (Esp.), min. 16 sec. 6; 6. Gorki (R.), min. 18 sec. 7; 7. Malinowski (Pol.), min. 19 sec. 8; 8. Dimov (U.R.S.S.), min. 19 sec. 9, etc.

MARTEAU

Finale. — 1. Sedikh (U.R.S.S.), 61,80 m. (record du monde); ancien record : Litvinov (U.R.S.S.), 60,32 m.; 2. Litvinov (U.R.S.S.), 60,64 m.; 3. Tamm (U.R.S.S.), 78,95 m.; 4. Sedikh (U.R.S.S.), 79,54 m.; 5. Gavrilchenko (R.D.A.), 74,04 m.; 6. Dushchenko (R.D.A.), 74,04 m.; 7. Litvinov (R.), 73,80 m.; 8. Golda (Pol.), 73,74 m., etc.

1 500 MÈTRES

Troisième de sa demi-finale en 3 min. 39 sec. 4, le Français José Marjón est qualifié pour la finale du 1 500 mètres. Alex Gomulski, huitième de sa demi-finale, a été éliminé.

4 FOIS 100 MÈTRES

Deuxième de sa demi-finale en 3 min. 39 sec. 4, le Français José Marjón est qualifié pour la finale du 4 fois 100 mètres. Alex Gomulski, huitième de sa demi-finale, a été éliminé.

4 FOIS 400 MÈTRES

Premier de sa série en 3 min. 5 sec. 4, le russe français composé de Felice, Froisart, Dubois et Demartion, s'est qualifié pour la finale qui réunira Pounin soviétique, le Brésil, la R.D.A., la Tchécoslovaquie, la France, la Grande-Bretagne, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la Belgique.

Bretagne, Italie et Trinitad-et-Tobago.

SAUT EN HAUTEUR

Avec 2,18 m., le Français Agbo a été éliminé de la finale.

SAUT EN LONGUEUR

Finale. — 1. Kolpakova (U.R.S.S.), 7,06 m.; 2. Wulack (R.D.A.), 7,04 m.; 3. Skatchko (U.R.S.S.), 7,01 m.; 4. Włodarczyk (Pol.), 6,95 m.; 5. Sedikh (R.D.A.), 6,87 m.; 6. Nygrynova (Tchéq.), 6,83 m.; 7. Halman (U.R.S.S.), 6,71 m.; 8. Alifeyeva (U.R.S.S.), 6,71 m., etc.

RELAIS 4 FOIS 100 MÈTRES

Huit équipes seulement étant éliminées, toutes sont qualifiées pour la finale. Ce sont : la Bulgarie, la France, la Grande-Bretagne, la R.D.A., la Danemark, la Pologne, la Suède et l'Union soviétique.

RELAIS 4 FOIS 400 MÈTRES

L'Union soviétique, la Bulgarie, la Grande-Bretagne, la R.D.A., la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la Belgique sont qualifiées pour la finale.

Canot-kayak

En kayak monoplace, le Français Alain Lebar, vainqueur de sa série en 3 min. 44 sec. 78, s'est qualifié pour les demi-finales. En kayak double, les Français sont qualifiés pour la finale en 3 min. 4 sec. 77, s'est qualifiée pour la finale. L'équipe française est composée de Barouh, Barouh, Boccaro et Lefoulon.

Escrime

ÉPÉE PAR ÉQUIPES

Finale. — 1. France (Riboud, 3 victoires, Picot, 2 victoires, Boisse, 2 victoires, 1 victoires); 2. Pologne; 3. U.R.S.S.

Hockey sur gazon

ÉPÉURE FEMININE

Finale. — 1. Zimabevr, 8 points; 2. Tchécoslovaquie, 6 points; 3. U.R.S.S., 6 pts; 4. Inde, 5 pts; 5. Autriche, 4 pts; 6. Pologne, 0 pt.

Judo

MU-LEGER

Finale. — 1. Soloduchine (U.R.S.S.); 2. Dandim (Mongolie); 3. ex æquo Pavlovski (Pol.) et Necker (Bulg.). Le Français Delvingt a été battu par Dandim au deuxième tour. En revanche, il a battu Pyfer (Chin) et Sledron (Suède) et il a été battu par Pavlovski (Pol.), qui remporte la médaille de bronze.

Lutte libre

55 KILOS

Finale. — 1. Dabassidov (U.R.S.S.); 2. Tankov (Bulg.); 3. Sejd (Youg.).

60 KILOS

Finale. — 1. Dabassidov (U.R.S.S.); 2. Aratidov (U.R.S.S.); 3. Kovacs (Hong.).

PLUS DE 100 KILOS

Finale. — 1. Andler (U.R.S.S.); 2. Balla (Hong.); 3. Sandrak (Pol.).

Sports équestres

DRESSAGE PAR ÉQUIPES

Finale. — 1. U.R.S.S., 423 pts; 2. Bulgarie, 380 pts; 3. Roumanie, 374 pts.

هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

LES COLLECTIONS

Le style de l'époque

Suite des collections : les couturiers interrogent les besoins de leur temps et s'efforcent d'y répondre.

Chez HANAE MORI, on retrouve une synthèse de la mode acceptée sur le plan international. Personnelle et féminine, elle joue avec les tissus masculins pour le jour, traités en tailleur pour femmes-cadres : vestes strictes, gilets, chemisiers et petites cravates, mais jupe en forme et longues houppelandes moelleuses pour arrondir les angles. Elle travaille merveilleusement la mousseline en robes-tableaux imprimées à la japonaise et en pétales de fleurs ombrés qu'elle assemble en robes à danser à bretelles, couvertes de jaquettes « cocon » brodées de paillettes dans le même tissu.

PER SPOCK, le Norvégien de la haute couture, a trouvé son style anti-gaspil. Il interprète, en très beaux manteaux, la robe de chambre à la Voltaire, en soie imprimée et matelassée. De grandes vestes trois-quarts, à peine pincées aux reins, sont finies de bandes de velours rustiques et s'ouvrent sur des ensembles de veste en tricot Jacquard et jupes en contrastes. Spock rattachait avec bonheur l'aspect des grandes jupes de taffetas longues en les taillant en culottes avec des hauteurs à coiffures plissées.

CARVEN annonce une collection réaliste : celle que, sans encombre, on peut porter dans une valise. La taille est ceinturée sur les tailleurs à basques

mélant le tweed, la pied de poule ou le prince de Galles à la flanelle uni. Les redingotes à la russe s'arrêtent aux sept huitièmes des jupes assorties. Et pour le soir, il y a des robes d'hôtesse formant des housses chatoyantes de soie aux décolletés ourlés de vison, alternant avec des modèles de velours noir.

Mme GREY nous séduit toujours. Ses capes, que l'on s'arrache de Paris à Tokyo, ont des plumes qui s'enlèvent à la marche, en mousseline alpagas doublées. Ses robes d'après-midi allongent le buste à partir d'empilements arrondis au haut du bras. Beaucoup de robes de dîner sont droites, légèrement marquées à la taille, en tons sours, en rose « bonne mine », mais aussi en bleu profond. L'une des robes les plus spectaculaires de la saison, indéniablement en velours noir, suggère une sculpture abstraite par le travail de son bustier.

NATHALIE MONT-SERVAN.

DE D'OR À JEAN-LOUIS SCHERRER : le neuvième « Dé d'or » de la couture a été décerné à JEAN-LOUIS SCHERRER, pour la créativité de sa collection, par un jury de journalistes spécialisés. Ce trophée, parrainé par Hélène Rubinstein, est attribué par notre confrère le *Quotidien de Paris*.



(Croquis de MARCQ.)

GRÉS : robe du soir à bustier sculpté en velours noir d'Hural. À grande jupe longue. Portée avec des bijoux boules dorées et une ceinture à nœud de Laurent Gaudieroy.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 1^{er} août à 9 heures et le samedi 2 août à 24 heures.

La France restera en bordure de la circulation cyclonique qui persiste sur le proche océan autour de la dépression quasi stationnaire de l'ouest de l'Irlande. Les discontinuités qui pourraient affecter notre pays auront un caractère orageux discontinu dans un champ de pression moyen.

Samedi, un temps orageux persistera sur la France. Il sera caractérisé par des nuages à aspect orageux discontinus qui permettront souvent l'apparition de soleil. Cependant, des cellules orageuses seront observées à 14. Les orages semblent se localiser surtout sur nos régions orientales le matin et de la Bretagne au Bassin aquitain le soir mais peuvent se conclure sur les autres régions.

Le vendredi 1^{er} août, à 9 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1018 millibars, soit 763,6 millimètres de mercure.

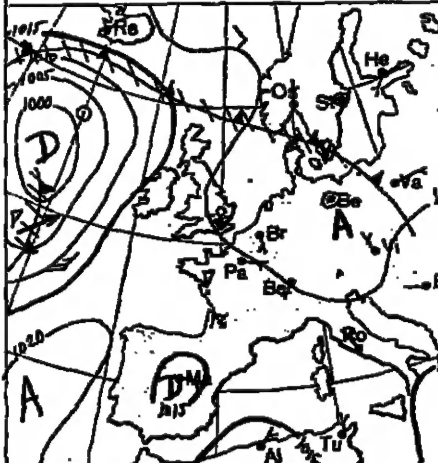
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 juillet; le second le minimum de la nuit du 31 juillet au 1^{er} août) : Ajaccio, 26 et 18; Biarritz, 24 et 13; Bordeaux, 20 et 18; Dijon, 27 et 16; Grenoble, 28 et 14; Lille, 25 et 14; Lyon, 26 et 13; Marseille, 27 et 20; Nantes, 23 et 15; Nice, 25 et 20; Paris-Le Bourget, 26 et 15; Pau, 30 et 15; Perpignan, 28 et 18; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 25 et 13; Tours, 26 et 15; Toulouse, 33 et 15; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 21 degrés; Amsterdam, 23 et 15; Athènes, 33 et 25; Berlin, 18 et 14; Bonn, 26 et 11; Bruxelles, 25 et 15; Le Caire, 33 et 23; Les Canaries, 25 et 20; Copenhague, 25 et 17; La Havane, 27 et 23; Londres, 22 et 13; Madrid, 35 et 18; Moscou, 23 et 14; Nairobi, 25 (max); New-York, 25 et 24; Palma-de-Majorque, 33 et 22; Rome, 28 et 21; Stockholm, 27 et 14; Téhéran, 38 et 29.

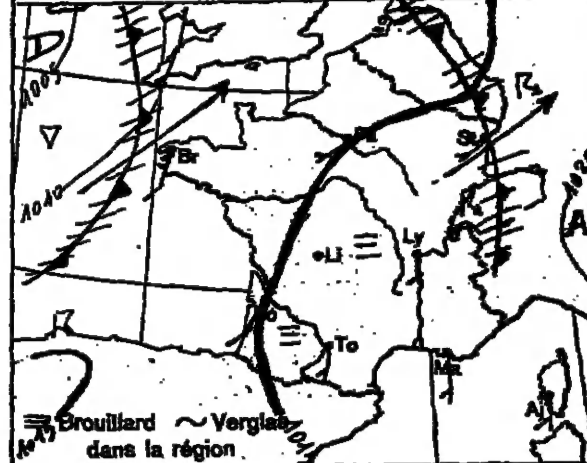
PROBABLES POUR LE DIMANCHE 3 AOÛT.
Sur l'ensemble du pays, le temps restera chaud 24 degrés à 28 degrés en cours d'après-midi, assez ensoleillé mais de plus en plus lourd et orageux. Des orages se développent dans toutes les régions mais plus particulièrement dans la matinée, de la Normandie à la Bretagne et la région aquitaine et, dans l'après-midi, de la région parisienne au Massif Central et aux Pyrénées. Les vents seront généralement faibles sans par rafales sous les orages.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

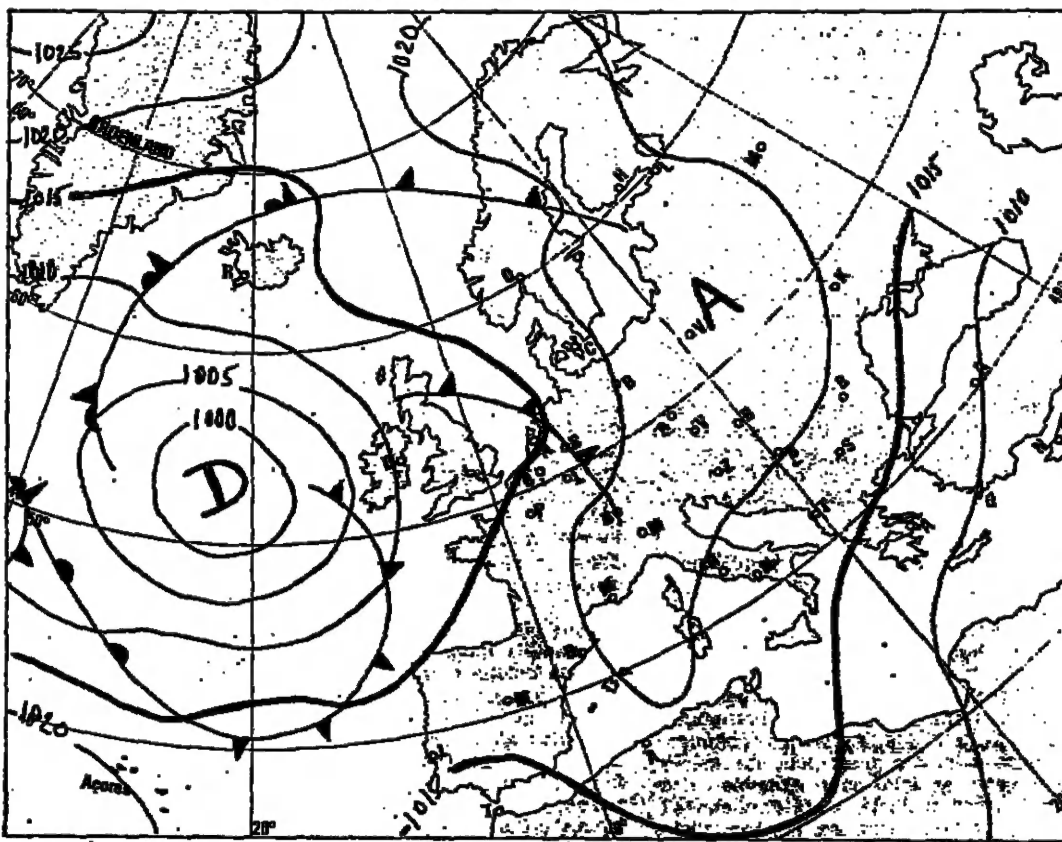
SITUATION LE 1^{er} AOÛT A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 2-8.80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 2 AOÛT A 0 HEURE (G.M.T.)



JEUX

Les « visions » des « voisins » ou l'anagramme

Problème n° 15

A l'aide des définitions ci-dessous, retrouver les douze paires d'anagrammes de sept ou huit lettres. Pour faciliter la tâche des « visionnaires », nous indiquons la première lettre de chaque mot.
Définitions :
1A) Barre de fer qui va au feu ;

1B) N'est pas encore un pacha. — 2A) Ville qui ne manque pas de fiékes ; 2B) Élément principal de chaîne. — 3A) Fréquentes Concorde et Saint-Jean-de-Luz ; 3B) Oxyde qui doit son nom à un dieu scandinave. — 4A) Brachiopode primaire ; 4B) Ven-

dent le plus souvent de mauvaises affaires. — 5A) Flirté flou ; 5B) Revers interdit sur les courts de Roland-Garros. — 6A) Enduire d'un revêtement imitant le marbre ; 6B) Epouses de costauds. — 7A) Passereaux ; 7B) Pionnier américain. — 8A) « Perdrix » pour

Sud-Américains ; 8B) Sorte d'huile. — 9A) Accompagne une grappe ; 9B) Venues de choses saintes. — 10A) Vieux Toscan ; 10 B) Charge de magistrat romain. — 11A) Imprimeur sur peau ; 11B) Aliment pour bestiaux. — 12A) Partie de tronc ; 12B) Spécialiste d'une sorte de french cancan.

« DE SCARABÉE A OMBRELLE »

Solution du problème n° 14

1. SCARABÉE. — 2. Baselier (= celui qui porte une besace). — 3. Bactéries. — 4. Bactérie. — 5. Cabernet (ce cépage rouge est cultivé dans de nombreux départements français ; on distingue le cabernet franc et le cabernet sauvignon, qui tous deux portent différents noms selon les régions). — 6. Bracelet (anneau qui orne le bras). — 7. Rentable. — 8. Bannetier (seigneur vassal d'un seigneur, et qui comptait lui-même suffisamment de vassaux pour les mener à l'armée dudit seigneur ; le bannetier tenait son nom de la bannière qu'il avait droit de lever pour composer une troupe de ses vassaux ; cette bannière était carrée ainsi que celle des simples barons et chevaliers, appelée pennon, se prolongeant en pointe. Lorsqu'un chevalier était fait bannetier, on coupait simplement la queue de son pennon, qui, ainsi, devenait bannière. De là est née l'expression, bien oubliée, faire de pennon bannière, qui, dans un sens élargi, signifie « être

élevé [s'élever] à une dignité supérieure ». — 9. Basier (char à bœufs des peuples du Nord, puis des Romains et des Mérovingiens). — 10. Badernes (de nos jours, le mot est usé presque uniquement dans l'expression « vieille badernes » de la même façon que l'on dit « un pauvre hère » et non « un hère » ; l'origine du mot badernes est encore contestée. L'Académie mentionne le terme dans la sixième édition de son Dictionnaire [1835] au sens de : « terme de marine. Grosse trasse qui sert principalement à garnir les endroits qu'on veut préserver du froissement et de l'humidité ». Cette trasse, constituée de fils de vieux torens (assemblage de fils tordus), était donc un « vieux cordage », qui ne pouvait être utilisé pour tout. A partir de là, les marins surnommèrent « badernes » une chose usagée ou un individu hors d'état de servir. Puis l'ac-

ception s'est étendue et en est venue à désigner des individus (souvent d'anciens militaires) attachés à des idées ou à des habitudes du passé). — 11. Branlé. — 12. Enabée. — 13. Adéliens (un anneau adélien est, en mathématiques, un ensemble dont la loi de composition interne multiplicative est commutative). — 14. Isabelle (adjectif de couleur est amusante : cette couleur de- vrait son nom à Isabelle Ire la Catholique, reine de Castille [1461-1504], épouse de Ferdinand d'Aragon. Chacun des deux époux préservait l'autonomie de son Etat, mais les deux souverains, auxquels le pape Alexandre VI Borgia conféra le titre de « Rois Catholiques » (s'écrivit avec deux majuscules dans ce cas), travaillèrent ensemble à l'unification de l'Espagne. Ils achèveront la Reconquista. (Nom propre, s'écrit avec une majuscule, sans être entre guillemets ; nom donné à la reconquête de la péninsule ibérique par les chrétiens sur les Arabes) en reprenant la ville de Grenade après un long et dur siège [1491-1492]. Isabelle la Catholique ayant fait venir de ce point changer de chemise tant que la ville n'aurait pas été conquise, et le siège ayant été fort long, la blanchette l'espérante aurait quelque peu changé de couleur au fil des mois. Isabelle est tout de même plus joliment que blanc [très] sale !). — 15. Baselles. — 16. Labelles (ne pas confondre avec l'homonyme label, « marque spéciale, marque déposée »). — 17. Baselles (plantes grimpantes des pays tropicaux ; la baselle est cultivée comme légume et se mange, par exemple les épinards chers à Popeye). — 18. Embellie. — 19. Ombelles (du latin umbella, « parasol » ; l'ombelle est un mode d'inflorescence dans lequel les pédoncules partent d'un même point pour s'élever au même niveau). — 20. OMBRELLE.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

BREF

FORMATION PERMANENTE

MANAGEMENT. — La chambre de commerce et d'industrie de Paris organise, dès le mois d'octobre 1980, des stages rémunérés d'analyste-programmeur de gestion, de formation commerciale (deux sessions), sur la vie de l'entreprise et la recherche d'emploi. Réservés aux diplômés d'enseignement supérieur.

* C.F.M.-Centre Malesherbes, 106, boulevard Malesherbes, 75017 Paris. Tél. : 765-51-34, poste 482.

TOURISME

LES CIRCUITS DE LA DEMEURE HISTORIQUE. — La Demeure historique, association des propriétaires de monuments historiques privés, vient de rééditer son dépliant « Routes de beauté » (trois cents châteaux, abbayes, musées, jardins, etc., à visiter). Sept nouveaux circuits touristiques, en Champagne, en Normandie, dans la vallée du Loir, en Pays de la Loire, en Saintonge, en Béarn, en Bourgogne, viennent s'ajouter aux seize « routes » existant déjà en 1977. La carte « Parcs et demeures 1979 » (quatre cent soixante-dix demeures privées ouvertes au public, avec leur situation et les conditions de visite) est encore disponible contre 6,50 F en timbres.

* Dans les bureaux du tourisme français et étranger, ou à la Demeure historique, 87, quai de la Tourneffe, 75005 Paris, contre 3,50 F en timbres.

Gagnez une pièce

avec le lit abattable charbon

Se fait en 90 et 140, en moderne et en style (Louis XV, Louis XVI, Régence, etc.) et en 15 finitions différentes (tous bois, laques, etc.). Prix à partir de : 5.040 F

3 ter, Bd de Charonne, Paris 11^e 75011. Paris. Tél. 373.15.35
Centre Ciel Belle Etoile 1. 598.83.05
Centre Ciel Vélizy 2. T. 936.05.94

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

VACANCES
EUROPÉENNES

Danemark : le vélo dans son pays

VU DE CHEZ EUX

Idyllen ou la douceur de vivre

par ERIK POULPIER (*)

« I est un pays charmant... » C'est le premier vers du chant patriotique du Danemark, qui est en hymne à la beauté de son paysage. Nous ne pouvons pas chanter notre grandeur, mais nous pouvons célébrer nos paysages. Nos poètes ont rendu hommage à notre nature, à nos maisons à toit de chaume, aux forêts de hêtres, aux nuits claires d'été et à l'idyllen (mot danois difficilement traduisible en français exprimant un sentiment de douceur, de charme, de ravissement à la vue de certains aspects de la nature et certains villages pittoresques).

Du point de vue géographique, le Danemark est un petit pays. Si petit que, dans mon enfance, il m'en souvenait, je pouvais le parcourir en entier à bicyclette avec un camarade. Mais c'est une région à une personnalité qui lui est propre : voyager au Danemark, c'est visiter toute une succession de pays littoraux parce que la traversée du royaume insulaire se fait tantôt par des ponts longs de plusieurs kilomètres, tantôt sur des bases ou autres embarcations. Vu du monde, le Danemark est petit ; vu avec le cœur, il est grand.

En comparaison, le paysage français est vaste et immense. Les paysages du sud de la France sont majestueux et les villages sont pittoresques. Au Danemark, c'est avant tout les aspects idylliques qui retiennent l'attention du visiteur. Le Danemark est plein de charme et de poésie dont on ne trouve pas l'équivalent en Europe. En vérité, c'est tout le pays qui devrait être déclaré site protégé.

Des îles par centaines

Je commencerai par montrer à mon groupe français le ravinement de l'île de Fionie. La Fionie est la troisième grande île du Danemark et c'est ici que naquit, en 1805, le conteur Hans Christian Andersen. On s'y promène entre les arbres fruitiers en fleur, les maisons en colombage toutes inclinées, les fermes blanches à la chaume et à la charpente goudronnée, les châteaux romantiques et les houlblombras. Toute la Fionie du Sud est un immense jardin fleuri, doté d'une fertilité féérique. C'est un tableau d'intimité champêtre bien loin des embarras de la civilisation. La route est flanquée de haies d'arbustes épineux, de prunelles, de roses sauvages, de noisetiers, de saules ou de peupliers. Tout y est doux et tranquille. C'est un cadre très accueillant qui invite le promeneur à s'y perdre comme dans un conte de fées où le temps n'est plus.

Si je parviens à arracher mes amis français à l'idylle de Fionie, je voudrais leur faire quitter l'île de Hans Christian Andersen (non sans avoir d'abord visité la maison natale du poète à Odense, véritable sanctuaire national) et les amener jusqu'à la presqu'île du Jutland, où le paysage est tantôt doux et gracieux, tantôt désertique et sauvage. Mais pour que la transition ne soit pas trop brutale, nous allons passer quelques jours dans l'une des plus belles régions autour de Silkeborg, région très diversifiée avec d'immenses forêts, des côtes escarpées, des lacs salés, des ruisseaux qui serpentent, des îlots grands et petits, des côtes couvertes de bruyère et des crevasse profondes. Encore et toujours cet idyll et cette beauté saisissante.

Ici, nous ferons également de l'arpénisme ! Le point le plus élevé du Danemark, 147 mètres ! Le Danemark n'a jamais atteint les hauteurs d'un pays si his-

et pas seulement quelques endroits privilégiés. Mon rêve est de réunir un jour un groupe de touristes français et de leur faire visiter le petit pays danois, leur présenter une cascade de l'idylle et ensuite observer leurs réactions. Les Français ne connaissent pas le Danemark. Ils savent tout au plus que c'est un Etat, membre de peu d'importance du Marché commun, et que notre jolies rimes est mariée à un beau conte français. Depuis dix ans que je suis en France, je n'ai vu que deux ou trois fois des images-clairs de mon pays à la télévision, quelques secondes seulement et toujours des reportages sans intérêt, pris un jour d'hiver, brumeux et froid. La télévision française ne s'est jamais intéressée à l'enchantement de la nature danoise, elle ignore son existence, un charme romantique qui ferait pourtant l'étonnement des télespectateurs.

Il est vrai que nous avons, nous, réjouis de faire suffisamment notre publicité. Nous ne pouvons pas nous le permettre, car nous savons parfaitement qu'il est très malaisé d'attirer une foule de Français dans un pays qui ne leur est pas familier. D'ailleurs, les Français ne préfèrent-ils pas voyager dans leur propre pays si riche en merveilles. La langue aussi fait obstacle. Très peu de Français maîtrisent l'anglais et rares sont les Danois qui parlent le français. Comment, dans ces conditions, pouvons-nous apprendre à nous connaître ? Des milliers de touristes allemands, anglais et américains se rendent chaque année au Danemark et pour les Américains notre idyll est devenu une réalité en soi.

Je ne puis pas sa géographie. Mais nous sommes si impressionnés par ce sommet que nous l'avons baptisé non moins que « montagne d'été ».

Je conduirai mon groupe jusqu'à la bruyère de Hjert, un vaste domaine protégé, avec de vastes étendues de bruyère, des forêts et de très beaux lacs ; puis, nous arrivons dans les Djursland, autre endroit très particulier avec son merveilleux pays de côtes de mer, par un phénomène de compensation, ont qualité de montagne.

Mais maintenant assez parlé de l'idylle. Il faudra que, momentanément, nous nous en éloignons et que nous prenions la direction du nord-ouest où nous traverserons un pays merveilleux — qui possède une réserve ornithologique de renommée internationale et qui peut se vanter d'avoir la plus riche avifaune de l'Europe du Nord — pour arriver ensuite dans un désert avec des dunes mouvantes. Que l'on puisse, au Danemark, faire une promenade dans le désert, cela suscite toujours l'étonnement chez le touriste. Il ne manque au tableau que les bédouins, les chameaux — et un mirage.

Nous retrouvons notre idyll dans la petite ville de Skagen avec ses maisons de couleur jaune et ses toits en tuiles rouges, tout à fait différent de l'enchantement de Fionie. La ville de Skagen se trouve sur le cap de Skagen. Unique et charmant à la fois, il s'allonge dans la mer pour séparer le Skagerrak du Kattegat. Cet endroit respire l'art et la culture. C'est ici que se déploie jadis une riche vie artistique autour de quelques-uns de nos grands peintres : P.S. Kroyer et ses époux Michael et Anna Ancher.

(Lire la suite page 12.)

(*) Journaliste et écrivain, auteur de plusieurs livres sur la France.

Si du vélo vous n'appréciez que les courtes et le guidon par en dessous, ne prenez pas le Transuro - Multirailant Paris - Copenhague. Mais si au vélo sept kilos vous préférez le vélo déplaçable, alors inscrivez sans tarder le Danemark sur votre agenda de vacances. Et pour connaître une vraie nation cycliste, précipitez-vous y.

Trois millions de vélos en service, cinq millions d'habitants, seule la Hollande fait mieux. En 1979 les Danois ont encore acquis quatre cent mille machines. Et la Dansk Cyklist Forbund veut aller plus loin en matière d'encouragements cyclistes : le 31 mai elle a bloqué le pays avec quinze mille cycles contestataires dans la capitale et des foules comparables dans trente villes. Le quotidien Berlingske Tidende patronnait le 8 juin un rallye touristique de 50 et 120 kilomètres : ils furent vingt-quatre mille à répondre présents.

Alors je fulmine. Sept « Journées nationales de la bicyclette » dans l'Hexagone ; résultat zéro kilomètre de voie cyclable à Paris, zéro à Lyon, zéro presque partout. Je fulmine contre ces municipalités « ouvrières » en proie à la folie des grandes autoroutes, contre nos « écoles » plus intéressées à refaire le monde que leur quartier, à l'inverse de nos cycles-Vikings de la Forbund.

Pas assez intellectuel le vélo ? A lui seul, c'est un programme de société : un urbanisme léger, l'économie d'énergie, la fin du superflu et du tape-à-l'œil, un mode de vie raisonnable, l'égalité de tous, la santé en plus. Le Danemark est à l'image de ses vélos : modeste, bien posé sur terre, mobile, efficace avec un million de cyclistes quotidiens sur un territoire vaste comme six départements français.

Des familles au guidon

De Copenhague, excentrée à l'est, s'échappent de petits trains ne payant pas de mine. Sur la moindre ligne, une hôtessse sert le café chaud. Cette année, je n'en aurai nul besoin : le Tour de France gélissait quand nous étions des milliers de cyclistes à nous infiltrer au fin fond des îles en maillot de corps sinon de bain. L'eau, d'une pureté que je pensais ne jamais revoir, était chaude sur ces immenses plages de sable à découvrir au détour d'étroits chemins goudronnés flanqués de hautes herbes. En une heure et demie — les distances courtes au Danemark — me voici à Kør, à nouveau en bord de mer.

Alore se déroule une scène susceptible de se répéter plusieurs fois par jour : descente du train, montée dans le bateau, à moins que les voitures n'y soient venues directement. Ensuite, motos, vélos s'envolent à qui mieux mieux à l'intérieur des routes. Les traversées oscillent entre 40 et 70 minutes. A l'étape supérieure, le bar fait recette : les historiens du pays des cinq cents

Vacances européennes : nous avons continué dans « Le Monde » du tourisme et des loisirs » du 26 juillet avec l'Espagne un « tour » d'Europe au cours duquel nous proposons chaque semaine à nos lecteurs des formules originales de séjours. Pour chacune de nos étapes, nous avons demandé à un observateur du pays d'aider les visiteurs français à aller au-delà des clichés et de préjugés. La semaine prochaine : l'Italie.

Des, c'est une activité économique. A chaque fois, je préférerais le pont l'air du large et le merveilleux vol plané des mouettes. Certains jours, mes sacoches, débranchées, ébranlées à mes côtés : à l'état ou à l'écrou, je passerais pour un marginal. Dans le Jutland ou le Seeland, des familles entières, enfans sur un siège près du guidon, chien dans la remorque, tentent l'aventure dans leur propre patrie au moyen de « cyclotour » (fin de semaine) ou de « cyclotour » (vacances).

programmé : vélo à votre taille, sacoches, brochure avec force croquis et indications touristiques, bons d'hôtel et de restaurant : on peut le salue à vous louer le tandem, la remorque remplie de l'équipement de camping, passagère et chien non compris. Et vous en prenez pour une semaine. Fåborg, Rudkøbing, les îles de Thuro, Tasting, Arore, le musée nautique de Troense, le château baroque Østervik, son voisin d'Egebo, le vieux manoir de

éternue à cloche-pied. Dans l'île d'Aeroe, aux auberges, le stationnement est trois autos et quinze vélos : 40 000 couronnes (2) une 2 CV, le litre d'essence à 4,80 couronnes, le Danemark se recycle.

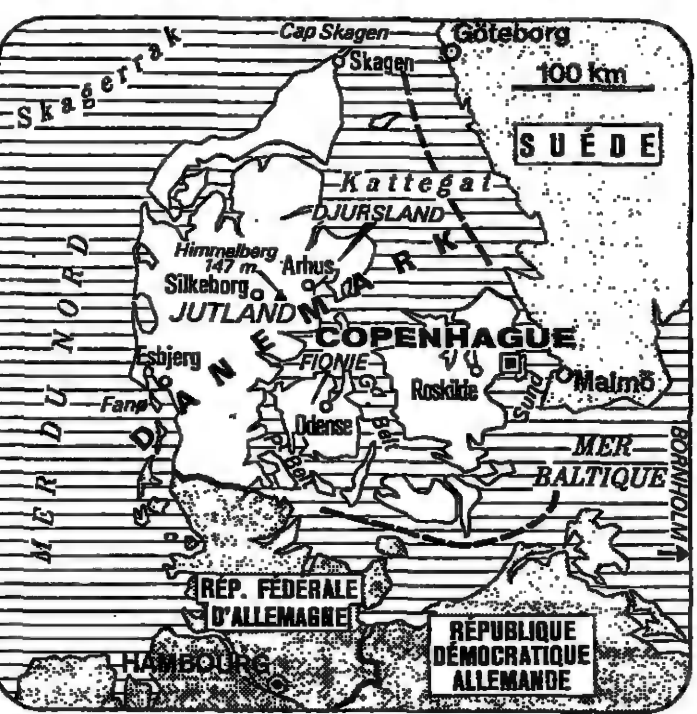
Et c'est plein de péripéties. A dous à l'heure, je suis une forme ne dépasser, à dous et demi : d'une robe volontairement déboutonnée jusqu'aux hanches transparentes des jambes de reine ; face à la provocation Viking, j'accolle. Echange de sourires, un instant je me surprends cyclo-dragueur. Mais nos routes bifurquent... Le chemin forestier, l'allée cavalière non indiquée sur la carte, la plage cachée dans la forêt de hêtres et de sapins, les fermettes à murs rouges, jaunes ou blancs et toit de chaume, l'ornement aux champignons ou le saumon de la Baltique en sauce piquante arrosée de Williamine à l'orange sur la lande, c'est l'aventure sans avoir besoin d'aller au bout de la terre sans fatigue, car assis, à l'inverse de la marche à pied.

Je pourrais cependant le vélo parmi les roseaux et les coquillages, car imperceptiblement le chemin s'est fait sentier. Soudain je brise sur un aérodrome de tourisme : le tour des îles en avion, même à 45 couronnes, c'est trop « sentiers battus ». Je retourne m'ébattre, solitaire, vers le rivage, sans itinéraire préconçu, une vague direction pour bousoie. J'ai exploré 3 kilomètres de côtes, la terre des Vikings en recense 7500 où le vélo sert à la plupart du temps pour seuls couronnes le silence, le sable, le vent, les oiseaux, à l'horizon, les voliers.

Incarnant la vraie forme de la liberté, celle qui autorise à aller loin et au fond des choses sans s'épuiser, voilà la raison pour laquelle le vélo rassemble tant d'amis et pourquoi il va en gagnant encore plus dans l'avenir, au Danemark et ailleurs.

MICHEL DELORE.

(1) Office national du tourisme du Danemark, 148, Champs-Élysées, 75008 Paris ; tél. : (1) 562-17-42.
(2) Une couronne s'achète environ 76 centimes.



Le Danemark est le plus petit et le plus méridional des pays scandinaves (43 000 km²). Il couvre la presque du Jutland et cinq cents îles. C'est un pays de collines, de lacs et de plages. Le Danemark compte 5 millions d'habitants dont les quatre cinquièmes vivent dans les villes.

Il y a mille ans, leurs ancêtres à l'ancêtre à la conquête des océans ; eux vont — à vélo — découvrir les ports de poche d'Aeroboeboing ou de Marstal. Quant à moi, à Nyborg, je débarque, dans tous les sens du terme, en Fionie. Outre les familles, je croise, je rattrape, je côtoie des groupes de touristes à bicyclette, de tous âges et classes sociales, dans toutes les tenues, sauf celle du cycliste français déguisé en coureur... A l'avant, à l'arrière des deux-roues s'accrochent, s'empilent tant bien que mal tapis de sol, sac de couchage, tente, gamelle, fruits, fleurs, sans omettre caniche, chat ou oiseau en cage. Deux ou trois ont annexé la guidon et fin soupape d'autant, à leur mine guillerette, d'avoir placé au fond de la sacoches un Bordeaux dont je ne garantis pas l'authenticité.

Et voici ces armées pédalantes déambulant, défilant l'été venu. A défaut de former un lobby, le vélo danois s'érige déjà en institution. Les machines utilisées sont des modèles simplifiés, baptisés « retro » au bord de la Seine, sans doute parce que le reste de la planète les considère comme ceux de l'avenir... A Svendborg où on rencontre autant d'anciens qu'en France il y a vingt ans, c'est flagrant. C'est le cœur de la Fionie, « jardin du Danemark » et patrie d'Andersen. Je ne puis laisser passer ce spectacle sans mettre à l'épreuve une demi-douzaine des vingt-cinq circuits de 25 à 60 kilomètres tracés par les offices de tourisme danois (1).

Une fois inscrit, l'essentiel est

AVANT DE PARTIR

TRANSPORTS

Avion. — Des tarifs « visite » sont proposés aux touristes : Paris-Copenhague, 1 435 francs. Pour les jeunes (12-25 ans), des tarifs préférentiels existent du 15 juin au 30 août : 930 francs. Scandinavian Airlines : 742-09-14.
Le prix du vol sur Air France (six jours-mois) est de 1 585 francs.
* Air France : 535-61-61.
Par le train. — Le prix du billet S.N.C.F. Paris-Copenhague est de 704 francs aller et retour en 2^e ; en 1^{re} : 1 142 francs aller et retour.
* S.N.C.F. : 380-50-50.

SUR PLACE

Les vacanciers peuvent louer une voiture : à partir de 845 francs pour six jours. L'essence est à peu près au même prix qu'en France. Les autoroutes y sont gratuites. Des trains express relient les grandes villes.

Les car-ferries. Des lignes sont exploitées entre les îles danoises (il en existe cinq cents, dont cent habitées). Office de tourisme (voir l'adresse ci-dessous).

LOGEMENT

— A Copenhague : dans un hôtel de 1^{re} catégorie, 330 francs environ ; de catégorie moyenne : 180 francs.
— En province : dans un hôtel de 1^{re} catégorie : 170 francs ; de catégorie moyenne : 70 francs.
— Dans une ferme, pension complète : 820 francs pour une semaine.
— Dans les auberges de jeunes : 18 francs environ.

A LIRE

• Guide bleu : 87 francs environ.
• Guide Nagel : 110 francs environ.

* Office de tourisme du Danemark, 148, Champs-Élysées, 75008 Paris (tel. : 562-17-42) ouvert tous les jours de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30.

Océanie

LE TOUR DU MONDE

Du 27 septembre au 26 octobre : RIO - SANTIAGO - ÎLE DE PAQUES - TAHITI - MOOREA - RANGIROA - NOUVELLE ZÉLANDE - SINGAPOUR

Prix : 17.400 F

LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise, 75002 Paris
Tél. : 261-82-70

VAL DE LOIRE

Le Château de Lussac à Collettes à 8 km de Riez, en bordure de la forêt domaniale de Riez, à proximité des Châteaux de la Loire, vous offre, son cadre exceptionnel son confort, son calme pour un séjour à la campagne.
Pension complète 150/200 F jour
41120 Les Montils
Tél. (54) 44.20.25

RÉSIDENCES - CLUBS

3^e AGE

Spécialiste Côte d'Azur

Cabinet INDEXA

52, av. Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.88.31 (F.N.A.I.M.)

Vacances à BENDORM

Alicante, Espagne

HOTEL VÉNUS

Piscine, Danse plein air. 300 m de la plage Levante, toutes chambres avec salle de bains, W.-C. et balcon

PENSION COMPLÈTE :

p. p. jour en hab. double
Juin-septembre 55 F. F.
Juillet-août 70 F. F.

Réserver : par téléphone Espagne 34.65.34.65, ou écrire à HOTEL VÉNUS, Avda. Filipinas, BENDORM (Alicante) Espagne.

ou l'anagramme

ELLE

1A P
1B P
2A G
2B G
3A Y
3B Y
4A S
4B S
5A I
5B M
6A S
6B I
7A I
7B S
8A Y
8B M
9A M
9B S
10A I
10B O
11A Y
11B I
12A P
12B P
13A G
13B G
14A Y
14B M
15A M
15B S
16A I
16B O
17A Y
17B I
18A P
18B P
19A G
19B G
20A Y
20B M
21A M
21B S
22A I
22B O
23A Y
23B I
24A P
24B P
25A G
25B G
26A Y
26B M
27A M
27B S
28A I
28B O
29A Y
29B I
30A P
30B P
31A G
31B G
32A Y
32B M
33A M
33B S
34A I
34B O
35A Y
35B I
36A P
36B P
37A G
37B G
38A Y
38B M
39A M
39B S
40A I
40B O
41A Y
41B I
42A P
42B P
43A G
43B G
44A Y
44B M
45A M
45B S
46A I
46B O
47A Y
47B I
48A P
48B P
49A G
49B G
50A Y
50B M
51A M
51B S
52A I
52B O
53A Y
53B I
54A P
54B P
55A G
55B G
56A Y
56B M
57A M
57B S
58A I
58B O
59A Y
59B I
60A P
60B P
61A G
61B G
62A Y
62B M
63A M
63B S
64A I
64B O
65A Y
65B I
66A P
66B P
67A G
67B G
68A Y
68B M
69A M
69B S
70A I
70B O
71A Y
71B I
72A P
72B P
73A G
73B G
74A Y
74B M
75A M
75B S
76A I
76B O
77A Y
77B I
78A P
78B P
79A G
79B G
80A Y
80B M
81A M
81B S
82A I
82B O
83A Y
83B I
84A P
84B P
85A G
85B G
86A Y
86B M
87A M
87B S
88A I
88B O
89A Y
89B I
90A P
90B P
91A G
91B G
92A Y
92B M
93A M
93B S
94A I
94B O
95A Y
95B I
96A P
96B P
97A G
97B G
98A Y
98B M
99A M
99B S
100A I
100B O

Idyllen ou la douceur de vivre

(Suite de la page 11.)

Tous les trois trouvent leur motif parmi les gens et dans la nature de Skagen et ont su créer des tableaux devenus célèbres que l'on peut aujourd'hui admirer dans un musée de la petite ville où le sable se dépose dans les ruelles. Une oasis d'art dans un paysage désertique. Nos amis français n'oublieront jamais leur rencontre avec les grands peintres de Skagen.

A l'autre extrémité du Jutland, nous embarquons sur un petit bac qui navigue entre le port d'Esbjerg et l'île de Fanø dans la mer du Nord et nous avons de nouveau rendez-vous avec l'idyllen, mais toujours différent de celui que nous connaissons déjà. Chaque idyll a son caractère bien déterminé. Deux petits villages avec les maisons à colombages rouges et blanches et les toits couverts de chaume; toutes sont classées et bien entretenues et toutes sont habitées si bien que nous nous promenons dans un monde vivant. C'est un monde pittoresque, étrange et la sérénité règne partout.

1978 a été l'année européenne de la protection des monuments historiques et l'une des conséquences en fut l'attribution par le conseil de l'Europe d'une médaille d'or à deux villes, Colmar en France et Skagen au Danemark pour leur belle œuvre de protection. Skagen est l'une des sept petites villes sur l'île rocheuse de Bornholm en mer Baltique et peut-être celle qui est la mieux conservée dans tout le Danemark.

Je n'ai pas mentionné Copenhague, le Paris du Nord, mais mes touristes français doivent bien évidemment aussi découvrir la capitale danoise, admirer la Petite Sirène, passer une soirée à Tivoli, qui est un savant mélange entre un parc d'attractions et un jardin féerique, très romantique, que personne au monde n'a jamais pu imiter.

Mais c'est surtout au charme du Danemark que je désire attirer le cœur des Français, le petit pays aux prairies et vertes, aux champs de blé ondulés, aux allées pavillonnaires, aux auberges hospitalières aux plaines profondes, aux églises blanches, accueillantes, aux toits en tuiles rouges. Même les églises au Danemark sont — on les voit — mignonnes avec leurs murs blancs à la chaum.

Dans la propagande touristique qui s'adresse aux Anglais et aux Américains, nous utilisons très audacieusement le slogan « Meet the Danes » (rencontrez les Danois). Nous osons affirmer que les Danois sont des gens qui valent la peine d'être connus. Nous avons la réputation d'être un peuple aimable, ouvert, accueillant et démocratique. La touriste ne nous verra que de notre bon côté. Que nous ayons aussi beaucoup de défauts et que le mécontentement, malheureusement, soit devenu un genre de vie au Danemark, ça, c'est une autre histoire, mais cela ne saurait ternir cette poésie naïve qui fait le charme de notre Danemark.

ERIK POULIER.

LE « CLUB » DERRIÈRE SON DÉCOR

Un rassemblement de solitudes

M. Gilbert Trigano, son P.D.G., faisait dans l'interview qu'il nous a accordée (« le Monde » du 5 juillet), le bilan des trente ans du Club Méditerranée. Nos lecteurs ont longuement réagi à ses déclarations. Voici, venant de gens qui l'ont connu de l'intérieur, deux réflexions sur cette société très particulière.

Travailler une saison au club n'est pas le moyen de faire fortune, mais donne la possibilité d'occuper le poste d'observateur privilégié d'un microcosme autarcique et attachant.

Le village est une structure sociale complexe : un territoire (généralement choisi en fonction de la beauté du site), une population (G.M. : gentils membres; G.O. : gentils organisateurs; personnel local), un réseau de relations sociales spécifiques.

Dans ces villages de surabondance, l'absence de circulation monétaire évite des discriminations. L'apparence d'égalité est assurée; l'unité vestimentaire la conforte (paréo, djellaba...) et le tout est généralisé à l'achève. Le G.M. est socialement désocialisé, bien que la portée réelle de cette situation soit réduite par le fait d'une relative homogénéité sociale au sein du village. Essentiellement, le style club est apporté par l'équipe G.O. Vu de l'intérieur, cette équipe est pour le moins surprenante.

Les G.O. sont d'origine sociale hétérogène mais d'âge assez uniforme : environ la vingtaine, ni adultes ni adolescents.

L'âge témoigne souvent d'une rupture avec le milieu familial. La conséquence la plus frappante est le manque de liens directs vis-à-vis des G.M. Destructurés socialement, le G.O. se replie sur lui-même. D'une manière générale, il est agressif et méprisant, quand bien même l'expression de son mépris serait cachée ou discrète.

Prégnante agressivité vis-à-vis du G.M. donne une conscience de classe dysnamique l'expression. Le G.M. est, en vacances, le G.O. travaille; le G.M. est riche, le G.O. est pauvre; le G.M. a un avenir assuré, le G.O. s'interroge de saison en saison sur son affectation prochaine. La distinction des situations, l'orgueil blessé, la jalousie et le déséquilibre affectif décalant la communauté G.O. dans son isolement.

Certes, de ces tendances on ne saurait incriminer la totalité des G.O. Il ne s'agit que d'impulsions qui sont de nature à frapper l'observateur. Il en est quelques-uns, souvent plus âgés, qui se distinguent par la réflexion de leur choix de vie. Ni épreuves, ni balotées par un destin qui les dépasse, ils ont choisi de vivre pleinement la vie du club. Mais la tension est souvent le déséquilibre affectif, le travail au club semblant incompatible avec un véritable équilibre.

Bien sûr, on ne peut demander à l'organisateur de témoigner d'une grande dévotion vis-à-vis du G.M.; ce n'est pas un franciscain. Cependant, il est une attitude minimum, nécessaire, qui se justifie en partie par la situation psychologique de nombreux G.M. De plus, cette agressivité accrue les inconvénients d'un manque de maturité psychologique. Passant du milieu familial au milieu club, le G.O. est souvent dépourvu d'expérience des hommes.

D'ailleurs, ce manque de maturité est, dans certains cas, le problème majeur des dirigeants du village. Formé pendant quel-

ques années dans des villages, le chef de village peut n'être qu'un grand adolescent. L'immaturité est la rançon de ces années passées dans un microcosme autarcique et marginal.

Vis-à-vis des G.O., le chef témoigne de son immaturité dans les réunions hebdomadaires de l'équipe d'organiseurs. Avec tout cet infantilisme, le climat de l'équipe est inexistante. Il n'y a pas de solidarité et des clans maquis et médians consacrent des heures à dénigrer les camarades d'équipe.

Pourtant, malgré tous ces aspects critiques de la fonction de G.O., il faut rendre hommage à l'équipe qui, après son travail de la journée, poursuit l'animation des spectacles, cuisiniers, barman, caissiers, moniteurs de sport... tous sur la scène pour divertir le G.M. et, peut-être, tenter de se réaliser en diversifiant les tâches quotidiennes. Des rôles à apprendre, des répétitions fréquentes et tardives, la routine des spectacles, paraître, telle est l'activité des G.O. en plus de l'emploi

de jour. Certes, les spectacles ne sont pas toujours de bon goût. Le style « Guy Lux » est souvent criant et les essais d'imitation irritants. Cependant, l'effort des G.O. pour animer les soirées est louable.

De leur côté, les G.M. se divisent en deux grandes catégories. D'une part, ceux qui vont au club pour pratiquer le sport, dont l'organisation offre un large éventail et, d'autre part, ceux qui tentent de prendre du recul par rapport aux problèmes de leur vie quotidienne.

Les sportifs, les vrais, c'est-à-dire ceux pour lesquels le club n'est pas la seule occasion annuelle de pratiquer le sport, constituent une minorité de G.M., équilibrée et dynamique.

Les G.M. « à problèmes »

La deuxième grande catégorie est celle des G.M. « à problèmes ». C'est une variété nombreuse, et cela s'explique de plusieurs manières.

Tout d'abord, la clientèle est constituée par une forte proportion de femmes seules. L'aventure solitaire dans les pays étrangers étant déconseillée aux femmes seules, le séjour ou le voyage organisé s'impose comme la seule solution viable. Aussi le Club est-il fréquenté en partie par des

éléments féminins en quête de sécurité.

Mais, d'un autre côté, la solitude de ces femmes reflète aussi une solitude affective, source de nombreux problèmes, voire même constitutive d'attitudes névrotiques. Les veuves, les divorcées et les femmes en rupture vont au club essayer de récupérer un souffle de vie nouveau. Il va de soi que le choc du déséquilibre psychique des G.O. avec celui de ces G.M. peut être problématique.

Le fait que ces G.M. soient en quête d'affection est, incontestablement, mal interprété par les opposants à la formule du club. Il conviendrait de s'opposer vigoureusement à ces diffamations qui sont une déformation grossière de la réalité. La recherche de l'équilibre affectif et sexuel est une démarche naturelle qui ne peut qu'honorer ceux qui ont le courage de tenter de sortir de leur déséquilibre.

J'ai vu trop de souffrances et de désillusion pour admettre que l'on jette la pierre aux pauvres en amour, aux abandonnés. D'ailleurs, une remarque s'impose : ceux qui calament vigoureusement le club sont soit des personnes qui n'y sont jamais allées (les rumeurs les plus fantaisistes les inspirent), soit les couples réguliers qui subissent l'usure du temps.

Les couples sont une deuxième variété de G.M. « à problèmes ». Canalisés par les contraintes sociales, ensermés par les antagonismes et les conflits de la vie quotidienne, n'osant franchir le seuil de la liberté, ils condamnent sans appel ceux qui ont eu le courage de vivre leur solitude et, bien sûr, de profiter de ses avantages. Ces prisonniers sont toujours jaloux de la liberté des autres sans se rendre compte que cette liberté est un choix qui se paye parfois durement. Ces couples sont quelquefois de relation difficile avec tout le monde, s'enfermant dans leur aigreur et leur harpe envers les tiers. Leur vocabulaire et leurs plaisanteries témoignent souvent d'une forte répression libidinale qui se dénonce dans des thèmes de discussion obsessionnels se rapportant à la sexualité.

Heureusement que, à côté de cette variété de couples légers (qui comprend malgré tout de rares exceptions), il y a les couples d'occasion qui, loin des risques de trahison du cadre de vie habituel, s'en vont au club vivre librement leur amour, sans se cacher.

GUY SEM.

Profession : G. O.

« Le Club, c'est une drogue. Quand on y a travaillé, c'est tellement choquant : on ne peut plus rien faire d'autre. » Depuis cinq ans, Jean-Pierre, trente-huit ans, vit dans un état de manque, qui prend parfois des tournures dramatiques.

A dix-huit ans, il travaillait comme maquettiste publicitaire : cinq ou six « boîtes » en quatre ans. Aucune ne correspondait à son rêve scolaire, celui pour lequel, dès l'âge de quinze ans, il avait entrepris des études de dessin : la création. Las de la technicité de son travail, frustré dans ses rêves de créateur, imprégné, influencé enfin par l'un de ses amis, Jean-Pierre quitte Paris à l'âge de vingt-deux ans pour entrer au Club européen du tourisme (C.E.T.), qui sera racheté en 1980 par le Club Méditerranée.

Au début, c'est le coup de foudre. « C'était l'aventure, le système D », raconte-t-il. « On avait peu de moyens. » Sports, copains, soleil, décoration et animation, Jean-Pierre se fabrique un univers et découvre... qu'il est dans son élément. C'est le début de l'ivresse. Bien qu'il ne gagne à l'époque que 350 francs par mois, contre 3 000 francs dans son emploi précédent, plus question de retourner à la ville. La voile, l'équitation, le tennis ou la plongée sous-marine ont désormais suppléé les quatre murs du studio qu'il occupait ou le métro qu'il prenait le matin pour se rendre à son bureau. Ce n'est pas par paresse. Avec 3 000 francs dans son emploi précédent, plus question de retourner à la ville. La voile, l'équitation, le tennis ou la plongée sous-marine ont désormais suppléé les quatre murs du studio qu'il occupait ou le métro qu'il prenait le matin pour se rendre à son bureau.

Pourtant, en 1967, il arrête quelques temps. Pour voir. Pour

être pour recommencer une vie plus « normale ». Mais la lumière électrique, le bruit des villes, la grisaille du ciel, lui sont devenus insupportables. Alors, après quatre mois passés à nouveau dans la publicité, Jean-Pierre n'a plus qu'une idée : repartir.

Son père, musicien, lui en fournit l'occasion : il connaît le skipper d'un bateau baptisé Louis-Lumière. Six mois de rêve : une croisière d'Anvers à l'Amérique du Sud, sur cette goélette qui appartient au Club Méditerranée. En plus des contacts humains, de la communication, de l'expression de ses aspirations, Jean-Pierre découvre un nouveau monde : le voyage. Une autre façon d'apprendre, une perception différente des gens. Cette intuition, Jean-Pierre en aura la confirmation à son retour, lorsqu'il deviendra « G.O. » (gentil organisateur) à part entière. Et qu'il offrira à ceux qui ont payé « le sport, le soleil, la fête. Car, l'important, finalement, ce sont les autres.

Tous ces vacanciers — ils étaient près de sept cent mille en 1979 — qui remplissent jour après jour les villages dans lesquels ils se consacreront à l'animation, à la décoration, aux excursions, au trafic, jusqu'en 1974, date à laquelle il espérait devenir chef de village.

« Et au Club, cela veut dire être quelqu'un, raconte-t-il avec l'air de celui qui n'est pas vraiment dupe. Aux gens, tu leur fais faire quelque chose. » Sa manière à lui d'exprimer le sentiment de pouvoir qu'éprouve tout G.O. qui sait être en mesure d'influencer les « G.M. » (gentils membres), par définition ou au ruse, même s'il faut se moquer de soi, et disposer à toutes les blagues, même si hors de leur contexte elles sembleraient ridicules.

A l'âge de trente ans, Jean-Pierre épouse Dany, qui travaille au Club depuis quatre ans comme gestionnaire. L'itinéraire de celle-ci ressemble à celui de son mari : la nécessité de s'épanouir a été plus forte que l'attrait du golf, du polo, du ski, du soleil, du salaire élevé par 5 lorsqu'elle est embauchée au Club. Sa motivation était pourtant différente : l'émulation, la complexité, Dany a depuis trouvé l'assurance dont l'absence la paralysait autrefois.

La facilité. Le couple est serin. L'inquiétude fugitive du lendemain, cependant. Mais, après tout, le Club est leur « famille ». Ils y ont vécu, aimé, travaillé... une partie d'eux-mêmes y est indissolublement liée. Jean-Pierre a trente-deux ans, Dany quelques années de moins, ils ont à peine le temps de se voir, « bossent comme des fous ». Là est leur équilibre. Et ce qui, au départ, pouvait ressembler à une existence marginale est désormais devenu la routine.

Un jour pourtant, c'est la rupture. Des conflits de personnalité, des inimitiés, certaines restructurations consécutives à l'arrivée de M. Serge Trigano, fils du président-directeur général... Jean-Pierre est gentiment licencié « à l'amiable ». C'est la catastrophe : brutale et inattendue. Que faire quand on a passé plus de dix ans à la frontière de la réalité ?

Il y aura la naissance de Julie leur fille. Il faut recommencer à vivre. Et surtout gagner de l'argent. Mais ils ont tout à apprendre et se heurtent à des hostilités. Cela fait « mauvais genre » d'avoir été G.O. Les employeurs sont suspicieux.

« Alors, dix ans au soleil. Ce n'est pas sérieux. » Après des mois de recherches infructueuses, entrecoupées de

travaux temporaires, Jean-Pierre et Dany s'installent à Bourges, où ils prennent en gérance libre un « petit resto sympa ». Mais les rythmes sont épuisants. Et la population locale refuse de les intégrer. Après un an de labeur, les deux solitaires n'ont pas réussi à briser les délimitations, riches de quelques économies, mais toujours désamarrés.

Avec le Golf country club de Chaumont dans le Vesdre, Jean-Pierre croit enfin avoir trouvé un dérivatif à sa nostalgie d'espace et d'air libre. Mais l'établissement est régi par la loi de 1901 sur les associations. La mise en gérance proposée par le propriétaire devient dès lors impossible.

Accablé par ce nouveau coup dur, le couple rentre à Paris. Après des mois d'inactivité forcée, Jean-Pierre y fera une première dépression nerveuse, avant de rechuter quelques temps plus tard.

Peu après pourtant, Air Tour Euro 7 l'embauche comme responsable des loisirs dans les « hôtels-clubs » de la société. Il redécouvre son vrai métier.

« Et dans les villages », Mais, « comme cela ne peut durer éternellement », et qu'il veut rejoindre sa femme et Julie, il regagne Paris comme délégué commercial.

Aujourd'hui, Air Tour Euro 7 se porte mal. « L'image de marque est démodée, les produits sont chers », raconte Jean-Pierre. Et il est le premier visé par les mauvaises sentes de ce marchand de loisirs, puisque le critère principal de licenciement y est l'ancienneté.

C'est encore, pour Jean-Pierre, recommencer à zéro...

VALERIE LECASBLE.

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉSIA LA BONNE TABLE , 42, rue Flandre, 59-74-81. Spécialité poissons. 2 h à 2 h 30. 2 h 30 à 3 h. 3 h à 3 h 30. 3 h 30 à 4 h. 4 h à 4 h 30. 4 h 30 à 5 h. 5 h à 5 h 30. 5 h 30 à 6 h. 6 h à 6 h 30. 6 h 30 à 7 h. 7 h à 7 h 30. 7 h 30 à 8 h. 8 h à 8 h 30. 8 h 30 à 9 h. 9 h à 9 h 30. 9 h 30 à 10 h. 10 h à 10 h 30. 10 h 30 à 11 h. 11 h à 11 h 30. 11 h 30 à 12 h. 12 h à 12 h 30. 12 h 30 à 13 h. 13 h à 13 h 30. 13 h 30 à 14 h. 14 h à 14 h 30. 14 h 30 à 15 h. 15 h à 15 h 30. 15 h 30 à 16 h. 16 h à 16 h 30. 16 h 30 à 17 h. 17 h à 17 h 30. 17 h 30 à 18 h. 18 h à 18 h 30. 18 h 30 à 19 h. 19 h à 19 h 30. 19 h 30 à 20 h. 20 h à 20 h 30. 20 h 30 à 21 h. 21 h à 21 h 30. 21 h 30 à 22 h. 22 h à 22 h 30. 22 h 30 à 23 h. 23 h à 23 h 30. 23 h 30 à 24 h. 24 h à 24 h 30. 24 h 30 à 25 h. 25 h à 25 h 30. 25 h 30 à 26 h. 26 h à 26 h 30. 26 h 30 à 27 h. 27 h à 27 h 30. 27 h 30 à 28 h. 28 h à 28 h 30. 28 h 30 à 29 h. 29 h à 29 h 30. 29 h 30 à 30 h. 30 h à 30 h 30. 30 h 30 à 31 h. 31 h à 31 h 30. 31 h 30 à 32 h. 32 h à 32 h 30. 32 h 30 à 33 h. 33 h à 33 h 30. 33 h 30 à 34 h. 34 h à 34 h 30. 34 h 30 à 35 h. 35 h à 35 h 30. 35 h 30 à 36 h. 36 h à 36 h 30. 36 h 30 à 37 h. 37 h à 37 h 30. 37 h 30 à 38 h. 38 h à 38 h 30. 38 h 30 à 39 h. 39 h à 39 h 30. 39 h 30 à 40 h. 40 h à 40 h 30. 40 h 30 à 41 h. 41 h à 41 h 30. 41 h 30 à 42 h. 42 h à 42 h 30. 42 h 30 à 43 h. 43 h à 43 h 30. 43 h 30 à 44 h. 44 h à 44 h 30. 44 h 30 à 45 h. 45 h à 45 h 30. 45 h 30 à 46 h. 46 h à 46 h 30. 46 h 30 à 47 h. 47 h à 47 h 30. 47 h 30 à 48 h. 48 h à 48 h 30. 48 h 30 à 49 h. 49 h à 49 h 30. 49 h 30 à 50 h. 50 h à 50 h 30. 50 h 30 à 51 h. 51 h à 51 h 30. 51 h 30 à 52 h. 52 h à 52 h 30. 52 h 30 à 53 h. 53 h à 53 h 30. 53 h 30 à 54 h. 54 h à 54 h 30. 54 h 30 à 55 h. 55 h à 55 h 30. 55 h 30 à 56 h. 56 h à 56 h 30. 56 h 30 à 57 h. 57 h à 57 h 30. 57 h 30 à 58 h. 58 h à 58 h 30. 58 h 30 à 59 h. 59 h à 59 h 30. 59 h 30 à 60 h. 60 h à 60 h 30. 60 h 30 à 61 h. 61 h à 61 h 30. 61 h 30 à 62 h. 62 h à 62 h 30. 62 h 30 à 63 h. 63 h à 63 h 30. 63 h 30 à 64 h. 64 h à 64 h 30. 64 h 30 à 65 h. 65 h à 65 h 30. 65 h 30 à 66 h. 66 h à 66 h 30. 66 h 30 à 67 h. 67 h à 67 h 30. 67 h 30 à 68 h. 68 h à 68 h 30. 68 h 30 à 69 h. 69 h à 69 h 30. 69 h 30 à 70 h. 70 h à 70 h 30. 70 h 30 à 71 h. 71 h à 71 h 30. 71 h 30 à 72 h. 72 h à 72 h 30. 72 h 30 à 73 h. 73 h à 73 h 30. 73 h 30 à 74 h. 74 h à 74 h 30. 74 h 30 à 75 h. 75 h à 75 h 30. 75 h 30 à 76 h. 76 h à 76 h 30. 76 h 30 à 77 h. 77 h à 77 h 30. 77 h 30 à 78 h. 78 h à 78 h 30. 78 h 30 à 79 h. 79 h à 79 h 30. 79 h 30 à 80 h. 80 h à 80 h 30. 80 h 30 à 81 h. 81 h à 81 h 30. 81 h 30 à 82 h. 82 h à 82 h 30. 82 h 30 à 83 h. 83 h à 83 h 30. 83 h 30 à 84 h. 84 h à 84 h 30. 84 h 30 à 85 h. 85 h à 85 h 30. 85 h 30 à 86 h. 86 h à 86 h 30. 86 h 30 à 87 h. 87 h à 87 h 30. 87 h 30 à 88 h. 88 h à 88 h 30. 88 h 30 à 89 h. 89 h à 89 h 30. 89 h 30 à 90 h. 90 h à 90 h 30. 90 h 30 à 91 h. 91 h à 91 h 30. 91 h 30 à 92 h. 92 h à 92 h 30. 92 h 30 à 93 h. 93 h à 93 h 30. 93 h 30 à 94 h. 94 h à 94 h 30. 94 h 30 à 95 h. 95 h à 95 h 30. 95 h 30 à 96 h. 96 h à 96 h 30. 96 h 30 à 97 h. 97 h à 97 h 30. 97 h 30 à 98 h. 98 h à 98 h 30. 98 h 30 à 99 h. 99 h à 99 h 30. 99 h 30 à 100 h. 100 h à 100 h 30. 100 h 30 à 101 h. 101 h à 101 h 30. 101 h 30 à 102 h. 102 h à 102 h 30. 102 h 30 à 103 h. 103 h à 103 h 30. 103 h 30 à 104 h. 104 h à 104 h 30. 104 h 30 à 105 h. 105 h à 105 h 30. 105 h 30 à 106 h. 106 h à 106 h 30. 106 h 30 à 107 h. 107 h à 107 h 30. 107 h 30 à 108 h. 108 h à 108 h 30. 108 h 30 à 109 h. 109 h à 109 h 30. 109 h 30 à 110 h. 110 h à 110 h 30. 110 h 30 à 111 h. 111 h à 111 h 30. 111 h 30 à 112 h. 112 h à 112 h 30. 112 h 30 à 113 h. 113 h à 113 h 30. 113 h 30 à 114 h. 114 h à 114 h 30. 114 h 30 à 115 h. 115 h à 115 h 30. 115 h 30 à 116 h. 116 h à 116 h 30. 116 h 30 à 117 h. 117 h à 117 h 30. 117 h 30 à 118 h. 118 h à 118 h 30. 118 h 30 à 119 h. 119 h à 119 h 30. 119 h 30 à 120 h. 120 h à 120 h 30. 120 h 30 à 121 h. 121 h à 121 h 30. 121 h 30 à 122 h. 122 h à 122 h 30. 122 h 30 à 123 h. 123 h à 123 h 30. 123 h 30 à 124 h. 124 h à 124 h 30. 124 h 30 à 125 h. 125 h à 125 h 30. 125 h 30 à 126 h. 126 h à 126 h 30. 126 h 30 à 127 h. 127 h à 127 h 30. 127 h 30 à 128 h. 128 h à 128 h 30. 128 h 30 à 129 h. 129 h à 129 h 30. 129 h 30 à 130 h. 130 h à 130 h 30. 130 h 30 à 131 h. 131 h à 131 h 30. 131 h 30 à 132 h. 132 h à 132 h 30. 132 h 30 à 133 h. 133 h à 133 h 30. 133 h 30 à 134 h. 134 h à 134 h 30. 134 h 30 à 135 h. 135 h à 135 h 30. 135 h 30 à 136 h. 136 h à 136 h 30. 136 h 30 à 137 h. 137 h à 137 h 30. 137 h 30 à 138 h. 138 h à 138 h 30. 138 h 30 à 139 h. 139 h à 139 h 30. 139 h 30 à 140 h. 140 h à 140 h 30. 140 h 30 à 141 h. 141 h à 141 h 30. 141 h 30 à 142 h. 142 h à 142 h 30. 142 h 30 à 143 h. 143 h à 143 h 30. 143 h 30 à 144 h. 144 h à 144 h 30. 144 h 30 à 145 h. 145 h à 145 h 30. 145 h 30 à 146 h. 146 h à 146 h 30. 146 h 30 à 147 h. 147 h à 147 h 30. 147 h 30 à 148 h. 148 h à 148 h 30. 148 h 30 à 149 h. 149 h à 149 h 30. 149 h 30 à 150 h. 150 h à 150 h 30. 150 h 30 à 151 h. 151 h à 151 h 30. 151 h 30 à 152 h. 152 h à 152 h 30. 152 h 30 à 153 h. 153 h à 153 h 30. 153 h 30 à 154 h. 154 h à 154 h 30. 154 h 30 à 155 h. 155 h à 155 h 30. 155 h 30 à 156 h. 156 h à 156 h 30. 156 h 30 à 157 h. 157 h à 157 h 30. 157 h 30 à 158 h. 158 h à 158 h 30. 158 h 30 à 159 h. 159 h à 159 h 30. 159 h 30 à 160 h. 160 h à 160 h 30. 160 h 30 à 161 h. 161 h à 161 h 30. 161 h 30 à 162 h. 162 h à 162 h 30. 162 h 30 à 163 h. 163 h à 163 h 30. 163 h 30 à 164 h. 164 h à 164 h 30. 164 h 30 à 165 h. 165 h à 165 h 30. 165 h 30 à 166 h. 166 h à 166 h 30. 166 h 30 à 167 h. 167 h à 167 h 30. 167 h 30 à 168 h. 168 h à 168 h 30. 168 h 30 à 169 h. 169 h à 169 h 30. 169 h 30 à 170 h. 170 h à 170 h 30. 170 h 30 à 171 h. 171 h à 171 h 30. 171 h 30 à 172 h. 172 h à 172 h 30. 172 h 30 à 173 h. 173 h à 173 h 30. 173 h 30 à 174 h. 174 h à 174 h 30. 174 h 30 à 175 h. 175 h à 175 h 30. 175 h 30 à 176 h. 176 h à 176 h 30. 176 h 30 à 177 h. 177 h à 177 h 30. 177 h 30 à 178 h. 178 h à 178 h 30. 178 h 30 à 179 h. 179 h à 179 h 30. 179 h 30 à 180 h. 180 h à 180 h 30. 180 h 30 à 181 h. 181 h à 181 h 30. 181 h 30 à 182 h. 182 h à 182 h 30. 182 h 30 à 183 h. 183 h à 183 h 30. 183 h 30 à 184 h. 184 h à 184 h 30. 184 h 30 à 185 h. 185 h à 185 h 30. 185 h 30 à 186 h. 186 h à 186 h 30. 186 h 30 à 187 h. 187 h à 187 h 30. 187 h 30 à 188 h. 188 h à 188 h 30. 188 h 30 à 189 h. 189 h à 189 h 30. 189 h 30 à 190 h. 190 h à 190 h 30. 190 h 30 à 191 h. 191 h à 191 h 30. 191 h 30 à 192 h. 192 h à 192 h 30. 192 h 30 à 193 h. 193 h à 193 h 30. 193 h 30 à 194 h. 194 h à 194 h 30. 194 h 30 à 195 h. 195 h à 195 h 30. 195 h 30 à 196 h. 196 h à 196 h 30. 196 h 30 à 197 h. 197 h à 197 h 30. 197 h 30 à 198 h. 198 h à 198 h 30. 198 h 30 à 199 h. 199 h à 199 h 30. 199 h 30 à 200 h. 200 h à 200 h 30. 200 h 30 à 201 h. 201 h à 201 h 30. 201 h 30 à 202 h. 202 h à 202 h 30. 202 h 30 à 203 h. 203 h à 203 h 30. 203 h 30 à 204 h. 204 h à 204 h 30. 204 h 30 à 205 h. 205 h à 205 h 30. 205 h 30 à 206 h. 206 h à 206 h 30. 206 h 30 à 207 h. 207 h à 207 h 30. 207 h 30 à 208 h. 208 h à 208 h 30. 208 h 30 à 209 h. 209 h à 209 h 30. 209 h 30 à 210 h. 21

Philatélie

coins

Les coins de la semaine...

COLAS

Le tout l'été...

LE FACTEUR PSYCHOLOGIQUE

Championnes des Pays-Bas, 1980...

Jeux

échecs N° 576

A CŒUR JOIE

(Journal de l'Échiquier, 1980)
Blancs : TATAY
Noirs : FOLLO
Gagné de la D. Variante Zaitseva.

1. d4 c5 2. d5 c6 3. d6 c7 4. d7 c8 5. d8 c9 6. d9 c10 7. d10 c11 8. d11 c12 9. d12 c13 10. d13 c14 11. d14 c15 12. d15 c16 13. d16 c17 14. d17 c18 15. d18 c19 16. d19 c20 17. d20 c21 18. d21 c22 19. d22 c23 20. d23 c24 21. d24 c25 22. d25 c26 23. d26 c27 24. d27 c28 25. d28 c29 26. d29 c30 27. d30 c31 28. d31 c32 29. d32 c33 30. d33 c34 31. d34 c35 32. d35 c36 33. d36 c37 34. d37 c38 35. d38 c39 36. d39 c40 37. d40 c41 38. d41 c42 39. d42 c43 40. d43 c44 41. d44 c45 42. d45 c46 43. d46 c47 44. d47 c48 45. d48 c49 46. d49 c50 47. d50 c51 48. d51 c52 49. d52 c53 50. d53 c54 51. d54 c55 52. d55 c56 53. d56 c57 54. d57 c58 55. d58 c59 56. d59 c60 57. d60 c61 58. d61 c62 59. d62 c63 60. d63 c64 61. d64 c65 62. d65 c66 63. d66 c67 64. d67 c68 65. d68 c69 66. d69 c70 67. d70 c71 68. d71 c72 69. d72 c73 70. d73 c74 71. d74 c75 72. d75 c76 73. d76 c77 74. d77 c78 75. d78 c79 76. d79 c80 77. d80 c81 78. d81 c82 79. d82 c83 80. d83 c84 81. d84 c85 82. d85 c86 83. d86 c87 84. d87 c88 85. d88 c89 86. d89 c90 87. d90 c91 88. d91 c92 89. d92 c93 90. d93 c94 91. d94 c95 92. d95 c96 93. d96 c97 94. d97 c98 95. d98 c99 96. d99 c100 97. d100 c101 98. d101 c102 99. d102 c103 100. d103 c104 101. d104 c105 102. d105 c106 103. d106 c107 104. d107 c108 105. d108 c109 106. d109 c110 107. d110 c111 108. d111 c112 109. d112 c113 110. d113 c114 111. d114 c115 112. d115 c116 113. d116 c117 114. d117 c118 115. d118 c119 116. d119 c120 117. d120 c121 118. d121 c122 119. d122 c123 120. d123 c124 121. d124 c125 122. d125 c126 123. d126 c127 124. d127 c128 125. d128 c129 126. d129 c130 127. d130 c131 128. d131 c132 129. d132 c133 130. d133 c134 131. d134 c135 132. d135 c136 133. d136 c137 134. d137 c138 135. d138 c139 136. d139 c140 137. d140 c141 138. d141 c142 139. d142 c143 140. d143 c144 141. d144 c145 142. d145 c146 143. d146 c147 144. d147 c148 145. d148 c149 146. d149 c150 147. d150 c151 148. d151 c152 149. d152 c153 150. d153 c154 151. d154 c155 152. d155 c156 153. d156 c157 154. d157 c158 155. d158 c159 156. d159 c160 157. d160 c161 158. d161 c162 159. d162 c163 160. d163 c164 161. d164 c165 162. d165 c166 163. d166 c167 164. d167 c168 165. d168 c169 166. d169 c170 167. d170 c171 168. d171 c172 169. d172 c173 170. d173 c174 171. d174 c175 172. d175 c176 173. d176 c177 174. d177 c178 175. d178 c179 176. d179 c180 177. d180 c181 178. d181 c182 179. d182 c183 180. d183 c184 181. d184 c185 182. d185 c186 183. d186 c187 184. d187 c188 185. d188 c189 186. d189 c190 187. d190 c191 188. d191 c192 189. d192 c193 190. d193 c194 191. d194 c195 192. d195 c196 193. d196 c197 194. d197 c198 195. d198 c199 196. d199 c200 197. d200 c201 198. d201 c202 199. d202 c203 200. d203 c204 201. d204 c205 202. d205 c206 203. d206 c207 204. d207 c208 205. d208 c209 206. d209 c210 207. d210 c211 208. d211 c212 209. d212 c213 210. d213 c214 211. d214 c215 212. d215 c216 213. d216 c217 214. d217 c218 215. d218 c219 216. d219 c220 217. d220 c221 218. d221 c222 219. d222 c223 220. d223 c224 221. d224 c225 222. d225 c226 223. d226 c227 224. d227 c228 225. d228 c229 226. d229 c230 227. d230 c231 228. d231 c232 229. d232 c233 230. d233 c234 231. d234 c235 232. d235 c236 233. d236 c237 234. d237 c238 235. d238 c239 236. d239 c240 237. d240 c241 238. d241 c242 239. d242 c243 240. d243 c244 241. d244 c245 242. d245 c246 243. d246 c247 244. d247 c248 245. d248 c249 246. d249 c250 247. d250 c251 248. d251 c252 249. d252 c253 250. d253 c254 251. d254 c255 252. d255 c256 253. d256 c257 254. d257 c258 255. d258 c259 256. d259 c260 257. d260 c261 258. d261 c262 259. d262 c263 260. d263 c264 261. d264 c265 262. d265 c266 263. d266 c267 264. d267 c268 265. d268 c269 266. d269 c270 267. d270 c271 268. d271 c272 269. d272 c273 270. d273 c274 271. d274 c275 272. d275 c276 273. d276 c277 274. d277 c278 275. d278 c279 276. d279 c280 277. d280 c281 278. d281 c282 279. d282 c283 280. d283 c284 281. d284 c285 282. d285 c286 283. d286 c287 284. d287 c288 285. d288 c289 286. d289 c290 287. d290 c291 288. d291 c292 289. d292 c293 290. d293 c294 291. d294 c295 292. d295 c296 293. d296 c297 294. d297 c298 295. d298 c299 296. d299 c300 297. d300 c301 298. d301 c302 299. d302 c303 300. d303 c304 301. d304 c305 302. d305 c306 303. d306 c307 304. d307 c308 305. d308 c309 306. d309 c310 307. d310 c311 308. d311 c312 309. d312 c313 310. d313 c314 311. d314 c315 312. d315 c316 313. d316 c317 314. d317 c318 315. d318 c319 316. d319 c320 317. d320 c321 318. d321 c322 319. d322 c323 320. d323 c324 321. d324 c325 322. d325 c326 323. d326 c327 324. d327 c328 325. d328 c329 326. d329 c330 327. d330 c331 328. d331 c332 329. d332 c333 330. d333 c334 331. d334 c335 332. d335 c336 333. d336 c337 334. d337 c338 335. d338 c339 336. d339 c340 337. d340 c341 338. d341 c342 339. d342 c343 340. d343 c344 341. d344 c345 342. d345 c346 343. d346 c347 344. d347 c348 345. d348 c349 346. d349 c350 347. d350 c351 348. d351 c352 349. d352 c353 350. d353 c354 351. d354 c355 352. d355 c356 353. d356 c357 354. d357 c358 355. d358 c359 356. d359 c360 357. d360 c361 358. d361 c362 359. d362 c363 360. d363 c364 361. d364 c365 362. d365 c366 363. d366 c367 364. d367 c368 365. d368 c369 366. d369 c370 367. d370 c371 368. d371 c372 369. d372 c373 370. d373 c374 371. d374 c375 372. d375 c376 373. d376 c377 374. d377 c378 375. d378 c379 376. d379 c380 377. d380 c381 378. d381 c382 379. d382 c383 380. d383 c384 381. d384 c385 382. d385 c386 383. d386 c387 384. d387 c388 385. d388 c389 386. d389 c390 387. d390 c391 388. d391 c392 389. d392 c393 390. d393 c394 391. d394 c395 392. d395 c396 393. d396 c397 394. d397 c398 395. d398 c399 396. d399 c400 397. d400 c401 398. d401 c402 399. d402 c403 400. d403 c404 401. d404 c405 402. d405 c406 403. d406 c407 404. d407 c408 405. d408 c409 406. d409 c410 407. d410 c411 408. d411 c412 409. d412 c413 410. d413 c414 411. d414 c415 412. d415 c416 413. d416 c417 414. d417 c418 415. d418 c419 416. d419 c420 417. d420 c421 418. d421 c422 419. d422 c423 420. d423 c424 421. d424 c425 422. d425 c426 423. d426 c427 424. d427 c428 425. d428 c429 426. d429 c430 427. d430 c431 428. d431 c432 429. d432 c433 430. d433 c434 431. d434 c435 432. d435 c436 433. d436 c437 434. d437 c438 435. d438 c439 436. d439 c440 437. d440 c441 438. d441 c442 439. d442 c443 440. d443 c444 441. d444 c445 442. d445 c446 443. d446 c447 444. d447 c448 445. d448 c449 446. d449 c450 447. d450 c451 448. d451 c452 449. d452 c453 450. d453 c454 451. d454 c455 452. d455 c456 453. d456 c457 454. d457 c458 455. d458 c459 456. d459 c460 457. d460 c461 458. d461 c462 459. d462 c463 460. d463 c464 461. d464 c465 462. d465 c466 463. d466 c467 464. d467 c468 465. d468 c469 466. d469 c470 467. d470 c471 468. d471 c472 469. d472 c473 470. d473 c474 471. d474 c475 472. d475 c476 473. d476 c477 474. d477 c478 475. d478 c479 476. d479 c480 477. d480 c481 478. d481 c482 479. d482 c483 480. d483 c484 481. d484 c485 482. d485 c486 483. d486 c487 484. d487 c488 485. d488 c489 486. d489 c490 487. d490 c491 488. d491 c492 489. d492 c493 490. d493 c494 491. d494 c495 492. d495 c496 493. d496 c497 494. d497 c498 495. d498 c499 496. d499 c500 497. d500 c501 498. d501 c502 499. d502 c503 500. d503 c504 501. d504 c505 502. d505 c506 503. d506 c507 504. d507 c508 505. d508 c509 506. d509 c510 507. d510 c511 508. d511 c512 509. d512 c513 510. d513 c514 511. d514 c515 512. d515 c516 513. d516 c517 514. d517 c518 515. d518 c519 516. d519 c520 517. d520 c521 518. d521 c522 519. d522 c523 520. d523 c524 521. d524 c525 522. d525 c526 523. d526 c527 524. d527 c528 525. d528 c529 526. d529 c530 527. d530 c531 528. d531 c532 529. d532 c533 530. d533 c534 531. d534 c535 532. d535 c536 533. d536 c537 534. d537 c538 535. d538 c539 536. d539 c540 537. d540 c541 538. d541 c542 539. d542 c543 540. d543 c544 541. d544 c545 542. d545 c546 543. d546 c547 544. d547 c548 545. d548 c549 546. d549 c550 547. d550 c551 548. d551 c552 549. d552 c553 550. d553 c554 551. d554 c555 552. d555 c556 553. d556 c557 554. d557 c558 555. d558 c559 556. d559 c560 557. d560 c561 558. d561 c562 559. d562 c563 560. d563 c564 561. d564 c565 562. d565 c566 563. d566 c567 564. d567 c568 565. d568 c569 566. d569 c570 567. d570 c571 568. d571 c572 569. d572 c573 570. d573 c574 571. d574 c575 572. d575 c576 573. d576 c577 574. d577 c578 575. d578 c579 576. d579 c580 577. d580 c581 578. d581 c582 579. d582 c583 580. d583 c584 581. d584 c585 582. d585 c586 583. d586 c587 584. d587 c588 585. d588 c589 586. d589 c590 587. d590 c591 588. d591 c592 589. d592 c593 590. d593 c594 591. d594 c595 592. d595 c596 593. d596 c597 594. d597 c598 595. d598 c599 596. d599 c600 597. d600 c601 598. d601 c602 599. d602 c603 600. d603 c604 601. d604 c605 602. d605 c606 603. d606 c607 604. d607 c608 605. d608 c609 606. d609 c610 607. d610 c611 608. d611 c612 609. d612 c613 610. d613 c614 611. d614 c615 612. d615 c616 613. d616 c617 614. d617 c618 615. d618 c619 616. d619 c620 617. d620 c621 618. d621 c622 619. d622 c623 620. d623 c624 621. d624 c625 622. d625 c626 623. d626 c627 624. d627 c628 625. d628 c629 626. d629 c630 627. d630 c631 628. d631 c632 629. d632 c633 630. d633 c634 631. d634 c635 632. d635 c636 633. d636 c637 634. d637 c638 635. d638 c639 636. d639 c640 637. d640 c641 638. d641 c642 639. d642 c643 640. d643 c644 641. d644 c645 642. d645 c646 643. d646 c647 644. d647 c648 645. d648 c649 646. d649 c650 647. d650 c651 648. d651 c652 649. d652 c653 650. d653 c654 651. d654 c655 652. d655 c656 653. d656 c657 654. d657 c658 655. d658 c659 656. d659 c660 657. d660 c661 658. d661 c662 659. d662 c663 660. d663 c664 661. d664 c665 662. d665 c666 663. d666 c667 664. d667 c668 665. d668 c669 666. d669 c670 667. d670 c671 668. d671 c672 669. d672 c673 670. d673 c674 671. d674 c675 672. d675 c676 673. d676 c677 674. d677 c678 675. d678 c679 676. d679 c680 677. d680 c681 678. d681 c682 679. d682 c683 680. d683 c684 681. d684 c685 682. d685 c686 683. d686 c687 684. d687 c688 685. d688 c689 686. d689 c690 687. d690 c691 688. d691 c692 689. d692 c693 690. d693 c694 691. d694 c695 692. d695 c696 693. d696 c697 694. d697 c698 695. d698 c699 696. d699 c700 697. d700 c701 698. d701 c702 699. d702 c703 700. d703 c704 701. d704 c705 702. d705 c706 703. d706 c707 704. d707 c708 705. d708 c709 706. d709 c710 707. d710 c711 708. d711 c712 709. d712 c713 710. d713 c714 711. d714 c715 712. d715 c716 713. d716 c717 714. d717 c718 715. d718 c719 716. d719 c720 717. d720 c721 718. d721 c722 719. d722 c723 720. d723 c724 721. d724 c725 722. d725 c726 723. d726 c727 724. d727 c728 725. d728 c729 726. d729 c730 727. d730 c731 728. d731 c732 729. d732 c733 730. d733 c734 731. d734 c735 732. d735 c736 733. d736 c737 734. d737 c738 735. d738 c739 736. d739 c740 737. d740 c741 738. d741 c742 739. d742 c743 740. d743 c744 741. d744 c745 742. d745 c746 743. d746 c747 744. d747 c748 745. d748 c749 746. d749 c750 747. d750 c751 748. d751 c752 749. d752 c753 750. d753 c754 751. d754 c755 752. d755 c756 753. d756 c757 754. d757 c758 755. d758 c759 756. d759 c760 757. d760 c761 758. d761 c762 759. d762 c763 760. d763 c764 761. d764 c765 762. d765 c766 763. d766 c767 764. d767 c768 765. d768 c769 766. d769 c770 767. d770 c771 768. d771 c772 769. d772 c773 770. d773 c774 771. d774 c775 772. d775 c776 773. d776 c777 774. d777 c778 775. d778 c779 776. d779 c780 777. d780 c781 778. d781 c782 779. d782 c783 780. d783 c784 781. d784 c785 782. d785 c786 783. d786 c787 784. d787 c788 785. d788 c789 786. d789 c790 787. d790 c791 788. d791 c792 789. d792 c793 790. d793 c794 791. d794 c795 792. d795 c796 793. d796 c797 794. d797 c798 795. d798 c799 796. d799 c800 797. d800 c801 798. d801 c802 799. d802 c803 800. d803 c804 801. d804 c805 802. d805 c806 803. d806 c807 804. d807 c808 805. d808 c809 806. d809 c810 807. d810 c811 808. d811 c812 809. d812 c813 810. d813 c814 811. d814 c815 812. d815 c816 813. d816 c817 814. d817 c818 815. d818 c819 816. d819 c820 817. d820 c821 818. d821 c822 819. d822 c823 820. d823 c824 821. d824 c825 822. d825 c826 823. d826 c827 824. d827 c828 825. d828 c829 826. d829 c830 827. d830 c831 828. d831 c832 829. d832 c833 830. d833 c834 831. d834 c835 832. d835 c836 833. d836 c837 834. d837 c838 835. d838 c839 836. d839 c840 837. d840 c841 838. d841 c842 839. d842 c843 840. d843 c844 841. d844 c845 842. d845 c846 843. d846 c847 844. d847 c848 845. d848 c849 846. d849 c850 847. d850 c851 848. d851 c852 849. d852 c853 850. d853 c854 851. d854 c855 852. d855 c856 853. d856 c857 854. d857 c858 855. d858 c859 856. d859 c860 857. d860 c861 858. d861 c862 859. d862 c863 860. d863 c864 861. d864 c865 862. d865 c866 863. d866 c867 864. d867 c868 865. d868 c869 866. d869 c870 867. d870 c871 868. d871 c872 869. d872 c873 870. d873 c874 871. d874 c875 872. d875 c876 873. d876 c877 874. d877 c878 875. d878 c879 876. d879 c880 877. d880 c881 878. d881 c882 879. d882 c883 880. d883 c884 881. d884 c885 882. d885 c886 883. d886 c887 884. d887 c888 885. d888 c889 886. d889 c890 887. d890 c891 888. d891 c892 889. d892 c893 890. d893 c894 891. d894 c895 892. d895 c896 893. d896 c897 894. d897 c898 895. d898 c899 896. d899 c900 897. d900 c901 898. d901 c902 899. d902 c903 900. d903 c904 901. d904 c905 902. d905 c906 903. d906 c907 904. d907 c908 905. d908 c909 906. d909 c910 907. d910 c911 908. d911 c912 909. d912 c913 910. d913 c914 911. d914 c915 912. d915 c916 913. d916 c917 914. d917 c918 915. d918 c919 916. d919 c920 917. d920 c921 918. d921 c922 919. d922 c923 920. d923 c924 921. d924 c925 922. d925 c926 923. d926 c927 924. d927 c928 925. d928 c929 926. d929 c930 927. d930 c931 928. d931 c932 929. d932 c933 930. d933 c934 931. d934 c935 932. d935 c936 933. d936 c937 934. d937 c938 935. d9

A AVIGNON

Les lumières d'une nuit d'été

JACQUES LONGHAMPT.

Cristine Combe rythme des onomatopées, qui entraînent les musiciens. Ils se débarrassent de leur déguisement. Elle chante des paroles prétentieusement poétiques sur des mélodies prétentieusement distinguées, qui effleurent le rock, le cabaret allemand, la variété américaine, avec des bruits intégrés et amplifiés. A la fin, Cristine Combe prend des brassées de pellicules, en fait des bouquets, des fils d'Ariane, image qui n'est pas sans rappeler la fin

leur spectacle serait minable ou odieux. La force professionnelle, c'est presque une surprise chez années à Avignon. Le tins, jusqu'au 2 août; Christine

COLETTE GODARD.

★ Willem Breuker, aux Célestins jusqu'au 2 août; Christine Comas et l'Oratoire, jusqu'au 3 août.

« Jennifer Muller qui a ouvert le cycle des soirées de danses originelles avec un extrait de "Beach", hymne à la mer et au soleil. Le public a subi de plein fouet le choc d'une technique impressionnante : souplesse, force, vélocité, invention gestuelle débordante ; les entrées désinvoltes des danseurs lancés en pleine trajectoire comme des poignées de cailloux, s'ébattant dans l'espace comme des oiseaux à contre-vent ou se laissant couler à pic dans des courants rapides.

« Speeds » pousse à l'extrême la virtuosité. Ce ne sont que changements de figures, de rythmes, des invasions dans un style étonnamment burlesque, dans des genres, des vagues de ronde, unénime, ap-

Ingres à Montauban

des quatre mille remises, palnes pas
de la messe, de la messe, de la messe
musée de Montauban. Tout ingre
est là. L'art et l'homme, sa recherche
inquiète et infatigable pour intégrer
ce qui flotte dans sa mémoire.

Le tableau central de cette expo
sition, qui illustre bien Ingres et
l'ingrisme, *« Je Vaux de Louis XII »*
est d'abord un magistral dessin. Au
l'époque, on avait parlé de passer à
l'huile, mais l'ingrisme n'est pas un
d'Ingres, chez qui on ne sent pas
le travail de la main. L'œuvre sem
ble à première vue une étrange
machine académico-religieuse. Sur
d'abord examiné ce tableau du
regard qu'il a posé sur l'Anglais,
Millet, il y aurait trouvé un monde
transgressif secret. Une vierge sur
yeux baissées, à l'expression inco
teine, mi-religieuse, mi-charnelle
enfermée d'une accolade luscive
entourée d'anges et d'anges
vénus qui, à l'époque, dissimula
le sexe — a été retirée. A sa
sainte, le roi à genoux. Le seigneur

Ingres veut faire quelque chose de moderne, non pas grec ou romain, mais justement dans l'esprit du temps. Un intérieur de bain turc comme en relataient les voyageurs, un lieu clos avec une nuée de femmes nues, il fouille dans ses cartons et trouve un ancien nu assis. Il a trois bras. C'est Mme Ingres, la première, bien repeinte, dont la pose est stupéfiante avec un bras droit

JACQUES MICHEL
 * Ingres, par Daniel Ternois, 191 p., 198 F., chez Nathan éditeur, nombreux
 Illustrations en couleurs, 191 p.

CINÉMA

Cette petite femme brune
yeux ardents et douloureux
lui mangeaient le visage
été aussi l'interprète de
Gremillon (la Petite Lise, 1911)
et de Jean Renoir : la bis-
seuse Estelle séduite par J.
Berry, dans le *Crime de M. L.*
(1930) et Louise, la fille

[illegible]

١٥٥ من ١١٥

A PROPOS DE...
UNE INITIATIVE DES P.T.T.

Annuaire gadgets

L'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (AFUTT) lance auprès des usagers une enquête sur les annuaires téléphoniques dans la perspective, notamment, d'une généralisation de « l'annuaire électronique ». Le sujet est important.

Dès l'année prochaine les 250 000 abonnés au téléphone de l'Île-de-France seront équipés d'un sorte de petit appareil de télévision dressé sur un clavier : l'annuaire électronique. Pour obtenir le renseignement qu'ils recherchent, ils appuieront sur les touches du clavier, leurs demandes à la banque d'information à laquelle sera relié l'appareil et attendront que la réponse apparaisse sur l'écran.

Les avantages de l'annuaire électronique ont été souvent vantés par l'administration : moins de manipulations pour l'usager auquel on peut donner des informations régulièrement tenues à jour ; suppression pour le P.T.T. des charges qu'imposait la fabrication et la distribution (et, plus récemment, la récupération) de volumes énormes.

« Conséquence : chaque année 400 000 tonnes de papier achetées avec des devises étrangères et sont parfois dépassées au moment où ils sont publiés. La technique employée pour la fabrication des annuaires électroniques est connue et très fiable ; elle pourrait être exportée et, dans le cas précis, la proximité du centre de télécommunications, parfaitement bien équipé de réseaux, permettrait de suivre de très près l'évolution de la demande dans le département qu'il dessert.

Ce que l'administration ne dit pas, mais que vont commencer à constater les usagers, c'est que ce nouveau gadget n'est peut-être pas indispensable et ne sera pas gratuit.

Les annuaires en papier nous coûtent cher — 400 millions par an — et les usagers n'en sont pas satisfaits, estiment les P.T.T. L'A.F.U.T.T. montre comment à son avis s'explique cette situation. Dans la plupart des autres pays du monde, les annuaires rapportent de l'argent à ceux qui les fabriquent et comportent, souvent, plus de renseignements que les nôtres. En Espagne, par exemple, leur exploitation est une des activités les plus rentables : de la Compagnie Telefonica Nacional, grâce, notamment, aux nombreuses insertions publicitaires qu'ils comportent. En France, soit l'A.F.U.T.T. dans son dernier bulletin d'information, « l'établissement et la distribution des annuaires se heurtent au carcan des quatre monopoles : celui de la direction générale des télécommunications pour l'établissement des listes, celui de l'office d'annonces pour la vente des insertions publicitaires, celui de l'imprimerie nationale pour leur impression et celui des postes pour leur distribution ». Sait-on que les camions postaux doivent transporter à grands frais des milliers de tonnes d'annuaires d'un bout à l'autre du pays entre les centres d'impression, pour le plupart situés dans la région parisienne — centralisation obligée, — et les lieux de distribution.

La situation de monopole dont jouissent les P.T.T. facilite dans ce cas l'opération qui aura quelques retombées annexes du genre de celle-ci. L'impression des annuaires représente 40 % du chiffre d'affaires de l'imprimerie nationale. Douleur chronique de conversion en perspective. Mais tels sont les détours de notre société de consommation, qui est en réalité une société de production, c'est-à-dire dirigée par des producteurs — créent la demande pour avoir l'occasion de la satisfaire.

J.-F. SIMON.
* AFUTT, B.P. n° 1, Marais-la-Coquette, tél. 741-09-11.

URBANISME

Démolition de l'université de Vincennes

Le permis de démolir les bâtiments de l'université de Vincennes (Paris-VIII) a été délivré le 29 juillet dernier par le maire de Paris (Le Monde du 20 juillet). Le recteur précise que les opérations de démolition devaient commencer « à la fin du mois d'août ou au début du mois de septembre ».

M. François Collet, adjoint au maire de Paris, a indiqué que les 25 000 mètres carrés de bâtiments provisoires pourront être réutilisés. Les 4 000 mètres carrés de bâtiment en dur seront démolis.

« Les communistes et l'avenir de Paris. — Les élus du groupe communiste au Conseil de Paris estiment que les intentions « éhémères » du président de la République au cours de la réunion de travail du 17 juillet sur l'avenir de l'Île-de-France comportent pour Paris « une double menace » : « Justifier le déclin de la vie économique et la détérioration sociologique de Paris et vider la capitale de sa seule fonction centralisatrice. »

TOURISME

DANS L'IMPOSSIBILITÉ DE RÉSISTER A LA RUÉE DES VACANCIERS

La municipalité d'Esparron-de-Verdon démissionne

Dix des onze conseillers municipaux du village d'Esparron-de-Verdon dans les Alpes-de-Haute-Provence, dont le maire, M. Jean Conjolin (divers gauche) ont démissionné, pour protester notamment, contre le déséquilibre existant, selon eux, entre la population sédentaire et les touristes. Cette démission fait suite, explicitement, aux démissionnaires dans une lettre adressée au préfet du département, aux violentes incidents qui s'étaient produits à Esparron-de-Verdon dans la nuit du 30 au 31 juillet et entre les campeurs et des jeunes gens de la région. Vingt-quatre de ces derniers, âgés de dix-sept à vingt-

quatre ans, avaient lancé un véritable « raid » contre des touristes, en majorité des étrangers, installés sur l'un des terrains de camping municipal, endommageant tentes et véhicules (Le Monde du 27-28 juillet).

Parlant des « lenteurs administratives » qui freinent les travaux des élus locaux, les démissionnaires ajoutent : « Si de ce qui concerne le camping sauvage, il semble que l'on reproche à la commune de ne pas avoir organisé l'accueil, à l'Esparron — cent quatre habitants — compte au total mille six cents places de camping, le maire souligne qu'en prenant en compte

les campeurs sauvages et les touristes à la journée, la population du village atteint certains jours trois mille personnes. Il affirme qu'il n'est pas « contre le tourisme, à condition que la population locale en ait l'entière maîtrise, et qu'il ne mène pas à la destruction de la personnalité » du village, le conseil municipal démissionnaire ajoute : « L'activité agricole doit rester la base principale de la vie communale et elle est le meilleur moyen de préserver ce qui reste encore de notre patrimoine culturel et moral. »

Notre correspondant à Digne ajoute ce commentaire : en son temps, on avait baptisé le lac de

Sainte-Croix-du-Verdon l'« eau de Javel », du nom du conseiller général, actuellement sénateur des Alpes-de-Haute-Provence, M. Maxime Javelly (P.S.), qui avait beaucoup œuvré pour sa réalisation. Depuis, le lac a perdu sa pureté d'antan. La preuve en est les nombreuses maladies intestinales qui se sont déclarées l'année dernière, sur ses rives, dans les camps sauvages.

Plusieurs municipalités se sont inquiétées de cette question et ont demandé, comme celle de Montier-Sainte-Marie par exemple, que des structures d'accueil correspondant aux besoins, soient organisées.

INCIDENTS A CAP-D'AIL

Le peuple opprimé des nudistes...

De notre correspondant

Nice. — L'opération anti-nudistes menée le 30 juillet par plusieurs brigades de gendarmes à Cap-d'Ail (Alpes-Maritimes) et au cours de laquelle quinze personnes ont été interpellées, a suscité, après la stupéfaction, la colère des habitants de la Côte d'Azur. Elle semble, en revanche, avoir donné satisfaction aux « textiles » (c'est-à-dire les personnes qui portent des maillots) et à certains propriétaires de villas qui ont vu sur la plage des Pissarelles et dont les réclamations sont à l'origine de la démarche.

Depuis plusieurs années pourtant le naturisme était toléré sur cette bande latérale de quelque 35 mètres de long, la seule dans le département à accueillir quasi officiellement les nudistes (1).

Selon un porte-parole des nudistes, cette déclaration de guerre des autorités préfectorales est « loin de nous décourager. Elle nous fait prendre conscience de notre existence en tant que minorité opprimée ». Pour un autre, s'il est exact que les nudistes prennent de plus en plus d'importance c'est qu'ils sont de plus en plus nombreux, notamment parmi les jeunes qui ne supportent plus « l'hypocrisie du maillot ».

De fait, confirme un naturiste d'Exe-sur-Mer, « nous sommes plusieurs centaines à nous enfoncer parfois le dimanche sur cette plage ; c'est devenu invivable ; on nous parle comme des bestiaux, nous sommes des citoyens à part entière et ils réclament le droit à la nudité ».

P.T.T.

A Yaoundé

UNE CINQUANTAINE DE PAYS AFRICAINS DÉCIDENT DE PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Yaoundé (A.F.P.). — La conférence sur les politiques de la communication en Afrique, réunie à Yaoundé, a adopté le 30 juillet un certain nombre de recommandations en vue de « préparer l'avènement du nouvel ordre de l'information sur le continent ».

Les délégués de près de cinquante pays représentés à « Africom 80 », organisée par l'UNESCO, ont décidé de mettre en place dans les plus brefs délais l'Agence Panafricaine d'Information (PANA) et ont recommandé la création d'un fonds africain pour la promotion de la culture et le développement de la communication et de l'information.

En même temps, les délégués demandent à chaque État d'accorder une priorité aux infrastructures de télécommunication entre les États pour faciliter la circulation de la communication. Dans cette perspective, ils demandent à l'UNESCO et à l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) de créer ou de renforcer l'implantation d'industries de télécommunication sur le continent africain.

Quant aux rumeurs selon lesquelles des incidents aient eu lieu entre nudistes et « textiles » et des films pornographiques auraient même été tournés sur les lieux, elles sont catégoriquement démenties par les naturistes qui soulignent que l'ambiance de la plage des Pissarelles est essentiellement familiale.

Pour le préfet des Alpes-Maritimes, le naturisme ne peut se concevoir, par définition, que dans la nature. Une réglementation très stricte a été mise en place à ce sujet en 1978, qui reprend l'ensemble des dispositions antérieures. Il s'agit donc de faire respecter la loi. « Je ne suis pas contre le naturisme », a déclaré M. Pierre Lambertin, mais il doit se pratiquer ailleurs, dans la nature. »

MICHEL VIVES.

(1) Dans le Var, département voisin, plusieurs kilomètres de plage sont par contre ouverts aux nudistes.

TRANSPORTS

Deux navires bloqués depuis un mois au Havre et à Marseille

Marins sans solde

De notre envoyé spécial

Le Havre. — Préoccupante jusqu'à ces derniers jours, la situation est devenue franchement inquiétante et même grave, pour les équipages du Marabout et du Belouga, deux navires bloqués, depuis un mois, à quel, le premier au Havre, le second à Marseille. Les vivres et le diesel viennent à manquer ; les marins et officiers n'ont toujours pas reçu leurs soldes tandis que, dans les milieux parisiens, les dirigeants de la Compagnie de navigation maritime, le syndicat (car la société a été mise en règlement judiciaire), les avocats et les fonctionnaires de la marine marchande jouent un théâtre d'ombres, selon l'expression d'un syndicaliste havrais.

« Depuis ce jeudi matin 31 juillet, nous n'avons plus une goutte de diesel-oil. Plus d'électricité. Impossible de se raser et de faire fonctionner les toilettes. On est dans le noir : le plus grave c'est que la sécurité n'est plus assurée. Plus de jour, donc plus possible de faire fonctionner les truelles, d'actionner les pompes. Un début d'incendie ? Ce serait dramatique », tonne de ce côté du commandement le commandant Francis Beaulieu, originaire de Ploubalay, dans les Côtes-du-Nord. Dans sa cabine, décorée d'un planisphère et d'un tableau représentant une corvette signée Picasso, le téléphone blanc reste muet. « Plus rien ne marche sauf la pendule car elle est sur accumulateur. Ce matin encore, les gendarmes maritimes sont venus constater par procès-verbal que le navire était paralysé. Nous avons de la viande pour une semaine encore, mais comme les frigo sont arrêtés, demain, elle sera bonne à jeter par-dessus le bord. Regardez ce papier vert officiel, il contient des injonctions données par l'administration des affaires maritimes à la compagnie, mais ces ordres restent lettre morte. Tout le monde se frotte de nous sort comme de celui de nos collègues du Belouga à Marseille — cent vingt personnes en tout, — sauf les responsables des syndicats. »

Il en a lourd sur le cœur, le « tonitru » Beaulieu, mais il tient le coup avec le chef mécanicien André Le Guillard et dix-sept autres hommes d'équipage restés à bord. Le second capitaine, lui, a dû débarquer pour cause de début de dépression nerveuse. Les pelles de mal, de juin, de juillet se sont toutes jours arrivées et celle d'août n'a été versée qu'à 80 %. Vingt-sept ans de bons et loyaux services à

la Frutière, voilà les titres du commandant Beaulieu. « Finir comme ça c'est à vous dégoûter. Un bateau construit en 1969 avec 10 000 mètres cubes de cales réfrigérées, qui marche comme une horloge et qui pourrait durer encore dix ans, bien entretenir ! ». Les Chargeurs réunis, qui l'ont affrété pendant onze ans pour le transport de bananes, de fruits et d'agrumes d'Afrique ou du Maroc vers l'Europe, se sont toujours félicités de ses performances et des bonnes conditions de conservation et d'acheminement des marchandises.

Ce que réclament les marins, puisque la Compagnie frutière a mis la clé sous la porte (1), c'est le versement des salaires et des indemnités de licenciement. « Il faut tirer le trait. Car ils n'ont sûrement pas le droit de nous faire payer nos salaires et nos indemnités de licenciement », dit le commandant Beaulieu. Les équipages de la Frutière, qui se sont vu verser des salaires et des indemnités de licenciement, ont refusé de signer un document qui leur faisait accepter la situation.

La long du quai des Antilles, dressant sa poupe trapue et orangée sur les eaux huileuses du bassin où l'on relâche les navires endommagés ou gênés, le Marabout n'est qu'un cadavre de bateau, dit avec amertume un responsable syndical, « mais ses armateurs jouissent d'une impunité totale ». Propos qui rejoignent d'ailleurs ceux qu'on entend à Paris à la direction générale de la marine marchande : « Nous adressons mise en demeure sur mise en demeure à l'armement, mais il n'exécute pas nos injonctions et change ses projets tous les jours. Les infractions seront pourtant transmises au parquet, mais l'arsenal législatif et réglementaire sur lequel peut s'appuyer l'administration est très mince. »

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Un responsable de la Compagnie frutière, que nous avons interrogé, a déclaré, nous a affirmé que les équipages étaient mécontentement révoqués un chaque représentant le paiement des salaires. D'autre part, la Compagnie nouvelle d'armement, qui n'a pas de biens financiers avec la Frutière, se propose de reprendre le fonds de commerce et de rembourser les équipages qui le souhaitent, à ajouté le responsable.

Trop de campeurs pas assez de terrains

Des dizaines de milliers de campeurs sauvages dans les gorges du Verdon et en Bretagne, des vacanciers qui portent plainte pour publicité mensongère à Argelès-sur-Mer dans les Pyrénées-Orientales, des propriétaires de terrains à Saint-Gilles-de-Rhuys, dans le Morbihan, qui protestent après s'être vu interdire l'installation de leur caravane. Les escarmouches et les conflits qui éclatent un peu partout en France soulignent cette année plus que les autres, les difficultés aiguës que rencontrent les responsables de terrains de camping, hôteliers de plein air.

Quelques chiffres aident à comprendre cette situation. La capacité d'accueil des terrains a augmenté (1,4 million de places en 1975, 1,8 million aujourd'hui) mais moins vite que la demande : 8 millions de campeurs sont attendus en 1980, parmi lesquels 1,5 million d'étrangers ; ils n'étaient que 7,5 millions l'an dernier.

Autre explication : les terrains ne sont pas toujours placés là où les usagers souhaiteraient les trouver, c'est-à-dire essentiellement sur le littoral. Des campings sont déserts dans certaines régions alors qu'à quelques kilomètres de là les campeurs s'entassent sans autorisation ni équipement à proximité des plages.

Plus profondément, la clientèle touristique s'est beaucoup modifiée au cours des dernières années. Les caravanes sont devenues plus confortables, mieux aménagées, plus pratiques. Le prix des résidences secondaires a, lui, augmenté de façon spectaculaire et les vacances à l'hôtel ou dans les locations pleines de plus en plus lourdes dans les budgets familiaux.

Toutes ces raisons expliquent le succès de l'hôtellerie de plein air, mode de vacances choisi, à en croire les statistiques, par un Français sur quatre. Fait nouveau : certains, pour éviter d'avoir à tirer chaque été leur caravane, ont préféré l'installer à demeure sur les lieux de leurs vacances.

Parallèlement, il est devenu de plus en plus difficile d'installer de nouveaux terrains de camping et de caravanning ou d'étendre ceux qui existent. « De multiples barrières : les plans d'occupation des sols, les circulaires du ministère de l'environnement, les obligations de respecter certaines normes à proximité des monuments historiques, ne nous permettent pratiquement plus de créer de nouveaux terrains ; et nous rencontrons les plus difficiles à étendre les équipements existants », explique Jean Gassier, président de la Fédération de l'hôtellerie de plein air. Nous aboutissons donc à cette situation malheureuse : les usagers sous-loyent leur propre emplacement à leurs voisins afin d'alléger leurs propres frais.

Tout le monde semble d'accord : la Fédération française de camping, l'association Française de Travail, qui engage une vaste campagne sur ce thème, et les professionnels. « Il faut doubler le nombre de places de camping », le secrétariat d'État au tourisme se dit conscient de la « pénurie », et le ministère de l'environnement tente par un texte qui sera présenté au début du mois d'août de réglementer le stationnement des caravanes qui se fixent au même endroit pour une année. La Fédération de l'hôtellerie de plein air demande, pour elle, un assouplissement des procédures. « Nous n'attendons pas de mesures spectaculaires et onéreuses, explique son porte-parole, mais des décisions qui réduisent l'obstacle à l'usage des propriétaires de terrains en permettant par exemple certaines extensions. »

Le camping, contrairement à certains grands équipements de vacances et de loisir, n'implique pas de constructions lourdes, difficiles à supprimer ou à déplacer. Sous le feu croisé des réglementations édictées devant la multiplication des zones à protéger, il est impossible aujourd'hui de répondre à une demande croissante qui risque de devenir pressante, voire colérique. Il est vrai que, face à ces campeurs et à ces caravanners de plus en plus nombreux et parfois maladroits, les « indigènes » manifestent une circonspection grandissante.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

« Les difficultés de British Airways. — La compagnie aérienne britannique British Airways avait, en 1976, réalisé un bénéfice de 90 millions de livres ; ce bénéfice est tombé à 20 millions en 1979. Le président,

M. Russ Stalton, vient d'indiquer, à cause de l'accroissement constant des frais d'exploitation et de la récession économique mondiale, qu'aucune amélioration de la situation ne peut être espérée dans les mois à venir ; à l'inverse, de nouvelles compressions de personnel et des réductions de dépenses sont envisagées.

LOTTO

Les bulletins d'abonnements

SIMPLE ou MULTIPLE

vous permettent de participer à

5

tirages consécutifs

ÉTRANGER

SELON LA B.R.I.

Forte diminution des prêts bancaires aux pays en voie de développement

Trois faits ont marqué, selon la B.R.I. (Banque des règlements internationaux) l'évolution de l'activité bancaire internationale au premier trimestre de 1980 : poursuite de la vive expansion du total réel des crédits ; importance inhabituelle des opérations en monnaies autres que le dollar ; net ralentissement des octrois de nouveaux crédits aux pays extérieurs à la zone déclinante et, dans le même temps, progression des prêts à l'intérieur de cette zone.

En ce qui concerne le premier point, signalons que les statistiques publiées par la B.R.I. sur la base des informations communiquées par les « banques déclarantes » de douze pays européens, ne sont pas toujours très faciles à interpréter. D'un côté, les avoirs de ces banques libellés en monnaie étrangère ne se sont accrus que de 6,5 milliards de dollars, tandis que leurs engagements augmentaient de 16,8 milliards seulement. Mais il faut tenir compte, dit la B.R.I., de la forte revalorisation du dollar pendant la période. Sur la base de cours de change constant (à fin mars), la progression est respectivement de 44 et de 52 milliards, comparable aux chiffres du dernier trimestre de 1979.

La répartition par monnaies de la progression notée au premier trimestre s'est fortement ressentie de la vive hausse du dollar. Apparemment, l'augmentation de 44 milliards de dollars du montant global des avoirs extérieurs des banques (après correction de l'incidence des variations de change) a porté à concurrence de près de 80 % sur des monnaies autres que le dollar, notamment le deutschemark et franc suisse, la part du dollar ayant été bien inférieure à sa moyenne tendancielle.

Un côté des engagements des banques, on note que 30 % seulement de l'augmentation des dépôts de l'O.P.E.P. semble avoir été libellés en dollars. Les pays exportateurs de pétrole ont réduit, note le rapport leur endettement vis-à-vis des banques.

Les prêts de banques de la zone déclinante (l'Europe occidentale) aux pays extérieurs ont augmenté beaucoup moins vite que précédemment : plus 4 milliards au lieu de plus 30 milliards au quatrième trimestre de 1979. Les créances sur les pays de l'O.P.E.P. ont diminué (à cause, surtout, de l'Iran), tandis que les nouveaux prêts aux pays en voie de développement non pétroliers sont revenus de 13,2 milliards à 4 milliards. Quant aux crédits aux pays de l'Europe de l'Est, leur progression a été presque nulle.

CONJONCTURE

L'épargne et le budget

(Suite de la première page.)

Par ailleurs, à partir de 1980, les pouvoirs publics ont volontairement incité l'épargne à se diriger vers les placements à long terme, notamment les obligations dont la rémunération a été portée à des niveaux jamais atteints en France, même en 1974 et 1976 lorsque le taux d'inflation dépassait 15 %. Depuis six mois, il a été émis des emprunts d'État à 12 et 13 %, et des emprunts ordinaires à 14,50 %.

Le résultat a été un transfert massif de l'épargne disponible vers ce type de placement, les émissions d'obligations ayant balayé tous les records, avec 70 milliards de francs au 1^{er} août 1980, et probablement 90 à 95 milliards de francs, peut-être 100 milliards de francs pour le début 1981, selon les prévisions. Cette augmentation de 40 à 50 %. Enfin, il a été relevé une augmentation de 40 à 50 %.

Enfin, il a été relevé une augmentation de 40 à 50 % des sommes placées à taux libre sur les comptes à terme des banques (plus de 100 000 F) qui rapportent 12 à 13 % avant impôt contre 7,5 % pour les comptes d'épargne et les comptes sur livrets.

Compte tenu de ce transfert, notamment vers les obligations, qui a constitué une véritable révolution dans les habitudes françaises, le taux d'épargne des ménages a certes, fléchi, mais beaucoup moins que le laisserait supposer l'écroulement de la collecte dans les caisses : sur les derniers mois, il revenait de

17,5 % en 1979 à 15 % en 1980, environ, ce qui marque un recul, comme dans tous les pays du monde, mais relativement modéré.

Dans ces conditions, une remontée de la collecte nette dans les caisses de la B.C.P. à la deuxième quinzaine de juillet et ceux des mois suivants le confirmerait, et de conséquences. Elle indiquerait que les ménages seraient moins enclins à effectuer des achats d'anticipation et ralentiraient leurs investissements, notamment dans la construction : selon certaines analyses, une partie de la chute de la collecte serait due à l'augmentation de l'apport personnel des ménages pour leurs investissements immobiliers afin de compenser le durcissement de l'encadrement des crédits.

Une inversion de la tendance donnerait à penser qu'en raison de la hausse des prix de la construction, un certain écart serait donné à ces investissements. Elle serait, également, à rapprocher de la diminution des achats d'automobiles et de biens durables, relevée un peu partout. En fait, les ménages reviendraient à un comportement classique, à savoir reconstruire une épargne de précaution, la peur de l'inflation ayant jusqu'à présent, masqué et compensé ses effets. Ce d'autant plus que le laisser-aller de la rentrée, la consommation risquant de faire les frais d'une telle attitude.

Deux priorités : défense et recherche

Le projet de budget pour 1981 sera soumis au conseil des ministres dès les premiers jours de septembre. Il ne reste donc plus que deux ou trois semaines pour arrêter les dernières dispositions, notamment en ce qui concerne l'équilibre fiscal, ayant promis de freiner à la fois le rythme des dépenses et le montant du déficit budgétaire, les pouvoirs publics se doivent d'appliquer de stabiliser la pression des prélèvements obligatoires.

Le premier ministre a confirmé officiellement à la télévision, le 7 juillet, le retrait du point de cotisation supplémentaire mis à la charge des salariés. Cet allègement relatif des cotisations sociales sera-t-il accompagné d'un relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu (1) ? Cette mesure, dont on ne peut nier qu'elle flatterait la sensibilité du contribuable, ne sera définitivement examinée qu'à la fin de ce mois. Mais on ne peut oublier les promesses faites en ce sens par le chef de l'État lui-même, le 6 février, auprès du secrétaire général de la C.G.C. Non qu'il faille s'attendre à une indexation intégrale sur le coût de la vie, mais certaines tranches pourraient se voir allégées plus qu'elles ne l'ont été jusqu'à maintenant. Dans le budget de 1980, les tranches les plus basses ont été majorées de 8 %, et les tranches les plus hautes de 4 % ou même de 5 %, alors que le taux de la « pause fiscale » a atteint 11,8 % en 1979.

En dehors de cette mesure qui continuerait à faire du budget de 1981 un « bon budget », à la veille des élections présidentielles — la modification des dépenses est un objectif qui a été réaffirmé le 4 juin, en conseil des ministres. Le souci du gouvernement de modérer la part des dépenses des

administrations publiques, tient au fait que celle-ci est passée, par rapport au P.R.P. de 33,5 % en 1969 à 43 % en 1979. Cette tendance à la « socialisation » inquiète justement le président de la République et le premier ministre, qui entendent se lancer dans un important programme d'économies budgétaires. Ce faisant, ils s'aligneront à l'expérience précédente du déficit qu'ils souhaitent voir ramené à un niveau inférieur à celui du budget initial de 1980.

Au chapitre des dépenses, les priorités essentielles restent la défense et la recherche, ainsi que l'application de la loi d'orientation agricole. De même, le budget doit-il comprendre un dispositif « aide à l'investissement », ainsi que l'avait annoncé M. Raymond Barre le 7 juillet. Cette position, particulièrement attendue dans les milieux patronaux, sera-t-elle confortée par l'instauration d'un fonds d'action conjoncturelle ? Aucune décision n'est encore prise à ce sujet, indique-t-on au ministère du budget.

En réalité, la marge de manœuvre reste faible, compte tenu d'un niveau de croissance que les experts de l'O.C.D.E. prévoient pour 1980 de 2,5 à 3 %, et d'un déficit international dont les aléas restent des plus incertains. Ce qui est évident, c'est qu'il ne sera pas facile de concilier les nécessités de la rigueur et de l'austérité avec la « pause fiscale » que prévoyait le programme de Blois.

FRANÇOIS RENARD.

(1) L'allègement de la fiscalité peut se faire par le relèvement de toutes les tranches du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques d'un pourcentage égal à celui de la hausse des prix.

AUX ÉTATS-UNIS, LES PARTISANS DE M. REAGAN ENVISAGENT LE RÉTABLISSEMENT DE L'ÉTALON-OR

Plusieurs des conseillers économiques du candidat républicain à la Maison Blanche, M. Ronald Reagan, envisagent la restauration, d'une forme ou d'une autre, d'étalon-or (gold standard). Le programme (plateforme) du parti fait allusion à ce point : « L'abolition, dit-on dans ce document, du lien entre l'or et les biens réels dans les années 60 et 70, a déchaîné des forces hyperinflationnistes à l'intérieur des États-Unis et le désordre monétaire à l'étranger, sans pour autant apporter aucun des avantages économiques désirés. Et d'ajouter que « l'une des tâches les plus urgentes sera de rétablir un étalon monétaire digne de foi — autrement dit, de mettre fin à l'inflation ».

Notre confrère, le Washington

Post, rapporte que l'un des auteurs de ce passage, le député (membre de la Chambre des représentants), M. David Stockman, a récemment déclaré que si l'or n'est pas nominalement mentionné dans le document, c'est bien à cette « matière première » que pensent les stratèges du parti républicain, en rédigeant ce texte. M. Alan Greenspan, un autre conseiller de M. Reagan (et précédemment du président Ford, à dire, pour sa part, qu'il serait partisan d'un étalon or, une fois le dollar stabilisé par des politiques budgétaires et économiques appropriées. En revanche, M. George Shultz, ancien secrétaire au Trésor sous la présidence de M. Nixon, et aujourd'hui conseiller du candidat républicain estime qu'« un retour à l'étalon or n'est pas praticable ».

MONNAIES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Déo.	Rep. + ou Déo.	Rep. + ou Déo.
\$ E.-U.	4.1573 4.1623	+ 15 + 43	+ 69 + 119	+ 180 + 259
\$ Can.	2.5783 2.5833	+ 10 + 35	+ 5 + 70	+ 35 + 130
Yen (100) ..	1.8280 1.8250	- 55 - 20	- 70 - 25	- 50 + 5
DM 2.5140 2.5190	+ 40 + 75	+ 80 + 140	+ 350 + 430	
Florin (100) ..	2.1240 2.1290	+ 0 + 30	+ 30 + 70	+ 110 + 230
F.S. (100) ..	14.350 14.500	- 200 - 65	- 415 - 160	- 1.150 - 60
F.S. 2.4920 2.4990	Fermé	Fermé	Fermé	Fermé
L. (1 000) ..	4.9150 4.9250	- 650 - 480	- 1.200 - 1.000	- 3.350 - 2.500
£ 9.6020 9.6070	- 353 - 420	- 550 - 700	- 1.250 - 1.500	- 3.350 - 2.500

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.	15 M.	18 M.	21 M.	24 M.	27 M.	30 M.
DM 8 3/4	9	9 3/4	10 1/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
£ 4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
Florin 5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
F.S. (100) ..	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F.S. 5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
L. (1 000) ..	18 3/4	18 3/4	18 3/4	18 3/4	18 3/4	18 3/4	18 3/4	18 3/4	18 3/4	18 3/4
£ 11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

	30.08.80	31.03.80	Actif net (en millions de F.)	Nombre d'actions (en millions)	Valeur liquidative (en francs)	Coupon (dernier payé)
SICAV (vocation)						
S.N.I. (GÉNÉRALE)	1191	1165	2.067	2.119	578,8	F 25,70 (214.80)
CRÉDINTER (INTERNATIONALE)	211,9	191,5	1.131	1.130	187,4	F 5,45 (14.80)
OBLISEM (DERIVEMENT)	500,8	472,1	4.012	4.096	124,8	F 10, (26.12.79)
UNIJAPON (VALEURS JAPONAISES)	224,3	196,5	641	626	349,8	F 5,77 (2.7.79)
SICAVIMMO (VALEURS IMMOBILIÈRES)	314,1	270,4	844	823	371,8	F 13,84 (2.7.79)
FRANCOIS (VALEURS FRANÇAISES)	474,7	418,9	2.659	2.633	178,5	F 2,61 (2.7.79)

BANQUE NATIONALE DE PARIS

La B.N.P. indique qu'elle a ramené le taux de base de ses crédits de 12 % à 12,75 % à dater du 1^{er} août 1980.

JOHNSON FRANÇAISE

La grande compétition qui caractérise le marché des déodorants d'atmosphère laisse prévoir une progression en volume d'environ 20 % d'ici à 1983.

Pace à cette constante évolution, la société pense accroître sa part du marché en passant de 30 %, en 1979-1980 à 38 % en 1982-1983, notamment grâce à son nouveau produit « Brise Doublé ».

IMI ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO

Assemblée des participants du 16 juillet 1980

Le 16 juillet s'est tenue à Rome, sous la présidence de M. Piero Schiesinger, l'assemblée des participants au capital de l'IMI (Istituto Mobiliare Italiano) pour l'approbation du bilan et du compte de pertes et profits de 4^e exercice.

Le rapport du conseil d'administration — lu par M. Schiesinger — souligne que pendant cet exercice on a enregistré une augmentation des engagements en cours tandis que le montant des opérations stipulées à l'inférieur à celui de l'exercice précédent. En effet, les financements effectués au cours de l'exercice se sont élevés à Lit. 2.438 milliards, soit 7 % de moins que ceux de l'exercice précédent, tandis qu'à 31 mars 1980, les opérations en cours se montaient à Lit. 11.845 milliards, soit une augmentation d'environ 6,5 % par rapport au montant en cours à la clôture du précédent exercice. La répartition par grandes catégories d'intervention était la suivante (des variations par rapport au 31 mars 1979 figurant en pourcentage entre parenthèses) :

Financements pour investissements Lit. 9.175 milliards (+ 8,5 %)
Crédits à l'exportation Lit. 2.438 milliards (+ 1 %) — 1 %
Crédits financiers aux pays étrangers Lit. 8 milliards (+ 30 %) — 1 %
Financements aux non-résidents Lit. 260 milliards (+ 21 %)

Les financements pour investissements effectués au cours du 4^e exercice, pour un montant de Lit. 1.234 milliards, ont enregistré un accroissement de 5 % par rapport aux 1.129 milliards de l'exercice précédent.

En ce qui concerne les financements à l'exportation à des taux de faveur, le rapport souligne que les opérations effectuées au cours du 4^e exercice se sont montées à Lit. 768 milliards, soit un accroissement de 11 % par rapport à l'exercice précédent ; le montant des crédits fournisseurs s'est élevé à Lit. 294 milliards (+ 31 %) et celui des crédits financiers à Lit. 299 milliards (+ 14 %).

Rapportons que, lors du 4^e exercice, l'IMI et d'autres importants instituteurs (tant de crédits ont abouti à la signature d'un accord-cadre de dollars, pour l'octroi de crédits financiers à la République Populaire Chinoise, comme pour les opérations analogues effectuées par le passé, ces financements seront effectués au moment de la mise en service de chaque ligne de crédit, mise en service qui devrait s'échelonner sur trois ans.

Examinant ensuite l'activité de l'IMI relative à la récolte de fonds, le rapport fait savoir que, lors du 4^e exercice, l'IMI a placé pour 987 milliards d'obligations en lire, contre 1.445 milliards placés durant le 3^e exercice. En raison des nouvelles émissions et des remboursements, au 31 mars 1980, les obligations en lire et en devises, se montaient à Lit. 9.299 milliards. L'IMI, pour sa part, a réagi aux difficultés notées relatives à la récolte de fonds, en émettant — au commencement de cet exercice — des obligations à court terme, caractérisées par des échéances nouvelles, pour un total de plus de 300 milliards de lire et qui a été rapidement et entièrement absorbé par le marché. Le nouveau taux le plus intéressant concerne le mécanisme de variation du taux, relié pour la première fois à l'évolution d'un taux actif comme le « prime rate » auquel on attribue une part d'un tiers dans le « payer » de référence.

Avec la Banque Européenne d'investissement et la Export-Import Bank, partenaires traditionnels de l'IMI, une importante activité est poursuivie. En effet, douze nouvelles opérations ont été stipulées avec la B.E.I. pour un total de 207 milliards de lire tandis qu'un prêt de 400 millions de dollars a été obtenu de la Smbank des États-Unis contre les financements concédés par l'IMI pour le renforcement de la flotte de la compagnie nationale de transports aériens.

Le rapport du conseil d'administration expose les récentes décisions du gouvernement italien, chargeant l'IMI et un comité gouvernemental de formuler un plan de redressement pour le Group SIF, en vue d'en assurer la continuité de la gestion industrielle avec des moyens financiers adéquats.

Le conseil d'administration a proposé que les bénéfices — s'élevant à Lit. 7.682 millions — après provisions au fonds pour impôts, au fonds pour risques des crédits et au fonds visé par la loi n° 787 — soient entièrement destinés à la constitution d'un fonds pour dévaluation des participations, à l'exception de la somme de Lit. 12.500 millions nécessaires pour couvrir le capital souscrit et versé à raison de 5 %, garanti aux participants de l'IMI par la loi constitutive. Il convient de souligner que, de cette façon, le total représenté par le capital souscrit, les réserves, les fonds et les provisions, s'élève à Lit. 1.582 milliards.

Après lecture du rapport des commissaires aux comptes, l'assemblée des participants a approuvé le bilan et le compte de pertes et profits du 4^e exercice, ainsi que les propositions du conseil d'administration portant sur la répartition des bénéfices nets.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DU BILAN AU 31 MARS 1980

(47^e exercice)

ACTIF	(En lire)	PASSIF	(En lire)
Participations à leur dette au compte capital	248 204 880 000	Capital souscrit	456 805 500 000
Prêts et dépôts auprès des banques et d'institutions financières	987 987 705 000	Réserves	230 411 200 000
Titres et valeurs diverses	585 231 654 000	Fonds et provisions	782 006 294 375
Participations	445 964 554 000	Attribution de l'État visée par l'article 6 de la loi n° 184 du 22 mars 1977	405 535 250 000
Participations reçues par l'article 6 de la loi n° 184 du 22 mars 1977	405 535 250 000	Fonds d'amortissement de biens immobiliers et mobiliers	9 184 498 625
Prêts et financements	12 557 493 732 338	Fonds d'amortissement de la liquidation au personnel	74 589 128 399
Autres créances	516 783 449 936	Obligations en circulation	9 298 785 587 588
Biens immobiliers et mobiliers	120 785 687 457	Subventions de ses obligations	286 154 077 000
Divers	105 628 907 551	Emprunts à libérer et à affecter	2 584 579 171 177
Comptes de régularisation de l'actif	410 583 515 431	Bénéfices nets de l'exercice	1 782 481 782 782
Écart sur réévaluation	485 345 058 551	Comptes de régularisation de passif	232 338 234 333
	16 643 911 801 875	Divers sur prêts	629 898 288 174
Compte engagements	1 087 535 328 314	Bénéfices nets de l'exercice	54 267 827 073
Titres et effets en cours et auprès de tiers	6 119 015 224 782		12 500 000 000
Comptes spéciaux et financiers	3 055 110 734 970		
	27 115 583 200 022		

COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE AU 31 MARS 1980

CHARGES ET PERTES	(En lire)	PRODUITS ET PROFITS	(En lire)
Frais généraux d'administration	50 000 000 000	Intérêts sur prêts, financements reçus et comptes courants	1 388 256 437 827
Intérêts passifs et autres charges sur les obligations	1 003 375 415 337	Intérêts et autres bénéfices sur titres en progrès	27 181 020 374
Intérêts passifs sur prêts et autres divers	227 418 237 888	Commissions	5 476 845 222
Amortissements	1 772 950 227	Bénéfices nets de l'exercice	36 833 285 339
Pertes et autres charges sur titres en progrès et participations	5 945 362 328	Utilisation de fonds spéciaux	
Impôts et taxes de l'exercice de l'exercice (impôt et compta)	12 586 123 350		
Impôts et taxes relatifs aux exercices précédents	36 623 302 426		
Charges diverses	3 746 437 435		
Passifs	14 781 129 729		
Provisions au fonds pour risques des crédits	22 588 000 000		
Provisions au fonds pour dévaluation participations	54 231 708 440		
Provisions au fonds visé par l'article 6 de la loi n° 184 du 22 mars 1977	67 002 250 000		
Provisions au fonds pour risques des crédits, visé au D.P.F. (décret prés. rep.) n° 170 du 25 mai 1979	20 430 413 541		
Bénéfices nets de l'exercice	1 621 686 517 057		
	12 500 000 000		
	1 534 706 517 057		

مكتبة الأمل

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Devise	Cours	Devise	Cours
100 \$	115,10	100 £	163,10
100 ¥	236,10	100 F	6,55
100 S	10,10	100 L	1,10
100 B	1,10	100 P	1,10
100 C	1,10	100 D	1,10
100 E	1,10	100 F	1,10
100 G	1,10	100 H	1,10
100 I	1,10	100 J	1,10
100 K	1,10	100 L	1,10
100 M	1,10	100 N	1,10
100 O	1,10	100 P	1,10
100 Q	1,10	100 R	1,10
100 S	1,10	100 T	1,10
100 U	1,10	100 V	1,10
100 W	1,10	100 X	1,10
100 Y	1,10	100 Z	1,10

TAUX DES EURO-MONNAIES

Devise	Taux	Devise	Taux
100 \$	115,10	100 £	163,10
100 ¥	236,10	100 F	6,55
100 S	10,10	100 L	1,10
100 B	1,10	100 P	1,10
100 C	1,10	100 D	1,10
100 E	1,10	100 F	1,10
100 G	1,10	100 H	1,10
100 I	1,10	100 J	1,10
100 K	1,10	100 L	1,10
100 M	1,10	100 N	1,10
100 O	1,10	100 P	1,10
100 Q	1,10	100 R	1,10
100 S	1,10	100 T	1,10
100 U	1,10	100 V	1,10
100 W	1,10	100 X	1,10
100 Y	1,10	100 Z	1,10

DES SOCIÉTÉS

Société	Cours	Société	Cours
100 \$	115,10	100 £	163,10
100 ¥	236,10	100 F	6,55
100 S	10,10	100 L	1,10
100 B	1,10	100 P	1,10
100 C	1,10	100 D	1,10
100 E	1,10	100 F	1,10
100 G	1,10	100 H	1,10
100 I	1,10	100 J	1,10
100 K	1,10	100 L	1,10
100 M	1,10	100 N	1,10
100 O	1,10	100 P	1,10
100 Q	1,10	100 R	1,10
100 S	1,10	100 T	1,10
100 U	1,10	100 V	1,10
100 W	1,10	100 X	1,10
100 Y	1,10	100 Z	1,10

PARIS

31 JUILLET

Marché morose

La fin du mois de juillet a été plutôt morose à la Bourse de Paris, où l'indice SBF 120 a perdu 0,4 % environ après avoir coté 0,1 % la veille. Les baisses ont été emportées sur les hausses, le ton ayant été donné avec le recul d'Alcatel-Alenia, qui a perdu 5 % sur l'annonce de la reprise en main du groupe pétrolier d'Etat par les pouvoirs publics (voir d'autre part). Apparemment, ce rappel de l'autorité de l'Etat n'a pas été du goût des opérateurs, qui y voient, à juste titre, une limitation de la liberté de manœuvre du groupe. Les pétroliers, par ailleurs, ont plutôt été mal disposés, que ce soit Elf-Gabon, Française des Pétroles, Française de Raffinage, Petrofina ou Norak Hydro. Quelques hausses ont néanmoins été relevées, notamment sur Polair (1,4 %) (tonnage recherché), Lestour (1,3 %), Jeumont-Industrie, Ferret-Roussell, Bouygues. La baisse enregistrée en cette séance de jeudi a néanmoins été considérée d'autant plus significative que Wall Street a repris sa marche en avant, stimulé par la hausse des indicateurs économiques en juin, et par l'espoir d'une récession plus courte que prévu. Apparemment, les boursiers jugent la situation de leur propre pays avec moins d'optimisme que les Américains, qui, depuis un redressement en France, ont redonné la confiance. Aux valeurs étrangères, les américaines ont été recherchées, en liaison avec la hausse de Wall Street et celle du dollar. Sur le marché de l'or, la baisse rapide des cours du marché international a été partiellement contrebalancée par le raffermissement du dollar, de sorte que le lingot s'est perdu de 870 F à 834 50 F et le napoléon 1,20 F à 739 50 F. Le 4 1/2 % 1973 a coté 15 F et le 7 % 1973, 75 F à 745 F.

LONDRES

31 JUILLET

Les affaires sont calmes en fin de semaine et les cours tendent à baisser, notamment aux industriels et aux pétroliers. Les fonds d'Etat sont stables et les mines d'or se redressent dans le sillage du métal précieux.

Devise	Cours	Devise	Cours
100 \$	115,10	100 £	163,10
100 ¥	236,10	100 F	6,55
100 S	10,10	100 L	1,10
100 B	1,10	100 P	1,10
100 C	1,10	100 D	1,10
100 E	1,10	100 F	1,10
100 G	1,10	100 H	1,10
100 I	1,10	100 J	1,10
100 K	1,10	100 L	1,10
100 M	1,10	100 N	1,10
100 O	1,10	100 P	1,10
100 Q	1,10	100 R	1,10
100 S	1,10	100 T	1,10
100 U	1,10	100 V	1,10
100 W	1,10	100 X	1,10
100 Y	1,10	100 Z	1,10

NEW-YORK

31 JUILLET

Reprise en fin de séance

Les cours ont évolué de façon erratique durant la séance de jeudi. Après avoir poursuivi leur avance, ils ont par la suite subi brusquement un rebroussement, puis se sont redressés à l'approche de la clôture, sous la conduite des Blue Chips. Si l'indice des Industriels, qui avait précédemment monté au valsinage de 140 avant de retomber à 116,77, s'est finalement établi à 115,32, soit à 0,53 point seulement en-dessous de son niveau précédent. Très forte la veille, l'activité, tout en restant importante, s'est néanmoins ralentie et 54,5 millions de litres ont été échangés de mains contre 68,32 millions précédemment. Autour du « big board », la séance a été marquée par la non-décision à adopter. Après trois mois et demi de hausse quasi ininterrompue, qui a conduit le Dow à son point le plus élevé depuis mai 1977, de nombreux opérateurs sont tentés de prendre leurs bénéfices. La baisse des commandes de produits manufacturés en juin, annoncée en début de séance, les y a certainement incités. De même que la crainte éternelle de la récession financière de voir l'industrie repartir et les taxes d'impôt remonter. Mais la reprise, la même mois, pour la première fois de l'année, des ventes de voitures, logiquement, mais aussi des offres d'emploi, les a incités à corriger le tir. Les opérateurs ont donc la première fois depuis plus d'un mois de trading new-yorkais, se sont demandés à eux-mêmes de reprendre leurs achats.

VALEURS

Devise	Cours	Devise	Cours
100 \$	115,10	100 £	163,10
100 ¥	236,10	100 F	6,55
100 S	10,10	100 L	1,10
100 B	1,10	100 P	1,10
100 C	1,10	100 D	1,10
100 E	1,10	100 F	1,10
100 G	1,10	100 H	1,10
100 I	1,10	100 J	1,10
100 K	1,10	100 L	1,10
100 M	1,10	100 N	1,10
100 O	1,10	100 P	1,10
100 Q	1,10	100 R	1,10
100 S	1,10	100 T	1,10
100 U	1,10	100 V	1,10
100 W	1,10	100 X	1,10
100 Y	1,10	100 Z	1,10

BOURSE DE PARIS - 31 JUILLET - COMPTANT

Devise	Cours	Devise	Cours
100 \$	115,10	100 £	163,10
100 ¥	236,10	100 F	6,55
100 S	10,10	100 L	1,10
100 B	1,10	100 P	1,10
100 C	1,10	100 D	1,10
100 E	1,10	100 F	1,10
100 G	1,10	100 H	1,10
100 I	1,10	100 J	1,10
100 K	1,10	100 L	1,10
100 M	1,10	100 N	1,10
100 O	1,10	100 P	1,10
100 Q	1,10	100 R	1,10
100 S	1,10	100 T	1,10
100 U	1,10	100 V	1,10
100 W	1,10	100 X	1,10
100 Y	1,10	100 Z	1,10

MARCHÉ A TERME

Devise	Cours	Devise	Cours
100 \$	115,10	100 £	163,10
100 ¥	236,10	100 F	6,55
100 S	10,10	100 L	1,10
100 B	1,10	100 P	1,10
100 C	1,10	100 D	1,10
100 E	1,10	100 F	1,10
100 G	1,10	100 H	1,10
100 I	1,10	100 J	1,10
100 K	1,10	100 L	1,10
100 M	1,10	100 N	1,10
100 O	1,10	100 P	1,10
100 Q	1,10	100 R	1,10
100 S	1,10	100 T	1,10
100 U	1,10	100 V	1,10
100 W	1,10	100 X	1,10
100 Y	1,10	100 Z	1,10

LIARE ITALIANI

Devise	Cours	Devise	Cours
100 \$	115,10	100 £	163,10
100 ¥	236,10	100 F	6,55
100 S	10,10	100 L	1,10
100 B	1,10	100 P	1,10
100 C	1,10	100 D	1,10
100 E	1,10	100 F	1,10
100 G	1,10	100 H	1,10
100 I	1,10	100 J	1,10
100 K	1,10	100 L	1,10
100 M	1,10	100 N	1,10
100 O	1,10	100 P	1,10
100 Q	1,10	100 R	1,10
100 S	1,10	100 T	1,10
100 U	1,10	100 V	1,10
100 W	1,10	100 X	1,10
100 Y	1,10	100 Z	1,10

COTE DES CHANGES

Devise	Cours	Devise	Cours
100 \$	115,10	100 £	163,10
100 ¥	236,10	100 F	6,55
100 S	10,10	100 L	1,10
100 B	1,10	100 P	1,10
100 C	1,10	100 D	1,10
100 E	1,10	100 F	1,10
100 G	1,10	100 H	1,10
100 I	1,10	100 J	1,10
100 K	1,10	100 L	1,10
100 M	1,10	100 N	1,10
100 O	1,10	100 P	1,10
100 Q	1,10	100 R	1,10
100 S	1,10	100 T	1,10
100 U	1,10	100 V	1,10
100 W	1,10	100 X	1,10
100 Y	1,10	100 Z	1,10

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Devise	Cours	Devise	Cours
100 \$	115,10	100 £	163,10
100 ¥	236,10	100 F	6,55
100 S	10,10	100 L	1,10
100 B	1,10	100 P	1,10
100 C	1,10	100 D	1,10
100 E	1,10	100 F	1,10
100 G	1,10	100 H	1,10
100 I	1,10	100 J	1,10
100 K	1,10	100 L	1,10
100 M	1,10	100 N	1,10
100 O	1,10	100 P	1,10
100 Q	1,10	100 R	1,10
100 S	1,10	100 T	1,10
100 U	1,10	100 V	1,10
100 W	1,10	100 X	1,10
100 Y	1,10	100 Z	1,10

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. MOURIR : « La liberté qui fait peur », par Thérèse Laciari ; « La mise à mort », par Christian Zimmer ; « L'amour, ce cyane », par Gabriel Matzneff ; « La fin venue », par Jacques Colette.

ETRANGER

3. ASIE
— **AFGHANISTAN** : les Soviétiques n'ont pas attendu la fin des Jeux olympiques pour lancer leur nouvelle offensive.
— **ETATS-UNIS** : M. Billy Carter dément avoir été en possession de télégrammes diplomatiques du commandant.
— **PROCHE-ORIENT**
— **ISRAËL** : plusieurs centaines de prisonniers palestiniens font la grève de la faim.
— **AFRIQUE**
— **Le conflit du Sahara** : le Maroc dément avoir bombardé des installations militaires en Mauritanie.
4. Océanie
— **VANUATU** : au lendemain de l'indépendance, la situation demeure tendue à Espiritu-Santo.
5. DIPLOMATIE
6. EUROPE

SOCIÉTÉ

6. M. Robert Fabre accepte d'être médecin.
7. EDUCATION
— La nouvelle carte des formations universitaires.
7. SPORTS
7. MEDECINE

LES J.O. DE MOSCOU

8. Le triomphe de « Napoléon ».
— **ATHLETISME** : s'est pas Ytter qui veut.

JOURS D'ÉTÉ

9-10. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Gaillouard ; Métrologie ; Informations - Services ; Jeux ; Mode ; les collections.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

11. VACANCES EUROPEENNES : le Danemark.
12. Le club « derrière son décor ».
13. THERMALISME : une grande cure pour les villes d'eau.
14. Plaisirs de la table ; hippisme ; philatélie.
15. Jeux.

CULTURE

16. FESTIVALS : Munich ; Avignon.
17. RADIO-TELEVISION : vu ; le blues à fleur de peau.

EQUIPEMENT

20. TOURISME : dans l'impossibilité de résister à la rue des vacances, la municipalité d'Esplanade-Verdon démissionne.

ECONOMIE

21. AFFAIRES : le sort de Manafra.
— SOCIAL

RADIO-TELEVISION (18)

Annonces classées (18) : Car-net (19) ; Journal officiel (9) ; Programmes spectacles (17-18) ; Mots croisés (16) ; Loto (10) ; Bourse (23).

● Les obsèques du romancier et diplomate Pascal Jardin, auront lieu, lundi 4 août, à 16 heures (et non à 10 h. 30 comme indiqué précédemment), en la basilique Sainte-Clotilde, rue Las Cases à Paris.

Unberge des Celtes
RESTAURANT - RECEPTIONS
Les autres salles pour réceptions - salons privés
Place de la République
Rue de la République
Rue de la République
21, avenue de Doctor-Arnold-Netter
PARIS (12)
Fermeture le dimanche et le lundi
Téléphone : 342-36-23

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} août 1980 a été tiré à 509 100 exemplaires.

A B C D E F G

LA NOUVELLE CONVENTION MEDICALE

Un malade assuré sur cinq sera remboursé à 75 % du montant de ses dépenses

Les médecins restent massivement placés dans le régime conventionnel : le bilan établi le 30 juillet, par la Caisse nationale d'assurance-maladie fait apparaître que 94 % d'entre eux ont eu au cours d'un total de 74 096 praticiens. Parmi eux, 81,73 % ont respecté le tarif conventionnel tandis que 12,67 % ont opté pour le dépaiement permanent. D'autre part, 5,8 % des praticiens ont choisi de pratiquer des honoraires libres. Enfin, 0,85 % ont décidé d'être hors de la Convention.

Auparavant, la Convention couvrait environ 97 % du corps médical, dont 14 % avec droit permanent de dépaiement. Dans l'immédiat, la situation présente donc peu de changement par rapport à la Convention antérieure.

Les assurés sociaux trouveront, comme par le passé, un médecin sur cinq respectant les tarifs (autorisés néanmoins à les majorer en raison de circonstances particulières : examen du malade prolongé, exigences particulières du patient, etc.), tandis que un sur sept pratiquera le dépaiement permanent en raison de sa spécialisation ou de sa notoriété. L'assuré sera remboursé, comme précédemment, à 75 % du tarif (soit 34,50 F pour une consultation tarifée à 45 F). De plus, la Sécurité sociale le remboursera dans les mêmes conditions s'il s'adresse à un médecin qui n'observe pas les tarifs alors que, précédemment, dans ce cas, l'assuré ne recevait que 3 F. Comme auparavant les médecins hors convention n'ont droit à aucune indemnisation.

Pour l'assuré, à l'heure présente, le bilan paraît donc favorable. Il reste à savoir si, dans les faits, les tarifs pratiqués par les médecins hors convention sont véritablement plus élevés que ceux des praticiens conventionnels. Si un grand nombre d'entre eux optait pour la possibilité de fixer librement leurs honoraires, on aboutirait alors à la médecine de la rue et à la médecine du patient, dénoncées par les adversaires de la convention.

L'une des ambiguïtés — ou des faiblesses — de la nouvelle convention est d'éviter le blocage qui aurait résulté d'un boycott des praticiens. La Confédération des syndicats médicaux français en demandant à ses adhérents de ne pas répondre aux caisses (et de lui retourner les formulaires envoyés par la Sécurité sociale) a manifesté son opposition. Elle a reçu 33 % des formulaires. Toutefois, les non-réponses des praticiens sont, on le sait, interprétées comme un accord tacite.

L'attitude des praticiens a varié selon les régions : il n'y a que 70,84 % de conventionnés dans la région parisienne (dont 19,91 % avec dépaiement permanent), avec 9,25 % ayant leur liberté d'honoraires. La région Rhône-Alpes est comparable. En revanche, le taux le plus élevé est observé dans le Languedoc-Roussillon, le Midi-Pyrénées, les pays de la Loire, le Centre-Ouest, enregistrant environ 90 % d'adhérents avec 7 à 88,95 % de droit à dépaiement et 2 à 3 % d'honoraires libres.

La Confédération médicale estime que d'ici trois ou quatre ans, un bon nombre de médecins pourraient être tentés par le secteur des honoraires libres.

Le ministre de la Santé, de son côté, exprime sa satisfaction dans un communiqué, déclarant : « Organisations de médecins et organismes d'assurance maladie doivent maintenant trouver les prolongements susceptibles de permettre une vie conventionnelle qui est la garantie d'une concertation vivante. Le gouvernement, pour sa part, s'efforcera d'y contribuer. La participation de tous sans exception, aux comités médicaux et aux comités de concertation locales, est à cet égard l'un des moyens les mieux adaptés à restaurer le climat de confiance nécessaire. »

En Iran

Vingt-quatre exécutions en vingt-quatre heures
Téhéran (A.F.P. Reuter). — Vingt-quatre personnes ont été exécutées le 31 juillet en Iran, onze à Téhéran pour participation au complot du 10 juillet (« Le Monde » du 1^{er} août), et treize en province.

Parmi celles-ci figurent trois trafiquants de drogue, un hôtelier juif et un ancien chef de la SAVAK, la police secrète du chah. A Isfahan, le procureur a décidé d'ajourner la mise à mort d'une prostituée enceinte jusqu'à son accouchement.

Le procès de l'hôtelier juif, Ebrahim Berukhim et de trois de ses frères, propriétaires de trois hôtels à Téhéran, avait débuté le 4 mai. M. Berukhim avait été accusé d'entretenir des relations avec la SAVAK et la cour impériale et d'avoir hébergé des Israéliens, dont une femme, accusée d'avoir organisé une réunion de l'association des Juifs d'Iran dans un de leurs hôtels et d'avoir accueilli des pilotes Israéliens dans ses hôtels au moment de la guerre de juin 1967.

Relance du projet du métro français

On apprend, d'autre part, de bonne source dans la capitale française, que les autorités seraient prêtes à relancer le projet de construction de deux lignes de métro à Téhéran.

Selon Radio-Téhéran, le décret du Conseil de la révolution décrétant l'indépendance légale et l'autonomie financière de la société du métro de Téhéran vient d'être signé par la municipalité de Téhéran pour « mise en application ».

On apprend, d'autre part, de bonne source dans la capitale française, que les autorités seraient prêtes à relancer le projet de construction de deux lignes de métro à Téhéran.

Selon Radio-Téhéran, le décret du Conseil de la révolution décrétant l'indépendance légale et l'autonomie financière de la société du métro de Téhéran vient d'être signé par la municipalité de Téhéran pour « mise en application ».

On apprend, d'autre part, de bonne source dans la capitale française, que les autorités seraient prêtes à relancer le projet de construction de deux lignes de métro à Téhéran.

Selon Radio-Téhéran, le décret du Conseil de la révolution décrétant l'indépendance légale et l'autonomie financière de la société du métro de Téhéran vient d'être signé par la municipalité de Téhéran pour « mise en application ».

On apprend, d'autre part, de bonne source dans la capitale française, que les autorités seraient prêtes à relancer le projet de construction de deux lignes de métro à Téhéran.

Selon Radio-Téhéran, le décret du Conseil de la révolution décrétant l'indépendance légale et l'autonomie financière de la société du métro de Téhéran vient d'être signé par la municipalité de Téhéran pour « mise en application ».

La situation économique aux Etats-Unis

L'INDICE GLOBAL DES INDICATEURS A PROGRESSÉ DE 2,5 % EN JUIN

L'indice global des indicateurs économiques, considéré par la plupart des experts comme préfigurant l'évolution de la conjoncture, a progressé de 2,5 % au mois de juin, a annoncé mercredi 30 juillet le département américain du commerce.

Cette hausse fait suite à d'importantes reculs enregistrés au mois de mai (-3,3 %) et d'avril (-3,9 %). Elle est la plus forte que les Etats-Unis aient connue depuis juin 1975 (+3,2 %).

Si l'indice de l'activité économique américaine a connu une nette reprise en juin : 126,9 (base 100 en 1967), il demeure cependant bien inférieur à celui du début de l'année : 135,5 et de juin 1979 : 141,6.

L'expérience des récessions précédentes montre que l'indice global des indicateurs économiques annonce souvent le renversement du cycle conjoncturel plusieurs mois à l'avance. Cependant, les experts du département du commerce mettent en garde contre des conclusions prématurées.

L'indice global connaît souvent de brutales révisions, et l'importance des stocks industriels et commerciaux ne laisse pas espérer une reprise accélérée de la production avant plusieurs mois.

Les commandes de biens manufacturés ont diminué en juin par le cinquième mois consécutif, mais la baisse a été beaucoup moins importante que lors des mois précédents, a ajouté, le 31 juillet, le département du commerce.

Ces commandes ont atteint 132,2 milliards de dollars, en diminution de 0,5 % par rapport au mois de mai. C'est pourtant une nette progression par rapport aux mois précédents, puisqu'en mai la baisse avait été de 3,1 % et en avril de 5,8 %.

La diminution des commandes de biens manufacturés provient essentiellement du déclin des commandes de nouveaux avions (-21 %). — (A.G.F., A.F.P., U.P.I.)

Décès de M. Gaston Galloux, maire d'Orléans

De notre correspondant

Orléans. — M. Gaston Galloux (R.P.R.), maire d'Orléans, est mort, le 31 juillet à Paris, des suites d'une intervention chirurgicale. Il était âgé de soixante-six ans. M. Galloux avait été pris d'un malaise cardiaque lors d'une séance du conseil municipal, le 26 juin dernier, peu après que des militants de la R.P.R. eurent manifesté pour réclamer la construction d'une maison des syndicats. La police avait fait évacuer les manifestants de la salle de conseil. Depuis les élections municipales de 1977, Orléans perd son second maire. En effet, M. Galloux avait succédé le 21 avril 1978 à M. René Thinat (radical) à la suite du décès de ce dernier. Pour retrouver un troisième maire, les Orléanais iront aux urnes : quatre sièges sont à pourvoir pour compléter le conseil des onze membres, en plus de M. Galloux étant décédé, et une conseillère, Mme Vysin (U.D.F.), ayant démissionné en juillet 1979.

Né le 19 avril 1914 à Ouzain, dans le Lot-et-Cher, M. Galloux s'était installé comme pharmacien à Orléans en 1949. Entré au conseil municipal en 1959, adjoint à partir de 1967, il figure sur la liste soutenue par l'U.D.R. et conduite par le maire sortant M. Roger Secrétain, directeur de la République du Centre, mais qui avait été battu par le liste de centre-gauche de M. Thinat en 1977.

Réélu en 1977 sur une liste de la majorité conduite cette fois par M. Thinat, M. Galloux avait occupé les fonctions de premier adjoint, avant de devenir le premier adjoint de M. Thinat, suppléant du député du Loiret, M. Louis Soté (R.P.R.), de 1973 à 1978, et avait été élu conseiller municipal aux élections législatives de 1978.

MORT DE M. AUGUSTIN DUJARDIN, ANCIEN SÉNATEUR COMMUNISTE

On apprend la mort de M. Augustin Dujardin, ancien sénateur communiste de la Somme.

Né en 1896 à Montigny-en-Gohelle (Pas-de-Calais), M. Dujardin fut un militant actif du P.C.F. Arrêté pour son action dans le département de la Somme, il fut libéré en 1948. Il fut élu conseiller général de la République en 1954. Aux élections législatives de 1958, il fut élu conseiller général de la Somme et conseiller municipal d'Amiens de 1961 à 1971.

On apprend la mort de M. Augustin Dujardin, ancien sénateur communiste de la Somme.

Né en 1896 à Montigny-en-Gohelle (Pas-de-Calais), M. Dujardin fut un militant actif du P.C.F. Arrêté pour son action dans le département de la Somme, il fut libéré en 1948. Il fut élu conseiller général de la République en 1954. Aux élections législatives de 1958, il fut élu conseiller général de la Somme et conseiller municipal d'Amiens de 1961 à 1971.

LES DÉPARTS EN VACANCES

- Premiers embouteillages sur les routes.
- contrôles renforcés sur les ventes ambulantes.

Les premiers embouteillages dus à la circulation très importante sur les routes en cette fin de mois qui coïncide avec une fin de semaine ont été constatés dès vendredi en fin de matinée. On craint des départs et des retours très difficiles.

L'autoroute de contournement de Nice a été bloquée depuis les premières heures du 1^{er} août par des transporteurs routiers protestant contre le péage qu'ils doivent acquitter sur cette voie.

Question annexe mais non sans importance : la qualité des produits proposés par les marchands ambulants le long des routes des vacances. Ainsi, dans les Landes, la gendarmerie vient, au cours d'une opération de contrôle, de relever soixante-douze infractions à l'encontre de commerçants saisonniers. De la viande avariée a été saisie ; des poursuites ont été engagées.

Le ministre de l'Agriculture rappelle qu'il a, à ce propos, lancé une opération « Alimentation vacances 1980 ». « La multiplication sauvage des marchands ambulants dans des conditions d'hygiène souvent proches de l'insalubrité reste le point noir, souligne le ministre. Mais le commerce traditionnel sous-équipé notamment pour ce qui est de la conservation des produits ne peut pas être exempté de toutes critiques. »

En Grande-Bretagne

DES NÉGLIGENCES ONT ÉTÉ À L'ORIGINE D'IMPORTANTES FUITES RADIOACTIVES

(De notre correspondant.)
Londres. — La direction de l'usine nucléaire de Windscale, spécialisée dans le retraitement des combustibles irradiés des centrales, a été jugée responsable, par une commission d'enquête gouvernementale, de la fuite de liquide radioactif découverte en mars 1979 dans l'un des bâtiments. La direction de Windscale reconnaît qu'elle n'avait pas appliqué les normes de sécurité habituelles à ces bâtiments quasiment « oubliés » alors qu'ils continuaient à recevoir épisodiquement des solutions radioactives. Des réservoirs ont débordé pendant huit ans sans que quiconque s'en aperçoive. Selon le rapport, environ 9 mètres cubes de liquide, représentant plus de 4,08 tonnes, ont été versés dans le sol. On a mesuré une radioactivité allant jusqu'à près de 600 rads par heure à une profondeur de 4 ou 5 mètres. Les règles internationales prévoient que les ouvriers ne doivent pas être exposés à plus de cinq rads par an. Toutefois le danger était insignifiant pour la population. L'enquête a également constaté que les mesures pour maîtriser la fuite.

(Interim.)

LES BELGES PROTESTENT CONTRE LA FUTURE CENTRALE DE CHOOZ

Plusieurs maires de la région belge proche de Chooz, dans les Ardennes, ont manifesté leur stupéfaction et leur indignation devant l'avis favorable donné par les autorités françaises à la construction de quatre nouveaux réacteurs de 1 300 mégawatts à côté de la centrale déjà existante (« Le Monde » du 30 juillet).

Ces réactions font suite aux craintes exprimées pendant l'enquête publique, notamment par le ministre belge de l'Environnement. Celui-ci s'était inquiété de la qualité de l'eau de la Meuse qui, après avoir refroidi la centrale, alimente une bonne partie de la Belgique en eau potable. Aussi les autorités belges ont-elles décidé, puisque la France a décidé de le faire, d'entreprendre une étude sur les conséquences qu'aura, sur leur propre territoire, l'implantation de la centrale.

Quant à la concertation entre les autorités françaises et les autorités belges, des conversations commenceront en septembre prochain.

● Les combustibles nucléaires irradiés dans les centrales nucléaires américaines pourront être stockés dans des sites spécialisés, prévoit une loi adoptée mercredi 30 juillet par le Sénat. Ce texte, précédemment approuvé par la Chambre des représentants et qui prévoit des crédits de 300 millions de dollars (1,2 milliard de francs environ), devrait permettre aux compagnies d'électricité de résoudre le problème du stockage des combustibles utilisés, actuellement conservés sur le site même des centrales. Ce texte ménage aussi la possibilité de construire sur les sites de stockage des installations de retraitement.

M. DELARUE CANDIDAT ANTIBRUIT A L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Jean-Claude Delarue, candidat écologiste auto-désigné à l'élection présidentielle, a déclaré jeudi 31 juillet qu'il était « écologiste antibruit ». M. Delarue estime qu'un Français sur deux souffre de cette nuisance et que, en conséquence, « les victimes du bruit peuvent faire la décision en 1981 ». Il compte beaucoup sur les maires des communes « sinistrées » par le trafic aérien et routier et le trafic maritime pour atteindre les deux cents signatures nécessaires au dépôt de sa candidature.

M. Delarue, qui se veut indépendant des partis politiques, reproche à M. Brice Lalonde, candidat désigné par le mouvement écologiste, de ne pas l'être et de chercher à représenter une « nouvelle gauche ». « Plus que la pêche aux électeurs et aux signatures, dit-il, ce qui m'intéresse, c'est de faire pression sur les élus locaux, le gouvernement et les partis politiques pour obtenir des résultats concrets. »

M. Brice Lalonde, candidat écologiste à l'élection présidentielle, a participé, le 31 juillet, sur le plateau du Larzac, à une journée d'information sur les dangers du nucléaire.

مكتبة من الأمل